
Documents sauvegardés

Jeudi 23 février 2017 à 10 h 45

138 documents

EUROPRESSE.COM

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Le Télégramme (Bretagne)	23 janvier 2017 Paris. La première « salle de shoot » accueille 200 usagers par jour	11
Le Figaro.fr	16 janvier 2017 «Salle de shoot» à Paris : 200 usagers par jour	12
Le Parisien	21 novembre 2016 Salle de shoot à Paris : plus d'une centaine de toxicomanes chaque jour	14
Le Figaro	17 novembre 2016 À Paris, la « salle de shoot » ne convainc pas les riverains	16
Sud Ouest (site web)	7 novembre 2016 Après Paris, Strasbourg ouvre à son tour une "salle de shoot"	18
Le Point.fr	28 octobre 2016 Première controverse après l'ouverture de la salle de shoot à Paris	19
AFP - Journal Internet AFP (français)	17 octobre 2016 Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France	20
AFP Infos Françaises	17 octobre 2016 Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France	21
AFP Infos Mondiales	17 octobre 2016 Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France	23
Le Progrès de Fécamp	12 octobre 2016 La salle de shoot se dévoile	24
Presse Océan	12 octobre 2016 La première « salle de shoot »	26
Le Parisien	12 octobre 2016 [appels éditions] Visite de la première salle de shoot de la capitale La grande vogue des péniches-hôtels et restaurants Le tunnel vers Paris transformé en parking à camions L'ancien adjoint passé à tabac et menacé chez lui Affaire Traoré : le témoignage des premiers gendarmes Lycée Condorcet : les joggings de la discorde La Grande-Borne est-elle une zone de non-droit ? Pas de jeans troués au lycée Couperin Le collège pour handicapés fait de nouveaux travaux	27
L'Indépendant	12 octobre 2016 paris La première salle de shoot de France ouvre vendredi	28
Centre Presse Aveyron	12 octobre 2016 Toxicomanie Paris accueille une première salle de shoot	29
Ouest-France	12 octobre 2016 La première « salle de shoot » ouvrira lundi à Paris	30
Midi Libre	12 octobre 2016 Téléphonie Galaxy Note 7 : un désastre pour SamsungToxicomanie La première salle de shoot ouvre à Paris	31

AFP - Journal Internet AFP (français)	11 octobre 2016 Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France	32
AFP Infos Mondiales	11 octobre 2016 Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France	34
AFP Infos Françaises	11 octobre 2016 Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France	36
AFP Infos Mondiales	11 octobre 2016 Paris va ouvrir la première "salle de shoot" en France	38
Le Journal de Saône et Loire	11 octobre 2016 Première « salle de shoot » à Paris	39
Le Monde	11 octobre 2016 Toxicomanie Une première « salle de shoot » ouvre à Paris	41
Le Monde	11 octobre 2016 La première « salle de shoot » ouvre à Paris	42
Libération	11 octobre 2016 Lariboisière, un petit havre pour les toxicomanes	45
Charente Libre	11 octobre 2016 Une «salle de shoot» ouvre vendredi à Paris	47
Le Figaro	11 octobre 2016 Ouverture d'une première « salle de shoot »	48
Aujourd'hui en France	11 octobre 2016 A Paris, la salle de shoot est prête	50
Le Monde.fr	11 octobre 2016 Toxicomanie : la première « salle de shoot » ouvre à Paris	51
Sud Ouest (site web)	11 octobre 2016 La première "salle de shoot" française ouvre vendredi à Paris	53
AFP - Journal Internet AFP (français)	10 octobre 2016 Une "salle de shoot" ouvre vendredi à Paris à l'hôpital Lariboisière	54
Le Figaro	14 avril 2016 Paris : la « salle de shoot » inquiète toujours les riverains	56
Le Monde	14 avril 2016 « Salle de shoot » à Paris : les ultimes débats toujours tendus	58
Le Figaro.fr	13 avril 2016 Paris : la «salle de shoot» inquiète toujours les riverains	60
Le Monde.fr	13 avril 2016 « Salle de shoot » à Paris : les ultimes débats toujours tendus	62
AFP - Journal Internet AFP (français)	29 mars 2016 Paris vote le financement d'une "salle de shoot" à l'hôpital Lariboisière	64

Le Figaro.fr	29 mars 2016 Paris vote le financement d'une salle de shoot	65
Le Point.fr	25 mars 2016 Paris : une salle de shoot ouvrira bien après l'été	66
Le Figaro	27 mai 2015 La « salle de shoot » ouvrira à Lariboisière	68
Le Progrès - Lyon	26 mai 2015 Paris : la « salle de shoot » à l'hôpital Lariboisière Paris : le projet controversé de « salle de shoot » a été déplacé à l'hôpital	70
Le Parisien	26 mai 2015 La salle de shoot déplacée... de 200 m	71
Paris-Normandie	26 mai 2015 « Salle de shoot » déplacée	73
Le Monde	26 mai 2015 La « salle de shoot » de Paris va s'installer à l'hôpital Lariboisière	75
Sud Ouest	26 mai 2015 La salle de shoot sera installée à l'hôpital	77
Presse Océan	26 mai 2015 [Le projet de « salle de shoot » déplacé à Paris...]	78
Ouest-France	26 mai 2015 Paris : la future la salle de shoot déménage	79
AFP Infos Françaises	25 mai 2015 Paris: le projet de "salle de shoot" déplacé à Lariboisière (mairie)	80
AFP Infos Françaises	25 mai 2015 Paris: le projet de "salle de shoot" déplacé à Lariboisière (mairie)	81
Sud Ouest (site web)	25 mai 2015 La première salle de shoot de France s'installera à l'hôpital Lariboisière à Paris	82
AFP - Journal Internet AFP (français)	3 avril 2015 Toxicomanie: à Paris la future "salle de shoot" fait toujours débat	83
Le Point.fr	3 avril 2015 À Paris, la future "salle de shoot" fait toujours grincer des dents	85
Le Parisien	20 septembre 2014 La salle de shoot de retour	87
AFP Infos Françaises	19 juin 2014 Le projet de "salle de shoot à Paris" remis sur les rails	88
Le Parisien	24 mai 2014 Salle de shoot : le projet n'est pas abandonné	90
Le Monde.fr	15 octobre 2013 L'ouverture de la "salle de shoot" à Paris remise en cause	91

Charente Libre	11 octobre 2013 La «salle de shoot» hors-la-loi	93
Les Echos	11 octobre 2013 SALLE DE SHOOT : L'OUVERTURE à PARIS REMISE EN CAUSE	94
Paris-Normandie	11 octobre 2013 DisparitionDaniel Duval Le comédien et réalisateur Daniel Duval est décédé hier, emporté par la maladie, à l'âge de 68 ans. Cette gueule du cinéma français, au visage buriné est longtemps restée, pour les cinéphiles, le proxénète aux méthodes expéditives de La Dérobade (1979). Il y donne la réplique à Miou-Miou qui joue une prostituée tombée dans ses filets. Plus récemment, il a joué pour Olivier Marchal dans 36, quai des Orfèvres et Les Lyonnais, ou encore à la télévision dans la série Engrenages. Également metteur en scène, son dernier film, Le Temps des porte-plumes, est sorti en 2006. SantéLa salle de shoot décalée Le projet d'une salle de consommation de drogue, prévue pour ouvrir mi-novembre aux abords de la gare du Nord à Paris, va être reporté d'au moins quelques mois puisque le Conseil d'État recommande au préalable une loi. La ministre des Affaires sociales et de la Santé confirme que le gouvernement va présenter un projet de loi pour « sécuriser juridiquement » ce projet. Faits diversDeux policiers blessés Deux policiers ont été blessés hier matin à l'arme blanche à Lorient, dont l'un gravement en tombant dans un escalier, tandis que leur agresseur a été blessé par un tir à l'abdomen. Les faits se sont produits alors que la police avait été appelée pour une intervention concernant un différend familial. Interpellation musclée : pas de poursuite Les policiers impliqués le 18 août dernier dans une interpellation musclée dans le quartier de la Rabière, à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire), ne seront pas poursuivis, a indiqué le parquet de Tours. La vidéo de la scène, réalisée par un témoin, avait été abondamment visionnée sur internet, sous le titre « Honte à la police française ».L'une des avocates se tourne désormais vers une citation directe d'un des deux policiers, en vue de saisir le tribunal directement des faits. L'un des policiers, qui avait été mordu par l'une des femmes, a porté plainte pour rébellion et violence. L'affaire sera jugée le 22 octobre à Tours.	95
Charente Libre	11 octobre 2013 La drogue au nom de la loi	98
Ouest-France	11 octobre 2013 Paris : pas de « salle de shoot » sans loi préalable	100
AFP Infos Mondiales	10 octobre 2013 France: Un projet de "salle de shoot" à Paris reporté faute de loi	101
Le Monde.fr	10 octobre 2013 L'ouverture de la "salle de shoot" à Paris remise en cause	103
AFP Infos Françaises	11 septembre 2013 Paris: une équipe de policiers dédiée au quartier de la "salle de shoot"	105
AFP Doc	6 juillet 2013 Salle de shoot: nouvelle manifestation d'opposants à Paris	106

AFP Infos Françaises	4 juillet 2013 Ouverture prochaine d'une "salle de shoot" à Paris: une association porte plainte	107
Le Figaro.fr	3 juillet 2013 À Paris, l'inquiétude des habitants et des commerçants, voisins de la future salle de shoot	109
Le Figaro.fr	3 juillet 2013 Salle de shoot à Paris : une association porte plainte	111
Le Monde.fr	13 juin 2013 Difficile exercice de pédagogie sur la future "salle de shoot" à Paris	113
Ouest-France	13 juin 2013 « Salle de shoot » à Paris : les riverains en colère	115
Le Figaro	12 juin 2013 Débat à la mairie du Xe autour de l'ouverture de la salle de shoot	116
Le Figaro	12 juin 2013 Salle de shoot : les riverains déplorent le manque de concertation	118
Le Point.fr	12 juin 2013 Paris : invectives, hurlements et pétition contre la salle de shoot	120
AFP Infos Françaises	11 juin 2013 Echanges houleux à propos de la prochaine salle de shoot à Paris	122
AFP Infos Françaises	11 juin 2013 Echanges houleux mardi soir sur la prochaine salle de shoot à Paris	124
RiskAssur-hebdo	3 juin 2013 Paris aura prochainement sa salle de shoot	125
Le Parisien	2 juin 2013 Les voisins de la salle de shoot manifestent	126
AFP - Journal Internet AFP (français)	1 juin 2013 Manifestation à Paris contre l'ouverture d'une salle de shoot	127
Charente Libre	31 mai 2013 France	128

	31 mai 2013	<p>DROGUEUne salle de shoot à ParisAprès plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, a enfin un lieu d'implantation près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains.La SNCF a mis à la disposition de la ville de Paris pour trois ans un terrain situé au 39 boulevard de la Chapelle, dans le nord-est de Paris, a annoncé jeudi le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.</p> <p>contraceptionDiane 35 autorisée par l'EuropeLa décision de l'Agence européenne du médicament (EMA) de ne pas suivre la France sur la suspension d'un traitement anti-acné controversé Diane 35 du laboratoire Bayer, a été confirmée jeudi au niveau européen, a annoncé l'EMA.L'organisme européen regroupant les agences nationales du médicament des différents pays européens, le CMDh, s'est prononcé à l'unanimité moins une voix, celle de la France, en faveur de la position de l'EMA, a indiqué cette</p> <p>dernière.florangeProtocole d'accordLes représentants des salariés de Florange et la direction d'ArcelorMittal sont parvenus tard mercredi, au terme de neuf heures de négociations, à un protocole d'accord laissant entrevoir un dénouement dans un conflit social qui dure depuis près de deux ans.La direction d'ArcelorMittal a notamment relevé à 12 mois de salaire brut la prime de départ à la retraite à court terme. Elle a également instauré une prime de 3.600 euros pour les salariés en reclassement sur le site de Florange, et une prime de 3 mois de salaire en cas de mobilité géographique. Cet accord, qui doit encore être finalisé, concernerait les 639 salariés des hauts-fourneaux.</p> <p>ELECTIONSLe FN soutient Robert MénardLe Front national ne présentera pas de liste aux municipales à Béziers (Hérault) et soutiendra dans cette ville la candidature de Robert Ménard, a annoncé le journaliste et candidat jeudi sur France Bleu Hérault. La présidente du FN Marine Le Pen a déclaré pour sa part que Robert Ménard « peut être une candidature intéressante » et que la décision serait prise ce vendredi</p>	129
Le Progrès de Fécamp	31 mai 2013	<p>Une « salle de shoot » sera ouverte à Paris</p>	132
La Croix	31 mai 2013	<p>paris.La première « salle de shoot » sera installée derrière la gare du Nord</p>	133
Le Télégramme (Bretagne)	31 mai 2013	<p>La "salle de shoot" sera située 39 boulevard de la Chapelle, à Paris</p>	134
Le Monde.fr	31 mai 2013	<p>[Salle de shoot à Paris...]</p>	136
Presse Océan	31 mai 2013	<p>La première salle de shoot verra le jour à Paris derrière la gare du Nord</p>	137
AFP Doc	30 mai 2013	<p>La salle de shoot ouvrira boulevard de la Chapelle</p>	139
Le Figaro	30 mai 2013		

Sud Ouest (site web)	30 mai 2013 Salle de shoot à Paris : le lieu est trouvé, mais pas communiqué	140
AFP Infos Françaises	29 mai 2013 Salle de shoot à Paris: le lieu est trouvé, mais "pas de communication"	142
AFP - Journal Internet AFP (français)	16 avril 2013 Paris: une votation sur la future salle de shoot rassemble de nombreux opposants	143
Le Monde.fr	16 avril 2013 "Salle de shoot" : la légitimité de la "votation" à Paris contestée	145
Le Parisien	15 avril 2013 Votation sur la salle de shoot à Paris : le non l'emporte	147
Le Parisien	15 avril 2013 Salle de shoot à Paris : le non l'emporte	148
Le Parisien	15 avril 2013 Salle de shoot à Paris : le non l'emporte	149
Le Parisien	15 avril 2013 Salle de shoot à Paris : le non l'emporte	150
Le Figaro	15 avril 2013 Salle de shoot : toujours pas de lieu mais beaucoup de contestations	151
Le Parisien	15 avril 2013 Salle de shoot à Paris : c'est non	153
Aujourd'hui en France	15 avril 2013 Paris : les opposants à la salle de shoot se mobilisent	154
Le Point.fr	15 avril 2013 Paris : une consultation sur la future salle de shoot rassemble en majorité des opposants	155
AFP Infos Françaises	14 avril 2013 La votation sur la salle de shoot à Paris attire de nombreux opposants	157
Le Parisien	14 avril 2013 Donnez votre avis sur la salle de shoot	159
l'Humanité	29 mars 2013 Le projet de salle de shoot sur la bonne voie à Paris	160
Le Monde.fr	29 mars 2013 Vifs échanges entre élus et riverains du 10e arrondissement de Paris sur la future "salle de shoot"	161
Le Monde	28 mars 2013 Intense débat autour du projet de « salle de shoot »	163
Le Figaro	28 mars 2013 Salle de shoot : le maire du Xe pris à partie	166

Le Figaro	28 mars 2013 La future salle de shoot inquiète les habitants du Xe	167
Charente Libre	28 mars 2013 France	169
Le Figaro	8 mars 2013 Salle de shoot à Paris : élus UMP et habitants très inquiets	170
Le Figaro	12 février 2013 Rue Ambroise-Paré, supermarché des drogues dures à Paris	171
Le Parisien	10 février 2013 Une salle de shoot à Paris	173
AFP Infos Françaises	8 février 2013 Salle de shoot à Paris: ouverte 7j/7, 200 toxicomanes par jour	174
Sud Ouest	8 février 2013 La salle de shoot attendra	176
Charente Libre	6 février 2013 Une première salle de shoot à Paris	178
Le Figaro	6 février 2013 DROGUE Ayrault autorise la première salle de shoot	179
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	180
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	181
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	182
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	183
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	184
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	185
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	186
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	187
Le Parisien	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	188
La Croix	6 février 2013 TOXICOMANIE Une salle de shoot expérimentale va ouvrir à Paris	189

Charente Libre	6 février 2013 Salle de shoot: essai à petite dose	190
Le Figaro	6 février 2013 Le gouvernement veut ouvrir une salle de shoot à Paris	192
Le Progrès (Lyon)	6 février 2013 Une « salle de shoot » sera expérimentée à Paris	194
Aujourd'hui en France	6 février 2013 Feu vert pour une salle de shoot à Paris	195
l'Humanité	6 février 2013 Une salle de shoot bientôt à Paris	196
AFP Infos Françaises	5 février 2013 Nouvelles réactions politiques à l'expérimentation d'une salle de shoot à Paris	197
Reuters général	5 février 2013 France-Une "salle de shoot" va être expérimentée à Paris	199
AFP Infos Françaises	5 février 2013 Réactions politiques à l'expérimentation d'une salle de shoot à Paris	201
Le Figaro	4 décembre 2012 La Ville subventionne la future salle de shoot	203
Le Figaro.fr	4 décembre 2012 La Ville de Paris subventionne la future salle de shoot	205
Le Parisien	23 octobre 2012 Bientôt une salle de shoot à Paris	207
Le Monde	21 octobre 2010 Le Conseil de Paris vote pour l'ouverture d'une " salle de shoot "	208
Les Echos	20 octobre 2010 La Ville de Paris va ouvrir une « salle de shoot »	209
Le Parisien	20 octobre 2010 Le Conseil de Paris décide d'ouvrir une « salle de shoot »	210
News-Assurances (site web)	20 octobre 2010 Santé / Consommation drogue : Le Conseil de Paris vote pour l'ouverture d'une salle de shoot	211
Le Parisien	19 octobre 2010 Drogue : les associations militent pour la salle de shoot	212
Le Parisien	1 février 2010 L'UMP ne veut pas de « salle de shoot »	214

Le Télégramme

Nom de la source

Le Télégramme (Bretagne)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Morlaix, Bretagne, France

p. ige8



© 2017 Le Télégramme (Bretagne). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170123-TL-100962890

Lundi 23 janvier 2017

Le Télégramme (Bretagne) • LORIENT • p. IGE8 • 122 mots

Paris. La première « salle de shoot » accueille 200 usagers par jour

1

Trois mois après son ouverture à Paris, la première « salle de shoot » de France accueille quotidiennement près de 200 usagers. « Nous avons entre 170 et 220 passages, par jour, de gens qui viennent consommer. Au bout de trois mois seulement, c'est énorme et ça montre bien que cette salle répond à un besoin », explique le président de l'association Gaïa, Jean-Pierre Lhomme. L'espace de 400 m², situé dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière, abrite douze postes de consommation, une salle de repos et des bureaux où les toxicomanes peuvent demander conseils et se soumettre à des tests de dépistage, notamment du virus du sida et de l'hépatite C. (Photo AFP)

1

Note(s) :

1



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 16 janvier 2017 • 07:55 UTC +01:00

Le Figaro.fr • 422 mots

«Salle de shoot» à Paris : 200 usagers par jour

lefigaro.fr avec AFP

Près de trois mois après son ouverture à Paris, la première "salle de shoot" de France, ouverte sept heures par jour et sept jours sur sept, accueille quotidiennement près de 200 usagers de drogue."No...

Près de trois mois après son ouverture à Paris, la première "salle de shoot" de France, ouverte sept heures par jour et sept jours sur sept, accueille quotidiennement près de 200 usagers de drogue.

"Nous avons entre 170 et 220 passages par jour de gens qui viennent consommer. Au bout de trois mois seulement, c'est énorme et ça montre bien que cette salle répond à un besoin", a expliqué Jean-Pierre Lhomme, le président de l'association Gaïa, qui gère la salle. "Nous estimons qu'à 350 passages par jour, nous aurons atteint la limite pour pouvoir accueillir les usagers dans les meilleures conditions", a-t-il ajouté.

Ouverte le 17 octobre 2016, la salle a abrité au total quelque 8 000 consommations, "soit autant qui n'ont pas été faites sur la voie publique ou dans les parkings sous-terrains", s'est félicité Jean-Pierre Lhomme. Environ 5 000 personnes se sont également rendues dans la salle, officiellement baptisée "salle de consommation à moindre risque" (SCMR), pour se fournir en matériel stérile, selon l'association.

L'ouverture de la première salle en France était contestée par une partie des

riverains qui craignaient une montée de la délinquance et du trafic de drogues dans ce quartier du nord-est de la capitale, où se concentrent de nombreux toxicomanes.

Une deuxième salle ouverte à Strasbourg

L'espace de 400 m² est situé dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière mais dispose d'une entrée séparée, protégée par une grille et une caméra de surveillance. Il abrite douze postes de consommation, une salle de repos et des bureaux où les toxicomanes peuvent demander conseils et se soumettre à des tests de dépistage, notamment du virus du sida et de l'hépatite C. L'ouverture de la salle parisienne a été suivie par l'ouverture d'une seconde salle de consommation à Strasbourg le 7 novembre, à destination des usagers de l'est de la France mais aussi des frontaliers allemands, dans le cadre de l'expérimentation des SCMR rendue possible par la loi santé adoptée en décembre 2015.

En se lançant dans cette expérimentation prévue pour une durée de six ans, la France rejoint l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse, où l'ouverture de salles de

© 2017 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170116-LFF-20170116filwww00044



consommation a démontré son efficacité
ces dernières années.

Note(s) :

Mise à jour : 2017-01-16 08:00 UTC
+01:00



Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Lundi 21 novembre 2016

Le Parisien • Seine St Denis • p. SSDE41 • 476 mots

Salle de shoot à Paris : plus d'une centaine de toxicomanes chaque jour

Alors que les riverains s'y opposent toujours et que la police émet des réserves, l'association Gaïa qui gère le site dresse un bilan satisfaisant, un mois après son ouverture.

p. ssde41



anté publique

S Par Cécile Beaulieu

Voilà un mois, presque jour pour jour, que le discret portail métallique s'est ouvert sur les premiers toxicomanes, au 4, rue Ambroise-Paré (X^e arrondissement de Paris), dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière. Depuis le 17 octobre, la salle de consommation à moindre risque (SCMR), communément appelée salle de shoot, accueille chaque jour, de 13 h 30 à 20 h 30, les consommateurs de stupéfiants, dans un secteur considéré comme l'un des plus hauts lieux de toxicomanie de la capitale.

Ils seraient 110 à 120 chaque jour, à en franchir le seuil, soit le double de la fréquentation affichée le jour de l'ouverture, pour une capacité d'accueil de 350 à 400 personnes la journée. Mais après quatre semaines d'activité, la salle continue de diviser, et les larges banderoles dénonçant son installation ornent toujours les fenêtres des riverains. Pourtant, les responsables de Gaïa, l'association gestionnaire de la SCMR, affichent leur satisfaction : non seulement le déferlement de toxicomanes en provenance de toute l'Ile-de-France, redouté par les habitants, n'a pas eu lieu, mais il n'y



Rue Ambroise-Paré (Paris Xe), samedi. Entre 110 et 120 personnes viennent quotidiennement dans la salle de consommation à moindre risque.

a pas non plus, selon les responsables, d'attroupements intempestifs devant le centre et d'échanges ostensibles de produits aux abords. « Ça fonctionne bien, se félicite Céline Debaulieu, coordinatrice de Gaïa-Paris. Nous voyons beaucoup de consommateurs issus du quartier, que nous rencontrons pendant nos maraudes, avant l'ouverture de la salle. Ils sont très demandeurs de consultations médicales et sociales, maintenant que le lieu s'y prête, en toute confidentialité. Ils trouvent que le lieu est sécurisant. Même les plus rétifs, qui ne comptaient pas venir. Les toxicomanes qui se sont inscrits sont ceux qui consommaient jusqu'à présent dans les toilettes publiques du quartier, les parkings, sur les trottoirs... Avec la salle, tout le monde y gagne. »

Seringues abandonnées

© 2016 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161121-PA-10814796531



Parmi les riverains et les associations de lutte contre la toxicomanie, les échos sont radicalement différents, et les inquiétudes tenaces. Les bénévoles de Non à la drogue, Oui à la vie ont inondé les boîtes aux lettres de livrets intitulés « La vérité sur le cannabis », tandis que le président de l'association Parents contre la drogue, Serge Lebigot, a ouvert sur la Toile un « observatoire des salles de shoot », pour informer les habitants du quartier qui peuvent y déposer leurs remarques.

« Je constate qu'il y a toujours autant de seringues abandonnées dans les rues et les squares, note pour sa part Jean-Marc, un habitant de la rue Guy-Patin, opposant de toujours au projet. Et j'ai même assisté à des échanges de drogue, à des bagarres... »

LE FIGARO

Nom de la source

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 17 novembre 2016

Le Figaro • no. 22479 • p. 11 • 615 mots

À Paris, la « salle de shoot » ne convainc pas les riverains

Les commerçants constatent que rien n'a vraiment changé depuis l'ouverture du local il y a un mois.

Kovacs, Stéphane

p. 11



DROGUE Comme chaque jour à 13 h 30, ils étaient une dizaine de marginaux mercredi, devant le grand portail gris. Chiens en laisse, capuches relevées, rictus nerveux, certains se saluent, d'autres s'invectivent. Un mois après l'ouverture de la première « salle de consommation de drogue à moindre risque » (SCMR), « *tout se déroule comme prévu* », indique-t-on chez Gaïa, l'association qui gère la salle. Même satisfaction à la mairie du Xe arrondissement de Paris. Mais sur les immeubles qui bordent l'hôpital Lariboisière, les panneaux jaunes ornent toujours de nombreux balcons : « *Non à la salle de shoot en quartier résidentiel !* »

Visage émacié, cheveux rasés, piercings sur la tempe, une jeune femme raconte venir « *deux fois par jour* » et « *être contente d'être accompagnée pour s'en sortir* ». « *Cette salle, c'est bien, mais on n'a que vingt minutes pour se piquer ; c'est pas assez !* », regrette-t-elle. Mais j'aime aller me mettre au chaud dans la salle de repos. » Derrière elle, un jeune Noir assure passer « *plein de fois par jour* » et n'a « *aucune envie d'arrêter* » ... Seulement « *quatre petites semaines, c'est insuffisant pour en tirer un bilan !* » s'exclame Élisabeth Avril, la directrice de l'espace. L'association Gaïa se

contente de souligner qu' « *aucun incident n'est à déplorer* ».

À la mairie, Stéphane Bribard, conseiller d'arrondissement délégué à la sécurité, précise que « *tout se passe bien, sur la gestion intérieure comme extérieure de la salle* ». « *Il y a une augmentation progressive de la fréquentation* », détaille-t-il. Au début, il y avait une soixantaine de passages par jour ; aujourd'hui, c'est autour de 160. Cela permet de roder le processus ! » Quelque 110 usagers sont inscrits. « *Pour consommer, mais aussi pour renouer du contact* », souligne Stéphane Bribard. On constate que l'assistante sociale comme les médecins sont débordés ; cela signifie que les gens sont en demande ! » « *Pas d'attroupement aux horaires d'ouverture ni de fermeture, pas d'invasion du quartier comme certains l'avaient craint, et surtout, a priori, moins de personnes dans les parkings, ou les halls d'immeubles, m'ont dit des parents d'élèves* », poursuit-il. Quant aux seringues jetées, on en récupère toujours autant, mais on s'attend à ce qu'il y en ait de moins en moins. »

« Plus de dealers qu'avant »

L'élue LR de l'arrondissement, Deborah Pawlik, ne fréquente, semble-t-il, « *pas les mêmes riverains* », lance-t-elle. « Je

© 2016 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161117-LF-512x20x21244422044



suis allée voir ce week-end, indique-t-elle. Il y a beaucoup de seringues dans le parking, et encore la queue, très souvent, devant la sanisette rue Ambroise-Paré. Ce qui m'inquiète surtout, c'est qu'il y a plus de dealers qu'avant, et que ces deals se font de manière tout à fait visible : les dealers ne sont pas inquiétés par les contrôles policiers... »

Mercredi après-midi, deux hommes attendent effectivement devant les toilettes publiques, à quelques pas de la SCMR. Puis rentrent en même temps et sortent leurs seringues avant même d'avoir refermé la porte. Derrière la caisse de sa supérette, le gérant déplore que l'ouverture de la salle n'ait « rien changé ». « J'ai l'impression que de nouvelles têtes sont arrivées », assure-t-il. Ça crie beaucoup plus devant la porte de la salle. Pourquoi l'association ne met-elle pas un vigile ou des caméras à l'extérieur ? On m'a donné un numéro de téléphone, mais je ne vais tout de même pas les appeler à chaque nuisance sonore ! » Dans sa retoucherie face au grand portail gris, Cissé s'inquiète : « Hier il y a encore eu une bagarre avec un type qui a sorti un couteau », raconte-t-il. Moi, dès que ça bouge, je ferme mon rideau. Mais la rue commence à être connue pour ça. Qu'est-ce qu'on va devenir si les gens ne veulent plus passer par ici ? »

Note(s) :

skovacs@lefigaro.fr

**Nom de la source**

Sud Ouest (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

Lundi 7 novembre 2016

Sud Ouest (site web) • 337 mots

Après Paris, Strasbourg ouvre à son tour une "salle de shoot"

SudOuest.fr avec AFP

Le lieu accueille les usagers de drogues du grand Est de la France mais également des toxicomanes venus d'Allemagne

Après Paris, une "salle de consommation de drogues à moindre risque" a ouvert ce lundi à Strasbourg à destination des usagers de l'Est de la France, mais aussi des frontaliers allemands, dans le cadre de l'expérimentation des "salles de shoot" rendue possible par la loi santé adoptée en décembre 2015.

Publicité**Huit postes pour consommer**

Le lieu, installé dans l'enceinte des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), est géré par l'association Ithaque, à l'origine de l'expérimentation strasbourgeoise. Il comprend sur près de 300 m2 de locaux flambant neufs, un espace d'accueil, un autre dédié à la consommation et un troisième de repos et d'échange.

"L'espace de consommation" abrité derrière deux grandes portes en verre, propose dans une même pièce six "postes" ouverts - séparés par de petites cloisons grises - dédiés à l'injection de produits, et deux autres notamment dédiés au "snif", la prise de stupéfiants par voie nasale et l'inhalation, a indiqué Danièle Bader, directrice de l'association Ithaque.

Seringues adaptées, désinfectants, filtres, coupelles, eau stérile et élastiques à garrots : dans cet espace, un infirmier et un accompagnateur fourniront les usagers en matériel stérile "à usage unique et personnel", sans intervenir sur les injections réalisées par ces personnes.

Les toxicomanes allemands acceptés

Comme Paris, la capitale alsacienne avait demandé de pouvoir expérimenter ce type de salles, réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits stupéfiants qu'ils apportent eux-mêmes sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Bordeaux fait également partie des villes où le dispositif devrait être testé.

La salle de shoot de la métropole alsacienne a été conçue pour répondre aux demandes spécifiques des toxicomanes du Grand Est, plus nombreux à utiliser la voie intraveineuse pour la prise de produits stupéfiants.

Dénommé Argos, cet espace est également ouvert aux consommateurs allemands de la région frontalière de l'Ortenau du Land du Bade-Wurtemberg, dépourvue d'une telle structure.

© 2016 Sud Ouest (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161107-SOE-383



Le Point.fr**Nom de la source**

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 28 octobre 2016

Le Point.fr • no. 201610 • 362 mots

Première controverse après l'ouverture de la salle de shoot à Paris

Par Aziz Zemouri

Le procureur de Paris François Molins a édicté une note autorisant le port de drogue dans et autour de la salle de shoot. Une circulaire jugée inapplicable.

Selon la justice, ce n'est qu'une coïncidence. Mais, pour la police, c'est le premier incident lié à la salle de shoot ouverte le 17 octobre à l'hôpital Lariboisière, dans le 10^e arrondissement de Paris. Le jour même de son inauguration, un homme d'une trentaine d'années est victime d'un arrêt cardiaque engageant son pronostic vital. Appelés, les pompiers constatent que ce Polonais qui s'exprime mal en français se comporte comme un toxicomane. Avant de s'écrouler, il s'est montré très agressif, selon les différents rapports consultés par *Le Point*, nécessitant l'intervention de la police du secteur. D'après les gardiens de la paix, l'homme a expliqué sortir de la salle de shoot. Et ils ont constaté que ses pupilles étaient dilatées. "Son comportement ne relève pas d'une ivresse", assure l'un deux. "L'enquête a progressé et elle continue, affirme de son côté le parquet de Paris. La consultation de la vidéosurveillance indique que ce monsieur n'est ni entré ni sorti de la salle de shoot."

une note - que *Le Point* s'est procurée - sur l'immunité pénale à l'intérieur de la salle de consommation à moindre risque (SCMR), mais également dans les rues environnantes. Dans cette zone, tout porteur de drogue sur la voie publique, avec un maximum de 2 grammes de cocaïne ou de 2 grammes d'héroïne, ne sera plus passible de poursuites pénales. En revanche, la revente continue d'être illégale et réprimée. "Nos collègues sur le terrain, notamment les brigades anticriminalité, ne peuvent pas travailler sereinement sur ce secteur", s'insurge Yvan Assioma, du syndicat majoritaire Alliance, pour qui cette circulaire est inapplicable : "Pour arriver dans le périmètre autour de l'hôpital Lariboisière, il faut bien transporter la drogue d'une zone où la loi s'applique, non ?" Se sentant paralysée, la police risque d'intervenir avec parcimonie. Au risque de favoriser le deal aux abords de la salle de shoot ?

[GRAPHIQUE](#) © DR

C'est que, pour le procureur de la République François Molins, le sujet est extrêmement sensible. Il vient d'édicter

© 2016 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161028-POR-5969106lpw



**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 17 octobre 2016 • 16:55:40 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 302 mots

Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France

Paris (AFP) - La première "salle de shoot" en France a ouvert lundi à Paris dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, une première en France où l'expérimentation, controversée, est très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

L'espace, officiellement baptisé "salle de consommation à moindre risque", géré par l'association Gaïa, accueille sept jours sur sept, de 13H30 à 20H30, douze postes de consommation, une salle de repos et des bureaux où les toxicomanes peuvent trouver de l'aide.

"Cela se passe très bien, il y a du monde, mais pas trop pour créer des bouchons", se réjouit Céline de Beaulieu, coordinatrice de Gaïa-Paris, qui rappelle qu'un "entretien d'inclusion" est obligatoire.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi santé adoptée en décembre 2015 par le Parlement. Elle est réservée aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

L'ouverture de la salle n'a pas désarmé l'opposition des riverains, comme en témoignent les nombreux panneaux "Non à la salle de shoot en milieu résidentiel" sur les immeubles voisins, rue Ambroise-Paré, entre la Gare du



PATRICK KOVARIK

Le matériel à injection est mis à la disposition dans la salle de shoot de l'hôpital Lariboisière, le 11 octobre 2016

Nord et Barbès, dans un quartier populaire de la capitale, particulièrement touché par la toxicomanie, selon les autorités.

Une majorité de Français (53%) se déclare opposée à l'ouverture de "salles de shoot", selon un sondage Odoxa pour Le Parisien dimanche.

Avec cette salle, la France rejoint l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse, où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

© 2016 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161017-ZK-doc-h82qd



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 17 octobre 2016 • 16:51:05 GMT

AFP Infos Françaises • 665 mots

Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France

Paris, 17 oct 2016 (AFP) - "C'est hygiénique, ça donne envie de faire les choses bien. Dans les cages d'escalier, on a toujours peur de se faire chasser": la première "salle de shoot" en France a ouvert lundi à Paris, une expérimentation controversée mais très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

L'espace, situé dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, officiellement baptisé "salle de consommation à moindre risque", est géré par l'association Gaïa et accueille les toxicomanes sept jours sur sept, de 13h30 à 20h30.

"Cela se passe très bien, il y a du monde, mais pas trop pour créer des bouchons", se réjouit Céline de Beaulieu, coordinatrice de Gaïa-Paris, qui rappelle qu'un "entretien d'inclusion" est obligatoire.

La salle, une succession de pièces lumineuses aux meubles de bois clair, présentée la semaine dernière à la presse, se compose de douze postes de consommation de drogue, d'une salle de repos avec tables basses et gros coussins, d'une cafétéria et de bureaux où les toxicomanes peuvent trouver de l'aide (consultation médicale, travailleurs sociaux, atelier d'insertion).

"C'est hygiénique, ça donne envie de faire les choses bien", explique un toxicomane à la sortie du bâtiment, un

baluchon à la main, satisfait d'avoir pu trouver du matériel stérile, dont différentes sortes de seringues, pour son injection de "sken" ou skénan, un produit à base de morphine. "Quand on fait cela dans les cages d'escalier, les bancs, on a toujours peur de se faire chasser, contrôler. Là on peut se laisser aller".

Un autre ressort moins de deux minutes après être rentré: "J'ai oublié mon numéro d'inscription. Mais je reviendrai, ça a l'air sympa, les gens à l'accueil te parlent, te traitent comme un être humain, ça change".

- 'Pas dans les beaux quartiers' -

Tous deux, qui fréquentent habituellement le quartier, avaient été prévenus depuis des mois de l'ouverture des lieux, même s'ils n'en connaissaient pas la date exacte. Initialement prévue vendredi dernier, elle avait été repoussée au dernier moment pour des "raisons pratiques", selon la direction de Gaïa.

La plupart des toxicomanes qui entrent dans le centre refusent de témoigner, mais ils se trouvent dans une détresse sociale et physique évidente. Plus de 10% des usagers de drogue par injection ou inhalation en France étaient infectés en 2011 par le virus du sida et plus de 40% par celui de l'hépatite C, selon le ministère de la Santé.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est

© 2016 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161017-AF-tx-par-jea35



permise par la loi santé adoptée en décembre 2015 par le Parlement. Elle est réservée aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Les villes de Strasbourg et Bordeaux sont également candidates pour l'expérience.

sondage Odoxa pour Le Parisien publié dimanche.

thm/epe/ct

A Paris, l'ouverture de la salle n'a pas désarmé l'opposition des riverains, comme en témoignent les nombreux panneaux "Non à la salle de shoot en milieu résidentiel" sur les immeubles voisins, rue Ambroise-Paré, entre la Gare du Nord et Barbès, dans un quartier populaire de la capitale, particulièrement touché par la toxicomanie, selon les autorités.

"Pourquoi ils font pas ça dans les beaux quartiers ? Ils vont attirer encore plus de dealers ici (...) comme si on avait déjà pas assez de problèmes comme ça", regrette une quinquagénaire qui énumère l'insécurité, la présence envahissante des vendeurs à la sauvette de cigarettes ou l'installation régulière de campements sauvages de migrants.

Un riverain, qui assure "comprendre la détresse des toxicomanes", juge que la salle aurait dû "être implantée dans l'hôpital, pas dans la rue, en face des immeubles d'habitation et de nos enfants". La salle, à laquelle on accède par une porte discrète, sans numéro, se situe dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière, mais elle dispose d'un accès distinct dans la rue.

Une majorité de Français (53%) se déclare opposée à l'ouverture de "salles de shoot", résultats d'une politique de laxisme pour 58% d'entre eux, selon un

**Nom de la source**

AFP Infos Mondiales

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 17 octobre 2016 • 16:32:28 GMT

AFP Infos Mondiales • 314 mots

Ouverture à Paris de la première "salle de shoot" en France

Paris, 17 oct 2016 (AFP) - La première "salle de shoot" de France a ouvert lundi à Paris, où des toxicomanes peuvent s'injecter leurs drogues dans de bonnes conditions sanitaires, une expérimentation saluée par les associations mais qui divise l'opinion publique.

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon son appellation exacte, est située à l'hôpital Lariboisière, près de la gare du Nord, le quartier le plus touché de Paris par la consommation de drogues.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi Santé adoptée en décembre 2015 par le Parlement français. Elle est réservée aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

Une vingtaine de médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité sont à leur disposition.

Avec cette salle, la France rejoint l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse, où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

L'enjeu en terme de santé publique est de taille: selon le ministère français de la

Santé, "la situation sanitaire des usagers de drogues reste très préoccupante en France", où en 2011 plus de 10% des usagers étaient infectés par le virus du sida et plus de 40% par celui de l'hépatite C.

Cette expérimentation, réclamée depuis des années en France par les associations et une partie du corps médical, reste très controversée.

Une majorité de Français (53%) se déclare opposée à l'ouverture de "salles de shoot", selon un sondage publié dimanche.

Dans le quartier parisien où la salle a élu domicile, des riverains, craignant des troubles du voisinage, avaient accroché lundi sur les immeubles voisins des panneaux "Non à la salle de shoot en milieu résidentiel".

thm/mig/dab/glr

© 2016 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161017-AI-tx-par-jdz19





Nom de la source

Le Progrès de Fécamp

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Fécamp, Haute-Normandie, France

Mercredi 12 octobre 2016

Le Progrès de Fécamp • Pays de Caux • p. PNCX_43 • 599 mots

La salle de shoot se dévoile

Santé. La ministre Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité hier « l'espace Gaïa », la première « salle de shoot » officielle en France, un projet controversé, qui ouvre ses portes lundi.

L'ouverture de cette « *salle de consommation de drogue à moindre risque* » (SCMR), selon l'appellation exacte, « *représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions* », indique la ministre de la Santé **Marisol Touraine**. C'est aussi « *l'aboutissement d'un combat politique qui n'a pas été facile et a donné lieu à des outrances* », ajoute-t-elle en précisant que la France est « *le 10e pays du monde à s'engager* ».

L'ouverture de ces salles, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi Santé adoptée en décembre dernier par le Parlement.

La France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

Appel à d'autres municipalités

À Paris, l'espace accueillera dès lundi ses premiers usagers, sans autre publicité. Une cinquantaine d'usagers pourront être présents en même temps, ajouté au minimum de six personnes

Marisol Touraine, hier à Paris, a visité la première salle de consommation de drogue à moindre risque de France

encadrant le lieu dont un médecin et un agent de sécurité. La Sécurité sociale assure le fonctionnement, à 1,2 million d'euros par an.

Le ministère de la Santé rappelle que « *la situation sanitaire des usagers de drogues reste très préoccupante en France* » où en 2011, plus de 10 % des usagers sont infectés par le virus du sida et plus de 40 % par celui de l'hépatite C.

Outre Paris, Strasbourg ouvrira prochainement une SCMR au sein du Nouvel hôpital civil. La ministre souhaite d'ailleurs que « *d'autres municipalités puissent s'engager* ».

Pour l'installation de l'Espace Gaïa, la collectivité parisienne a donné un million d'euros. La maire PS de la capitale **Anne Hidalgo** se déclare « *très émue et très fière, ce que nous faisons là est utile. Ces personnes qui sont en désarroi total, ont une porte qu'elles peuvent franchir* ». La salle parisienne est implantée dans le quartier de la gare du Nord, derrière laquelle se trouve Lariboisière, le quartier le plus touché à Paris par la consommation de drogue.

Élisabeth Avril, la directrice de l'association Gaïa qui oeuvre depuis une dizaine d'années pour aider les

© 2016 Le Progrès de Fécamp. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-PRF-7691504



toxicomanes, a d'ailleurs rappelé que l'ouverture d'une telle salle, outre « *son impact sur la santé publique* » permettait une « *meilleure tranquillité dans le quartier* » .

Ces salles, demandées depuis des années en France par les associations et une partie du corps médical, sont très contestées par d'autres spécialistes qui les jugent contre-productives ou des riverains qui craignent des troubles de voisinage.

Serge Lebigot , président de l'association « *Parents contre la drogue* » , a annoncé la mise en place d'un site internet baptisé « *Observateurs des salles de shoot* » , sur lequel « *tout le monde sera invité à signaler les incidents aux abords de la salle de shoot. Et on sait qu'il y en aura* » .

Des candidats Les Républicains à l'élection présidentielle dont **Nicolas Sarkozy** « *m'ont indiqué qu'ils feront fermer la salle* » , dit-il.

Philippe Goujon , secrétaire national Les Républicains chargé de la sécurité et maire du XV^e, a qualifié le projet de « *fausse bonne idée* » . En permettant des « *intoxications médicalement assistées, les salles de shoot dénaturent la mission de l'État qui ne peut mener une politique de désintoxication et en même temps faciliter la consommation en l'organisant* » .

Nom de la source

Presse Océan

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Nantes, Pays de la Loire, France

Mercredi 12 octobre 2016

Presse Océan • Nantes • p. PO Nantes_48 • 292 mots

TOXICOMANIE. Une salle de consommation à moindre risque ouvre à Paris

La première « salle de shoot »

La ministre de la Santé a visité hier la première « salle de consommation de drogue à moindre risque ».

Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité hier « l'espace Gaïa », la première « salle de shoot » officielle en France, un projet controversé, qui ouvrira ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement). L'ouverture de cette « salle de consommation de drogue à moindre risque » (SCMR), selon l'appellation exacte, « *représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions* », a indiqué la ministre.

C'est aussi « *l'aboutissement d'un combat politique qui n'a pas été facile et a donné lieu à des outrances* », a ajouté Mme Touraine en précisant que la France était « *le dixième pays du monde à s'engager* ».

L'ouverture de ces salles, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi Santé adoptée en décembre dernier par le Parlement. Elles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

À Paris, la salle accueillera vendredi après-midi ses premiers usagers, sans autre publicité. Une cinquantaine d'usagers pourront être présents en

Marisol Touraine s'est félicitée de « l'aboutissement d'un combat politique ». Photo AFP

même temps, ajouté au minimum de six personnes encadrant le lieu dont un médecin et un agent de sécurité.

Le ministère de la Santé a rappelé hier que « *la situation sanitaire des usagers de drogues reste très préoccupante en France* » où en 2011, plus de 10 % des usagers étaient infectés par le virus du sida et plus de 40 % par celui de l'hépatite C.

Outre Paris, Strasbourg ouvrira prochainement une SCMR au sein du Nouvel hôpital civil.

© 2016 Presse Océan. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-OPF-4945805



**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. esso1



© 2016 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-PA-10679053391

Mercredi 12 octobre 2016

Le Parisien • Val d'Oise • p. ESSO1, HDSE1, IDFO1, OISE1, SEMA1, SSDE1, VADO1, VDMA1, YVEL1 • 73 mots

[appels éditions] Visite de la première salle de shoot de la capitale La grande vogue des péniches-hôtels et restaurants Le tunnel vers Paris transformé en parking à camions L'ancien adjoint passé à tabac et menacé chez lui Affaire Traoré : le témoignage des premiers gendarmes Lycée Condorcet : les joggings de la discorde La Grande-Borne est-elle une zone de non-droit ? Pas de jeans troués au lycée Couperin Le collège pour handicapés fait de nouveaux travaux

L'INDÉPENDANT**Nom de la source**

L'Indépendant

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Perpignan, Languedoc-Roussillon, France

Mercredi 12 octobre 2016

L'Indépendant • CATALAN_IN • 149 mots

paris La première salle de shoot de France ouvre vendredi

La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité hier « l'espace Gaïa », la première « salle de shoot » officielle en France, un projet controversé, qui ouvrira ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement). L'ouverture de cette « salle de consommation de drogue à moindre risque » (SCMR), selon l'appellation exacte, « représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions », a indiqué la ministre devant la presse. La France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne...) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années. Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. A Paris, l'espace sera ouvert de 13 h 30 à 20 h 30 chaque jour. Afp

© 2016 L'Indépendant. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-MN-32665304

**Nom de la source**

Centre Presse Aveyron

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rodez, Midi-Pyrénées, France

Mercredi 12 octobre 2016

Centre Presse Aveyron • RODEZ_CP • 388 mots

Toxicomanie Paris accueille une première salle de shoot

Un espace lumineux aux meubles de bois clair, douze postes de « consommation », une salle de repos et des bureaux où le toxicomane peut trouver de l'aide, composent la première « salle de shoot » qui ouvre vendredi à Paris à l'hôpital Lariboisière. L'espace Gaïa, du nom de l'association qui va gérer la salle, occupe un bâtiment dans l'enceinte de l'hôpital mais bénéficie d'une entrée séparée, close d'un grand portail de fer. Une cinquantaine d'usagers pourront être présents en même temps et entre 350 et 400 d'entre eux peuvent être accueillis chaque jour, sept jours sur sept, de 13 h 30 à 20 h 30, indique la directrice de l'espace, Elisabeth Avril. La « salle de consommation à moindre risque » (SMCR), sur quelque 400 m², regroupe plusieurs salles qui s'ordonnent l'une après l'autre dans un parcours linéaire, où les allées et retours ne sont pas possibles.

douze « postes », certains cloisonnés, où le toxicomane s'injecte sa drogue. Une salle à la paroi vitrée permet l'inhalation. « *En aucun cas, on injecte la drogue à leur place* », dit Mme Avril et le toxicomane « *- e peut pas apporter de matériel de l'extérieur* ». Du matériel stérile, dont différentes sortes de seringues, est entreposé sur des étagères. Vient ensuite la « salle de repos », une pièce carrée avec tables basses et gros coussins, pour que « personne ne sorte + en état + ». Le toxicomane dispose de 20 minutes pour l'injection, 30 pour une inhalation. Le temps de repos ne lui est pas compté. Donnent sur cette salle un bureau de consultation médicale, une pièce pour les encadrants sociaux, un atelier d'insertion. Le parcours se termine par une cafétéria. Le toxicomane dispose de 20 minutes pour l'injection, 30 pour une inhalation. Ici la salle d'inhalation. AFP

Le parcours se termine par une cafétéria. À l'accueil, le toxicomane -- qui peut accrocher son chien dans une courette extérieure -- s'inscrit en donnant son prénom et sa date de naissance. Si c'est la première fois qu'il vient, il est reçu en entretien sur son état de santé, les éventuelles overdoses. Il doit montrer le produit qu'il veut s'injecter, prend un ticket et attend son tour avant d'accéder à la salle de consommation. Là, dans cette pièce à l'allure d'un large couloir où se trouvera toujours un infirmier, une longue table le long du mur accueille

© 2016 Centre Presse Aveyron. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-MF-32642318





Nom de la source

Ouest-France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Mercredi 12 octobre 2016

Ouest-France • 107 mots

La première « salle de shoot » ouvrira lundi à Paris

La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité, hier, l'espace Gaïa, la première « salle de shoot » officielle en France, qui va ouvrir à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement). Cette « salle de consommation de drogue à moindre risque » (SCMR) accueillera lundi ses premiers usagers. Une autre SCMR doit ouvrir prochainement à Strasbourg. La ministre de la Santé a souhaité que « **d'autres municipalités puissent s'engager** ». Dans de nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse), de tels espaces ont déjà fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

AFP

© 2016 Ouest-France. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-OF-72726452



Midi Libre**Nom de la source**

Midi Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Montpellier, Languedoc-Roussillon, France

Mercredi 12 octobre 2016

Midi Libre • CATALAN_ML • 18 mots

Téléphonie Galaxy Note 7 : un désastre pour SamsungToxicomanie La première salle de shoot ouvre à Paris

É

conomie France

© 2016 Midi Libre. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161012-ML-9443903

**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016 • 21:28:46 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 798 mots

Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France

Par Fabienne FAUR

Paris (AFP) - La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité mardi "l'espace Gaïa", la première "salle de shoot" officielle en France, un projet controversé, qui ouvrira ses portes la semaine prochaine à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement).

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon l'appellation exacte, accueillera lundi prochain ses premiers usagers. Son ouverture, annoncée dans un premier temps pour vendredi, a été repoussée pour des "raisons pratiques", selon sa direction.

L'ouverture de cet espace "représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions", a indiqué la ministre devant la presse, c'est aussi "l'aboutissement d'un combat politique qui n'a pas été facile et a donné lieu à des outrances".

Ces salles peuvent s'ouvrir, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, grâce à la loi Santé adoptée en décembre dernier.

La France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.



PATRICK KOVARIK

La maire de Paris Anne Hidalgo et la ministre de la santé Marisol Touraine visitent la première "salle de shoot" en France, le 11 octobre 2016 à Paris

Ils sont réservés aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

A Paris, l'espace sera ouvert de 13H30 à 20H30 chaque jour. Aménagé sur 400 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital avec une entrée séparée, il comprend un accueil, une salle de consommation, un espace de repos et plusieurs bureaux de consultation.

Une cinquantaine d'usagers pourront être présents en même temps, en plus du minimum de six personnes encadrant le lieu dont un médecin et un agent de sécurité.

Une convention a été signée avec l'Intérieur et la Justice pour que les personnes ne soient pas inquiétées pour leurs activités dans cet espace.

© 2016 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-ZK-doc-h130z



Pour les travaux d'aménagement, la collectivité parisienne a donné un million d'euros. La maire PS de la capitale Anne Hidalgo s'est déclarée "très émue et très fière, ce que nous faisons là est utile. Ces personnes qui sont en désarroi total, ont une porte qu'elles peuvent franchir".

La Sécurité sociale assure le fonctionnement, à 1,2 million d'euros par an.

Le ministère a rappelé que "la situation sanitaire des usagers de drogues reste très préoccupante en France" où en 2011, plus de 10% sont infectés par le virus du sida et plus de 40% par celui de l'hépatite C.

Deux programmes de recherche, financés par la Mildeca (Mission interministérielle de lutte contre les drogues), évalueront ce dispositif et son impact pour la santé publique et l'ordre public.

Outre Paris, Strasbourg ouvrira prochainement une SCMR. La ministre a souhaité sur BFM mardi matin que "d'autres municipalités puissent s'engager".

- 'Signaler les incidents' -

La salle parisienne est implantée dans le quartier de la gare du Nord, le quartier le plus touché à Paris par la toxicomanie. Le maire du Xe Rémi Féraud (PS), fer de lance du projet, a salué "l'aboutissement de ce travail de conviction" et son insertion dans le quartier.

Elisabeth Avril, la directrice de l'association Gaïa qui oeuvre depuis une dizaine d'années pour aider les toxicomanes, a d'ailleurs rappelé que

l'ouverture d'une telle salle, outre "son impact sur la santé publique" permettait une "meilleure tranquillité dans le quartier".

Ces salles, très demandées par les associations et une partie du corps médical, sont très contestées par d'autres spécialistes qui les jugent contre-productives ou des riverains craignant des troubles de voisinage.

Serge Lebigot, président de l'association "Parents contre la drogue", a annoncé la mise en place d'un site internet où chacun est invité "à signaler les incidents", a-t-il indiqué à l'AFP.

Pour Philippe Goujon, secrétaire national Les Républicains chargé de la sécurité et député-maire du XVe, ces salles "dénaturent la mission de l'Etat qui ne peut mener une politique de désintoxication et en même temps faciliter la consommation en l'organisant".

Pour le Front national, "les Français voient les pouvoirs publics être, dans le même temps, d'une grande permissivité vis-à-vis des usagers et d'un grand laxisme face au trafic", selon Wallerand de Saint Just, président du groupe d'Ile-de-France.

Illustration(s) :



PATRICK KOVARIK

Le matériel d'injection de la "salle de shoot" de l'hôpital Lariboisière, le 11 octobre 2016 à Paris



PATRICK KOVARIK

La maire de Paris Anne Hidalgo et la ministre de la santé Marisol Touraine visitent la "première salle de shoot" en France, le 11 octobre 2016 à Paris



PATRICK KOVARIK

La première "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR) de France, est présentée le 11 octobre 2016 à l'hôpital Lariboisière de Paris, une semaine avant son ouverture



PATRICK KOVARIK

Une bannière de riverains opposés à la "salle de shoot" de Paris, le 11 octobre 2016

**Nom de la source**

AFP Infos Mondiales

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016 • 18:39:33 GMT

AFP Infos Mondiales • 452 mots

Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France

Paris, 11 oct 2016 (AFP) - - La première "salle de shoot" officielle en France ouvrira lundi prochain dans un hôpital parisien, où des toxicomanes pourront s'injecter leurs drogues dans de bonnes conditions sanitaires, une expérimentation saluée par les associations mais critiquée par certains riverains et l'opposition de droite.

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon l'appellation exacte, est située à l'hôpital Lariboisière, près de la gare du Nord, le quartier le plus touché de Paris par la consommation de drogues.

Son ouverture, initialement programmée vendredi avant d'être repoussée de quelques jours pour des "raisons pratiques", selon les porteurs du projet, "représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions", a déclaré la ministre de la Santé Marisol Touraine, qui s'est rendue sur place mardi avec la maire de Paris, Anne Hidalgo.

C'est aussi "l'aboutissement d'un combat politique qui n'a pas été facile et a donné lieu à des outrances", a ajouté Mme Touraine en précisant que la France était "le 10e pays du monde à s'engager".

Avec cette salle, la France rejoint l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse, où de tels espaces ont fait

la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Ouverte de 13h30 à 20h30 chaque jour et aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte de l'hôpital, avec une entrée séparée, la salle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation.

Elle pourra accueillir chaque jour une centaine de personnes, obligatoirement majeures. Une vingtaine de médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité seront à leur disposition.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

Elle ouvre dans le cadre d'une expérimentation de six ans. Strasbourg (est) et Bordeaux (sud-ouest) sont également candidates pour l'expérience.

L'enjeu en terme de santé publique est de taille car, selon le ministère de la Santé, "la situation sanitaire des usagers de drogues reste très préoccupante en France" où en 2011, plus de 10% des usagers sont infectés par le virus du sida et plus de 40% par celui de l'hépatite C.

Ces salles, demandées depuis des années en France par les associations et une partie du corps médical, sont très contestées par d'autres spécialistes qui les jugent contre-productives ou des

© 2016 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-AI-tx-par-itq29



riverains qui craignent des troubles de voisinage.

Des opposants ont annoncé mardi la mise en place d'un site internet sur lequel "tout le monde sera invité à signaler les incidents aux abords de la salle de shoot", selon le président de l'association "Parents contre la drogue", Serge Lebigot.

ff-sac/frd/sma/dab/mct

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016 • 18:33:22 GMT

AFP Infos Françaises • 667 mots

Paris va accueillir la première "salle de shoot" en France

Paris, 11 oct 2016 (AFP) - - La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo ont visité mardi "l'espace Gaïa", la première "salle de shoot" officielle en France, un projet controversé, qui ouvrira ses portes la semaine prochaine à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement).

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon l'appellation exacte, accueillera lundi prochain ses premiers usagers. Son ouverture, annoncée dans un premier temps pour vendredi, a été repoussée pour des "raisons pratiques", selon sa direction.

L'ouverture de cet espace "représente un moment très important dans la lutte contre le fléau des addictions", a indiqué la ministre devant la presse, c'est aussi "l'aboutissement d'un combat politique qui n'a pas été facile et a donné lieu à des outrances".

Ces salles peuvent s'ouvrir, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, grâce à la loi Santé adoptée en décembre dernier.

La France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Ils sont réservés aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

A Paris, l'espace sera ouvert de 13H30 à 20H30 chaque jour. Aménagé sur 400 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital avec une entrée séparée, il comprend un accueil, une salle de consommation, un espace de repos et plusieurs bureaux de consultation.

Une cinquantaine d'usagers pourront être présents en même temps, en plus du minimum de six personnes encadrant le lieu dont un médecin et un agent de sécurité.

Une convention a été signée avec l'Intérieur et la Justice pour que les personnes ne soient pas inquiétées pour leurs activités dans cet espace.

Pour les travaux d'aménagement, la collectivité parisienne a donné un million d'euros. La maire PS de la capitale Anne Hidalgo s'est déclarée "très émue et très fière, ce que nous faisons là est utile. Ces personnes qui sont en désarroi total, ont une porte qu'elles peuvent franchir".

La Sécurité sociale assure le fonctionnement, à 1,2 million d'euros par an.

Le ministère a rappelé que "la situation sanitaire des usagers de drogues reste

© 2016 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-AF-tx-par-itq10



très préoccupante en France" où en 2011, plus de 10% sont infectés par le virus du sida et plus de 40% par celui de l'hépatite C.

Deux programmes de recherche, financés par la Mildeca (Mission interministérielle de lutte contre les drogues), évalueront ce dispositif et son impact pour la santé publique et l'ordre public.

Outre Paris, Strasbourg ouvrira prochainement une SCMR. La ministre a souhaité sur BFM mardi matin que "d'autres municipalités puissent s'engager".

- 'Signaler les incidents' -

La salle parisienne est implantée dans le quartier de la gare du Nord, le quartier le plus touché à Paris par la toxicomanie. Le maire du Xe Rémi Féraud (PS), fer de lance du projet, a salué "l'aboutissement de ce travail de conviction" et son insertion dans le quartier.

Elisabeth Avril, la directrice de l'association Gaïa qui oeuvre depuis une dizaine d'années pour aider les toxicomanes, a d'ailleurs rappelé que l'ouverture d'une telle salle, outre "son impact sur la santé publique" permettait une "meilleure tranquillité dans le quartier".

Ces salles, très demandées par les associations et une partie du corps médical, sont très contestées par d'autres spécialistes qui les jugent contre-productives ou des riverains craignant des troubles de voisinage.

Serge Lebigot, président de l'association "Parents contre la drogue", a annoncé la mise en place d'un site internet où

chacun est invité "à signaler les incidents", a-t-il indiqué à l'AFP.

En meeting en Haute-Savoie, Nicolas Sarkozy, candidat à la primaire de la droite, a ironisé sur cette salle de shoot, "aimablement rebaptisée salle de consommation à moindre risque". "Rassurons-nous car l'arrêté ministériel (...) a bien précisé qu'il est interdit d'y consommer... du tabac car c'est dangereux pour la santé", a-t-il lancé, dénonçant à nouveau un François Hollande qui a "conduit au déclassement de la nation française".

ff/mat/cam

**Nom de la source**

AFP Infos Mondiales

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016 • 09:02:39 GMT

AFP Infos Mondiales • 347 mots

Paris va ouvrir la première "salle de shoot" en France

Paris, 11 oct 2016 (AFP) - - La première "salle de shoot" officielle en France ouvrira vendredi dans un hôpital parisien, où des toxicomanes pourront s'injecter leurs drogues dans de bonnes conditions sanitaires, une expérimentation saluée par les associations mais critiquée par certains riverains et l'opposition de droite.

La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo visitent mardi cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR) située à l'hôpital Lariboisière, près de la gare du Nord, le quartier le plus touché de Paris par la consommation de drogues.

Avec cette expérimentation, qui accueillera vendredi ses premiers usagers, la France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Ouverte de 13h30 à 20h30 chaque jour et aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital avec une entrée séparée, la salle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation.

Elle pourra accueillir chaque jour une centaine de personnes, obligatoirement majeures. Une vingtaine de médecins, infirmiers, éducateurs, assistants

sociaux et agents de sécurité seront à leur disposition.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

Elle ouvre dans le cadre d'une expérimentation de six ans. Strasbourg (est) et Bordeaux (sud-ouest) sont également candidates pour l'expérience.

Ces salles, demandées depuis des années en France par les associations et une partie du corps médical, sont très contestées par d'autres spécialistes qui les jugent contre-productives ou des riverains qui craignent des troubles de voisinage.

Lundi, le parti d'opposition de droite Les Républicains a pointé "le risque d'un encouragement de la présence des dealers".

La députée Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate à la primaire de la droite, s'y oppose. "Dans la salle de shoot, il n'y a pas de thérapies. Ce qui est proposé, c'est d'avoir une amélioration sanitaire" mais "pas d'accompagnement pour pouvoir s'en sortir", a estimé l'élue parisienne.

ff-sac/frd/sma/chp/rap

© 2016 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-AI-tx-par-isl92



lejournal
Nom de la source

Le Journal de Saône et Loire

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Chalon-sur-Saône, Bourgogne, France

p. 00-ig32



Mardi 11 octobre 2016

Le Journal de Saône et Loire • Lons, Champagnole, Haut-Jura, Dole et Nord Jura • p. 00-IG32 • 561 mots

Première «salle de shoot» à Paris

Elodie Bécu

Cet espace de consommation à moindre risque accueillera des toxicomanes usagers de drogues dures. Son objectif : réduire les risques d'overdose, d'infection et de contaminations (Sida...).

Marisol Touraine, la ministre de la Santé, et Anne Hidalgo, la maire (PS) de Paris, inaugurent aujourd'hui la première salle d'injection en France. Situé dans l'hôpital Lariboisière, cet espace plus connu sous le nom de «salle de shoot» accueillera à partir de vendredi les premiers usagers de drogues dures.

Pourquoi des «salles de shoot» ?

Le but de cette «salle de consommation à moindre risque» (son nom officiel) est de réduire les morts par overdoses, et de limiter les infections ou la transmission de pathologies comme le Sida ou l'hépatite C à cause de seringues usagées.

Elle cible des consommateurs fortement désocialisés, qui ont peu de contact avec les centres d'aide et de soins et qui accumulent les risques sanitaires, infectieux, sociaux et judiciaires.

L'ouverture d'une autre structure de ce type est programmée à Strasbourg, fin octobre-début novembre. «Il s'agit de lieux sécurisés, avec des médecins et des travailleurs sociaux, pour offrir un contact santé et social à ces personnes. L'objectif est de leur permettre de ressortir avec un projet de soins»,

Les riverains opposés au projet parisien ont affiché des panneaux «Non à la salle de shoot» à l'immeuble en face de l'hôpital Lariboisière. Photo E.B.

explique le Dr Alexandre Feltz, adjoint au maire de Strasbourg.

Comment ça marche ?

La salle est ouverte 7 jours sur 7. Les toxicomanes apportent leur drogue. Du matériel stérile leur est fourni, la quantité injectée ou inhalée est surveillée. L'espace se divise en trois parties : l'accueil des usagers, une partie dédiée à l'injection ou à l'inhalation, et un dernier endroit consacré au repos.

Quel cadre légal ?

Il s'agit d'une expérimentation pour six ans, rendue possible par la loi de Santé, votée l'an dernier par le Parlement. Le gouvernement avait souhaité en ouvrir dès 2013, mais s'était fait retoquer par le conseil d'État qui a jugé nécessaire de passer par une loi.

C'est qu'autoriser la consommation de drogues - alors que la loi de 1970 pénalise l'usage de stupéfiants - n'est pas chose évidente. À l'intérieur de la salle, les toxicomanes ne pourront être interpellés par la police pour usage illicite et consommation de stupéfiants,

© 2016 Le Journal de Saône et Loire. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-SA-303910447180



sauf s'ils essaient de dealer. Par ailleurs, une zone de tolérance judiciaire a été définie par des circulaires préfectorales pour permettre aux usagers - détenteur d'une dose uniquement pour leur consommation personnelle - de se rendre dans la salle de shoot.

Qu'en est-il ailleurs ?

Le premier de ces centres s'est ouvert à Berne en Suisse en 1986, suivi ensuite de plusieurs pays européens (Pays-Bas, Allemagne, Espagne) puis de l'Australie et du Canada. Selon un rapport de l'Inserm de 2010 sur ces dispositifs à l'étranger, les salles de shoot ont, dans ces pays, permis de réduire les risques, tout en assurant la sécurité des usagers et des personnels, et en limitant les troubles à l'ordre publics. Ce dont ne sont pas forcément convaincus les riverains du lieu parisien. Les banderoles « Non aux salles de shoot » ornent toujours la façade en face de l'hôpital Lariboisière.

Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 1



Mardi 11 octobre 2016

Le Monde • p. 1 • 127 mots

Toxicomanie Une première « salle de shoot » ouvre à Paris

Une « salle de consommation à moindre risque » devait être inaugurée mardi 11 octobre par la ministre de la santé, Marisol Touraine, et la maire de Paris, Anne Hidalgo, et ouvrir quelques jours plus tard.

Cette « salle de shoot », installée à l'hôpital Lariboisière, dans le 10^e arrondissement de Paris, est au cœur de la plus forte zone de consommation de drogue. Il s'agit d'éviter les shoots en pleine rue, dans les parkings ou les halls d'immeuble.

L'hôpital fournit du matériel stérile, la quantité injectée est surveillée, l'accès aux mineurs interdit. « C'est un lieu qui aurait pu éviter pas mal de morts et de contaminations s'il avait été créé plus tôt », estime Gaïa, l'association qui gère la salle.

Note(s) :

Pages 12-13

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-LM-2724412

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016

Le Monde • p. 12 • 1304 mots

Toxicomanie

La première « salle de shoot » ouvre à Paris

Cette structure doit aider les toxicomanes les plus précaires

François Béguin et Laetitia Clavreul

p. 12



La mesure était réclamée depuis des années par les associations d'aide aux toxicomanes les plus précaires, qui s'injectent leur dose à la va-vite dans les toilettes publiques, les parkings, les halls d'immeuble ou directement sur les trottoirs de certains quartiers, comme celui de la gare du Nord, à Paris. Alors que longtemps le pays n'en a pas voulu, une salle de consommation à moindre risque, qualifiée de « salle de shoot » par ses opposants, va ouvrir pour la première fois ses portes en France. Inaugurée mardi 11 octobre par la ministre de la santé, Marisol Touraine, et la maire de Paris, Anne Hidalgo, elle sera accessible quelques jours plus tard.

Située au 4 rue Ambroise-Paré (10^e arrondissement), dans un bâtiment de l'hôpital Lariboisière, avec une entrée discrète et autonome, elle se trouve au cœur de la plus importante zone de consommation de drogue de la capitale. C'est dans ce quartier que l'on trouve le plus de seringues abandonnées dans la rue ou dans les sanisettes. Une autre salle devrait être inaugurée à Strasbourg d'ici un mois. Ces tentatives, prévues à titre expérimental pour une durée de six ans par la loi santé votée en décembre 2015, marquent une étape majeure dans la politique française dite « de réduction

A Paris, dans la plus importante zone de consommation de drogue SOURCES : GAÏA; SAFE

des risques. Une politique au ralenti - voire à l'arrêt - depuis la fin des années 1990 et le pic de l'épidémie de sida.

Les salles d'injection s'inscrivent dans la lignée de la vente libre des seringues en pharmacie décidée en 1987 par la ministre de la santé - et médecin - Michèle Barzach, ou de la mise en place des traitements de substitution dans les années 1990 par Simone Veil. Cette marche-là était plus haute. La voici franchie. « C'est l'aboutissement d'un long parcours et d'un long combat », dit Marisol Touraine.

Le principe? Du matériel stérile est fourni, la quantité injectée est surveillée, l'accès des mineurs est interdit, les usagers apportent leur drogue. Dans les faits, à Paris, pas ou peu d'héroïne, trop chère, mais du Subutex, un produit de substitution, ou du Skénan, un médicament à base lui aussi de morphine revendu 5 euros le cachet. Les usagers pourront par ailleurs accéder à des postes d'inhalation, notamment de crack.

Débats sensibles

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-LM-1249751



« *C'est un lieu qui aurait pu éviter pas mal de morts et de contaminations s'il avait été créé plus tôt* », estime Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa, l'association qui va gérer la salle parisienne. Il devrait permettre de réduire les risques d'infection, de contamination (VIH, hépatite C) et d'overdoses. Jusqu'à 400 passages sont attendus pendant les sept heures d'ouverture quotidienne. Une amplitude horaire qui ne permettra donc pas de répondre à tous les besoins. « *Cette salle va réintégrer l'usager de drogues dans la cité, aussi bien symboliquement que physiquement* », se réjouit Pierre Chappard, militant de la cause des consommateurs et président de Safe, l'association qui gère la distribution de seringues autour de la gare du Nord.

Alors que depuis trente ans, à Berne (Suisse), Vancouver (Canada), Berlin ou Barcelone (Espagne), de telles structures ont ouvert les unes après les autres, en France, tout s'est passé plus lentement et plus difficilement. Si les débats ont été aussi sensibles, c'est parce que leur mise en place supposait une « suspension » - même limitée et circonscrite - de la célèbre loi de 1970 qui pénalise l'usage de stupéfiants. Tout un symbole.

A l'intérieur de la salle, en effet, les toxicomanes ne pourront pas être poursuivis pour « *usage illicite et détention illicite de stupéfiants* » lorsque la quantité de drogue détenue sera limitée à leur seul usage personnel; les travailleurs sociaux et les infirmiers bénéficieront aussi d'une immunité. « *Un changement énorme de paradigme* », souligne-t-on à Gaïa. Les policiers ont reçu une note confidentielle d'instruction du procureur de la République de Paris leur indiquant un

périmètre de tolérance judiciaire à l'égard des usagers aux abords de la salle.

La loi de 1970 était au coeur des débats lors de la discussion sur la loi santé en 2015, des députés UMP s'opposant avec virulence à cette expérimentation, dénonçant qui « *un premier pas vers la légalisation des drogues* », qui la création de « *zones de non-droit* ». « *C'est un des sujets sur lesquels la violence des propos de l'opposition a été la plus forte*, témoigne Marisol Touraine. *Au départ, je voulais en faire un projet pragmatique qui pouvait rassembler. La droite en a fait un projet de gauche.* » Le Sénat, à majorité de droite, a toutefois adopté la mesure en première lecture.

Un vote étonnant au regard de la façon dont le projet de salle avait été écarté lors du mandat de Nicolas Sarkozy. Etienne Afaire, alors président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, s'était par exemple farouchement opposé à la création d'une telle structure. Quelques années plus tard, le magistrat n'a pas changé d'avis. « *L'accompagnement des usages de drogue est une erreur conceptuelle qui provoquera une hausse des consommations* », prévient-il. A l'époque, la ministre de la santé, Roselyne Bachelot, s'était dite favorable au lancement d'une concertation avec les collectivités après avoir reçu une expertise - qu'elle avait commandée - de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale qui avait reconnu l'efficacité de ces salles. Mais le premier ministre, François Fillon, avait rapidement clos le débat, les jugeant « *ni utiles ni souhaitables* ». « *Nous avons perdu du temps* », regrette aujourd'hui Mme Bachelot, qui estime que cette

question aurait dû être traitée ces dernières années « *de façon médicale et sociale, et non pas polémique* ».

C'est finalement l'élection de François Hollande, en 2012, qui débloque le dossier. Mais, alors que le gouvernement pensait rapidement pouvoir honorer par décret la promesse faite aux associations, le Conseil d'Etat recommande, en 2013, de passer par la loi, retardant ainsi considérablement le calendrier.

Banderoles d'opposants

« *Mais ces années d'attente auront aussi permis que le projet mature dans la tête de tout le monde : les riverains, les policiers...* », juge Elisabeth Avril, de Gaïa. « *Les esprits ont évolué depuis 2010, le débat est globalement très apaisé* », estime Mme Touraine, qui dit ne pas avoir été « *interpellée de façon virulente* » sur ce sujet en dehors de l'Hémicycle. Signe que le sujet continue de faire débat, le conseil régional d'Ile-de-France (à majorité Les Républicains) vient de retirer sa subvention à la salle, une perte compensée par la Ville de Paris.

Sur place, les inquiétudes subsistent. Les banderoles contre la « *salle de shoot* » aux fenêtres des immeubles d'en face n'ont pas disparu. Plus de 400 personnes, dont de nombreux opposants, appuyés par des élus d'opposition, étaient présents à la dernière réunion à la mairie du 10e, le 13 avril, même si un premier lieu avait été écarté au profit du site de l'hôpital Lariboisière, plus rassurant.

Dans les prochains mois, tous les regards seront rivés sur les salles de Paris et de Strasbourg, dont les mairies ont fortement soutenu, politiquement et

financièrement, les projets. Des difficultés les remettraient vite en cause. Un succès ouvrirait la possibilité d'ouvrir davantage de salles à Paris, où il y existe des besoins notamment plus au nord pour les consommateurs de crack. Ou dans d'autres villes, même de droite, comme Marseille ou Bordeaux, une fois les élections de 2017 passées, et sous d'autres formes. Les bus passant de quartier en quartier sont par exemple regardés avec intérêt.

Illustration(s) :

Infographie : Eugénie Dumas, Romain Imbach.

Note(s) :

les dates



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 14



Mardi 11 octobre 2016

Libération • p. 14 • 893 mots

Récit

Lariboisière, un petit havre pour les toxicomanes

La première salle de shoot de l'Hexagone ouvre à Paris, dans le Xe arrondissement. Un moyen de rétablir un lien avec les toxicomanes et les raccrocher au système de soins.

Didier Arnaud

Dix-huit ans. Il aura fallu dix-huit longues années avant que la «salle de consommation à moindres risques», autrement baptisée «salle de shoot», ne voie le jour à Paris. Installée finalement dans un bâtiment de l'hôpital Lariboisière avec un accès direct depuis la rue Ambroise-Paré (Xe arrondissement), la structure ouvrira ses portes aux usagers de drogue dès vendredi. Initialement, le centre devait se trouver rue Beaurepaire, un peu plus au sud dans le Xe arrondissement. Mais l'opposition des riverains a eu raison d'un projet remontant à... 1998. Les habitants craignaient à l'époque la «fixation» des dealers dans leur quartier.

La salle, qui entre dans le cadre de programmes de réduction des risques (prévention, soin, réinsertion), devrait permettre aux toxicomanes d'échanger des seringues, de prendre une douche, de laver des vêtements mais aussi de consulter des médecins. Las, le syndrome Nimby («Not in my backyard», «pas dans mon jardin»), ainsi nommé par les urbanistes américains pour résumer les réactions négatives de riverains à tout type de chantier urbain, avait frappé dans la capitale.

A lire aussi: «Un projet où l'on ne juge pas, où l'on n'exclut pas»

A l'époque, la mairie du Xe avait «convenu» avec la Ddass (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) d'ouvrir discrètement le centre. Une option qui se révélera hasardeuse, vu la mobilisation des anti. Représentés par une association, «Côté quartier», ils ont multiplié les recours, déposant notamment une plainte pour «troubles à l'ordre public». Ils ont ensuite négocié avec les pouvoirs publics avant d'obtenir finalement le principe d'une délocalisation.

L'association porteuse du projet, «Charonne», s'était montrée quelque peu maladroite pour convaincre du bien-fondé de ses interventions, le secrétariat d'Etat à la Santé ne soutenant à l'époque que modérément le principe d'une telle implantation. Il avait nommé un médiateur, un professeur de santé publique chargé de désamorcer le conflit. «Je ne vois pas comment on peut imposer une boutique à un environnement qui n'en veut pas», déclarait ainsi le professeur Bernard Pissaro à Libération. Une responsable de la Ddass (lire Libération du 15 mai 1999) appuyait anonymement : «A Paris

© 2016 SA Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-LI-308913a500c0134e53a6b0e9334ef731



aujourd'hui, il n'est pas envisageable d'implanter quoi que ce soit sans concertation.»

Charte

Hier si diserts, les acteurs de ce projet préfèrent rester muets aujourd'hui. Ni l'association Gaïa (porteuse du nouveau projet) ni l'adjoint à la santé de la mairie de Paris, Bernard Jomier, n'ont souhaité s'exprimer sur le sujet. Ce dernier confiait tout de même au JDD qu'il *«manquait un outil pour essayer de ramener vers le système sanitaire et social ceux qui ne sont pas en capacité d'aller vers la substitution ou le sevrage»*.

Le centre d'accueil des toxicomanes de Lariboisière aura tout de même ses règles. Pour y avoir accès sept jours sur sept, les usagers devront participer à un entretien et signer une charte dans laquelle ils s'engagent à respecter le règlement. Pas de deals, ni échange de produits prohibés. Les comportements violents ne seront pas tolérés. A l'intérieur, la conduite à suivre est établie très formellement. Il faut se munir de son ticket d'entrée, se rendre à la salle d'injection, se reposer avant de regagner l'extérieur. Il apparaît exclu de reprendre le chemin en sens inverse pour se piquer deux fois rapprochées. Enfin, pas d'intimité dans «l'espace conso». Les professionnels de santé surveilleront les injections. Ils prendront aussi le temps de prodiguer des conseils d'hygiène. Un tel encadrement diminue le risque d'overdose, d'abcès ou d'infection, en même temps que celui de transmission du sida et de l'hépatite C. Sur place, les usagers bénéficieront de la présence d'une assistante sociale. Un atelier d'insertion est prévu pour «tisser du lien».

Débat houleux

Pour autant les esprits ne sont pas apaisés. Des banderoles d'opposants garnissent les fenêtres des riverains. Anne Gotman, sociologue spécialisée des questions d'hospitalité au CNRS, avait expliqué à Libération[26 juin 1999], qu'un *«nouveau venu ne peut arriver impunément sur un territoire. Il y a un rituel, posé comme une épreuve. Et les rites d'aujourd'hui tournent autour de la négociation pour l'accueil. Il ne faut pas prendre les riverains pour un épiphénomène, ni un accident de parcours. On leur formule une demande d'hospitalité. Ils auront à recevoir l'étranger [...]. Chez soi, même s'il s'agit d'amis, on reçoit l'étranger, mais on le cantonne. Il s'agit de l'honorer, mais aussi de le neutraliser»*.

Le principe des salles d'injection figure dans la loi santé, votée en décembre. Elle prévoit de les expérimenter sur une durée de six ans. Strasbourg devrait aussi ouvrir un centre bientôt. Au niveau mondial, les personnes fréquentant les 90 salles existant déjà sont deux fois moins victimes de décès par overdose que celles n'y ayant pas accès.

En avril, un débat organisé par la mairie du Xe avait été houleux. Plus de 260 personnes s'étaient massées pour faire la claque contre le projet. Une conseillère d'opposition avait lancé un vibrant *«comment ce quartier ne va pas devenir un lieu de deal à ciel ouvert ?»*. Mais une habitante avait défendu le projet. *«C'est un enjeu de santé publique et aussi d'éducation, avait-elle confié. Les toxicomanes, on peut les aider, les accompagner.»* L'expérience menée à Lariboisière pourra permettre de dire si cette dame a vu juste.

Photo Albert Facelly



Nom de la source

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 45



Mardi 11 octobre 2016

Charente Libre • Toutes • p. 45 • 289 mots

Une «salle de shoot» ouvre vendredi à Paris

Une «salle de consommation de drogue à moindre risque» ouvre vendredi dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière à Paris. Bien que prévue par la loi, elle suscite l'opposition de la droite

La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire PS de Paris Anne Hidalgo visitent aujourd'hui la première «salle de shoot» en France, qui ouvrira ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement).

Cette «salle de consommation de drogue à moindre risque» (SCMR), selon l'appellation exacte, est une première en France où l'expérimentation est très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

La salle parisienne est aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital. Bénéficiant de sa propre entrée, elle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation.

Gérée par l'association Gaia Paris, elle pourra accueillir une centaine de personnes par jour, qui doivent être âgées de plus de 18 ans. Une vingtaine de personnes, médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité seront chaque jour à leur disposition.

L'expérimentation durera six ans. Elle est permise par la loi santé adoptée en décembre.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes,

sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Ils peuvent aussi avoir des contacts avec des professionnels de santé.

Hier, lors du point de presse hebdomadaire du parti Les Républicains, une des porte-parole du parti Brigitte Kuster a affirmé «*relayer la crainte légitime des riverains de voir les toxicomanes fréquenter encore de manière plus importante ce quartier*». Un autre porte-parole, Philippe Juvin, médecin anesthésiste, a affirmé qu'il y a en France «*un système très organisé de substitution*» avec un médicament comme le Subutex.

© 2016 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20161011-CHA-5469980



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016

Le Figaro • no. 22447 • p. 9 • 738 mots

Ouverture d'une première « salle de shoot »

Les opposants au projet, situé à Paris, dénoncent une brèche menant à la légalisation des drogues.

Leclair, Agnès

p. 9



DROGUE Après des années de controverses, une « salle de shoot » va finalement ouvrir vendredi à Paris. Une première même si une expérimentation associative a déjà eu lieu à Montpellier dans les années 1990. La France devient ainsi le dixième pays au monde à expérimenter cet espace réservé aux toxicomanes, un projet apparu il y a trente ans en Suisse.

La toute nouvelle « salle de consommation à moindre risque » (SCMR) installée dans le Xe arrondissement de la capitale sera inaugurée mardi par la ministre des Affaires sociales et de la Santé, et la maire de Paris, Anne Hidalgo. Un événement. Symbole d'une évolution nécessaire de la prise en charge des toxicomanes pour les uns. Dangereuse brèche menant à la légalisation des drogues pour les autres.

Ce lieu de 400m2, géré par l'association Gaïa spécialisée dans le traitement de la dépendance aux drogues, devait initialement être installé boulevard de la Chapelle. Finalement accolé à l'hôpital Lariboisière, il disposera d'une entrée indépendante, sur la rue. Les substances consommées - héroïne, crack, sulfate de morphine ou médicaments de substitution - seront apportées par les

toxicomanes eux-mêmes mais un matériel d'injection propre et stérile leur sera fourni. Située près de la gare du Nord, un des principaux lieux de vente et de consommation de drogues dures de la capitale, elle devrait accueillir environ 200 personnes par jour.

À l'intérieur, les consommateurs devront s'enregistrer de manière anonyme dans une première pièce d'accueil avant d'accéder à un espace fermé réservé à la consommation - par injection ou par inhalation - et composé d'une douzaine de box. « *Les usagers auront une trentaine de minutes pour faire leur préparation et la consommer* », précise Jean-Pierre Couteron, président de Fédération Addiction et défenseur du projet. Un troisième espace de repos est également prévu pour éviter des sorties trop hâtives. « *Les personnes qui fréquenteront la salle de consommation pourront rencontrer de manière informelle des travailleurs sociaux, infirmiers ou médecins, éducateurs*, explique Jean-Pierre Couteron. *Le but, c'est de nouer des relations de confiance, de leur proposer des aides. Cet outil, c'est le chaînon manquant dans notre politique de réduction des risques pour des personnes en grande précarité et en difficulté, toute une catégorie de consommateurs qui tournent en rond dans le quartier et*

© 2016 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-LF-502x20x23876798647



dans le dispositif de soin ». Un discours inaudible pour les opposants au projet, politiques, riverains ou associations, qui ont bataillé ferme, dans l'Hémicycle ou encore au Conseil d'État pour empêcher cette expérimentation. *« C'est un bouleversement total de la politique consensuelle menée par tous les gouvernements depuis plus de vingt ans dans la lutte contre la toxicomanie. Nous passons d'une politique de réduction des risques à une politique de banalisation et de légitimation de la drogue. L'État dit « vous ne pouvez pas droguer mais on va vous aider à le faire » »*, s'insurge Philippe Goujon, député maire LR du XV^e. Ce farouche opposant aux salles de shoot dénonce *« une dépénalisation de fait »* et *« un premier pas vers la légalisation »*.

Un arrangement avec la loi

Il est vrai que l'installation des salles de shoot suppose un arrangement avec la loi de 1970 qui réprime l'usage et le trafic de stupéfiants. En effet, les usagers de la salle de consommation parisienne ne pourront être poursuivis pour usage et détention illicites de drogues. L'assouplissement de la législation aux alentours du lieu d'expérimentation fait craindre à Deborah Pawlik, élue LR de l'arrondissement, un effet *« pot de miel »* pour les dealers. *« Cette salle va mécaniquement créer une demande et entraîner une augmentation du trafic, du nombre de toxicomanes dans le quartier et accroître le risque de nuisances et de règlements de comptes »*, déplore-t-elle alors que la Mairie de Paris met au contraire en avant une *« réduction des troubles à l'ordre public »*. Les horaires d'ouverture de la salle - de 13 h 30 à 20 h 30 toute la semaine - constituent un autre sujet d'inquiétude.

« Où iront les toxicomanes aux heures de fermeture, durant la nuit ? Ils ne vont pas caler leur emploi du temps sur celui de la salle... », ironise Deborah Pawlik qui regrette un manque de concertation avec les riverains alors que *« le coût de fonctionnement annuel du projet de 1,2 million euros »* est pourtant *« loin d'être anodin »*. Sans attendre un premier bilan, une deuxième salle de shoot devrait voir le jour dans un mois à Strasbourg.

Note(s) :

aleclair@lefigaro.fr

**Nom de la source**

Aujourd'hui en France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mardi 11 octobre 2016

Aujourd'hui en France • Edition Principale • p. AUJM10 • 326 mots

Santé

A Paris, la salle de shoot est prête

Florence Méréo

Il reste des barrières métalliques devant la porte d'entrée, mais le lieu est prêt à accueillir aujourd'hui la visite de Marisol Touraine, la ministre de la Santé, qui a porté le projet, et surtout celle, vendredi, des usagers de la toute première salle de shoot en France. A la lisière de l'hôpital Lariboisière (Paris X^e), 200 personnes sont attendues chaque jour dans cet espace de consommation de drogue « à moindre risque ». Voici comment ça marche.

Un ticket d'attente

Les toxicomanes entreront depuis la rue dans la structure de 435 m² ouverte sept jours sur sept de 13 h 30 à 20 h 30. Dans le sas d'accueil, ils devront, comme à la Sécu, prendre un ticket et attendre leur tour.

Des box d'injection

L'association qui gère la salle leur fournira le matériel stérile et des seringues propres, « mais évidemment pas la drogue », note un responsable. Les usagers pourront alors accéder à « l'espace conso » : six box particuliers et six places y sont réservés à l'injection et une salle à l'inhalation. La cocaïne et le skenan, un médicament à base de morphine, sont les produits les plus consommés dans ce quartier proche de la gare du Nord.

Une salle de repos

Paris Xe, hier. La toute première salle de shoot pourra accueillir ses usagers vendredi.

Infirmiers et assistantes sociales seront présents pour accompagner les toxicomanes. Une salle de repos leur permettra de ne pas retourner dans la rue dès leur shoot accompli.

« Cette salle apporte des solutions à la situation sanitaire préoccupante des usagers de drogues : elle réduira les risques d'infections virales et les overdoses. Elle va aussi renforcer la sécurité des riverains, en faisant diminuer le nombre de seringues à l'abandon dans la rue », plaide-t-on dans l'entourage de Marisol Touraine. Les riverains sont plus sceptiques. Hier encore, le panneau jaune fluo « Non à la salle de shoot en quartier résidentiel » restait suspendu à un immeuble d'habitation.

© 2016 Aujourd'hui en France. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-PJ-10677053151



Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 octobre 2016

Le Monde.fr • 964 mots

Toxicomanie : la première « salle de shoot » ouvre à Paris

La première salle de consommation à moindre risque en France doit être inaugurée mardi dans un bâtiment de l'hôpital Lariboisière. Elle sera ouverte aux usagers à partir du 14 octobre.

La première salle de consommation à moindre risque en France, qualifiée de «salle de shoot» par ses opposants, doit être inaugurée mardi 11 octobre au 4 rue Ambroise-Paré, dans le 10^e arrondissement de Paris, par la ministre de la santé, Marisol Touraine, et la maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo. Elle sera ensuite ouverte aux usagers à partir du 14 octobre.

Jean-Pierre Couteron, psychologue clinicien, président de la Fédération Addiction, et coauteur de *Salle de shoot: les salles d'injections supervisées à l'heure du débat français* (LaDécouverte, 2013), revient sur la genèse et le fonctionnement d'un tel espace.

Pourquoi les associations d'aide aux toxicomanes réclamaient-elles l'ouverture d'une telle salle?

Dans le quartier de la gare du Nord, à Paris, des associations de réduction des risques comme Gaïa ou Safe n'arrivaient plus à toucher tous les usagers de drogue qui consomment dans la rue, les halls d'immeuble, les parkings ou les toilettes publiques.

Mais il existait déjà des lieux d'aide et d'accueil. Ce n'était pas suffisant?

Non. Les associations avaient besoin de pouvoir leur proposer un lieu calme, dans lequel les usagers peuvent réaliser un parcours qui remet leur consommation dans de bonnes conditions sanitaires, avec des produits stériles et une salle de repos où ils peuvent rencontrer des personnes qui vont les aider. Car si on distribue des seringues stériles mais qu'elles sont utilisées dans les parkings, le progrès sanitaire est très relatif et l'impact sur les riverains quasi nul.

Très concrètement, comment va fonctionner la salle?

Le principe est globalement toujours le même: l'utilisateur va d'abord s'enregistrer, même avec une identité fictive. A Paris, on lui délivrera un ticket et, comme à la «Sécu», il devra attendre que son numéro s'affiche pour entrer dans la salle. Il devra également présenter le produit qu'il compte utiliser. La question de la qualité pourra aussi être abordée, par exemple si l'équipe de la salle sait qu'une drogue frelatée est en circulation à ce moment-là.

L'utilisateur rentre ensuite dans le local où a lieu la consommation. Il s'installe, fait sa préparation et dispose de trente minutes pour s'injecter sa dose. A Paris, il y a peu ou pas d'héroïne, mais beaucoup de skénan, un médicament revendu 5 euros le cachet.

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-LMF-5011483



Le personnel surveille et se tient prêt à intervenir en cas d'overdose ou si un consommateur n'arrive pas à trouver une veine. Mais il lui est interdit d'aider physiquement à l'injection. Ensuite, c'est la salle de repos, et la possibilité d'accéder à un infirmier, un travailleur social ou un médecin.

Quel est le bilan des salles de consommation ouvertes à l'étranger?

La première salle a ouvert en 1986 à Berne, en Suisse. Il y en a eu depuis près d'une centaine. Elles ont globalement toutes un bilan positif. Toutes ont permis une baisse des taux de contamination et une diminution de la délinquance.

Chaque salle a développé une personnalité particulière, liée au profil de ses usagers et du cadre urbain dans lequel elle s'insère. Celle de Vancouver, au Canada, c'est le navire amiral, car elle est située sur le continent qui a déclaré la «guerre à la drogue». Il y a aussi la salle Quai 9, à Genève (Suisse), qui est très connue. Le Danemark a développé des salles itinérantes, installées dans des bus.

Certaines ont malgré tout fermé...

A Rotterdam (Pays-Bas), les Hollandais avaient quadrillé la ville avec de nombreuses salles. Chaque usager était enregistré et ne pouvait se rendre que dans celle de son quartier. Au fur et à mesure que leur situation s'améliorait, des salles ont pu fermer pour regrouper les moyens sur celles qui restaient.

Pourquoi cette mise en place a-t-elle pris autant de temps en France?

Le débat en France m'a marqué par sa violence et son intensité. Il y a dans notre pays cette idée que la solution à

la toxicomanie ne peut être que sanitaire ou pénale. En accompagnant les usagers, mais en ne soignant pas d'entrée leur dépendance et en ne les punissant pas, la salle d'injection supervisée est donc vécue comme une double trahison. Pire, on lève l'interdit. Pour les opposants, créer une salle de consommation à moindre risque, c'est installer les usagers bien au chaud et leur faciliter l'accès aux drogues.

Si on n'a pas réfléchi plus que ça à la question des drogues, ce raisonnement peut paraître de bon sens. Or l'expérience et des études ont montré l'inverse: laisser l'usager s'enfermer sur ses consommations, c'est lui laisser peu de moyens pour évoluer; l'aider à moins s'enfoncer, à moins se dégrader, va au contraire renforcer sa motivation à évoluer tout en préservant les moyens de le faire.

Et l'opposition d'une partie des riverains?

A Paris, comme ailleurs, cette opposition n'est arrivée que dans un deuxième temps, lorsque l'emplacement de la salle a été connu. C'est toujours très compliqué. La salle n'est pas installée dans un quartier où il n'y a pas d'usage. Au contraire, elle est installée dans un quartier où il existe déjà un usage un peu sauvage. Le pari, c'est de pouvoir l'absorber.

Chacun espère que le dispositif sera installé dans la rue d'à côté, pas dans la sienne. On rencontre en ce moment le même phénomène pour les lieux d'accueil pour migrants. Mais il y a aussi des riverains qui reconnaissent qu'on ne parachute pas le problème chez eux et que la salle a été installée au bon endroit...

Certains riverains craignent que la salle attire de nouveaux consommateurs...

Ce sera à la marge. Les consommateurs de drogue ne vont pas traverser la ville pour s'injecter leur dose. Après, la question d'adapter la salle à la situation rencontrée doit rester possible.

**Nom de la source**

Sud Ouest (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

Mardi 11 octobre 2016

Sud Ouest (site web) • 291 mots

La première "salle de shoot" française ouvre vendredi à Paris

SudOuest.fr avec AFP

Elle accueillera une centaine de toxicomanes par jour, pour superviser leur consommation de drogue et limiter les risques dus aux injections

La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire de Paris Anne Hidalgo visitent mardi la première "salle de shoot" en France, un projet controversé, qui ouvrira ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement).

Publicité

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon l'appellation exacte, est une première en France où l'expérimentation est très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

La salle, qui sera visitée par la maire et la ministre en petit comité, accueillera vendredi après-midi ses premiers usagers, sans autre publicité.

Avec le lancement de cette expérimentation, la France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Ouverte de 13h30 à 20h30 chaque jour et aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte

même de l'hôpital avec une entrée séparée, la salle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation.

Expérimentation de six ans

Elle pourra accueillir chaque jour une centaine de personnes, obligatoirement majeures. Une vingtaine de médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité seront à leur disposition.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile.

Strasbourg a également annoncé l'ouverture prochaine d'une SCMR au sein du Nouvel Hôpital civil et Bordeaux est également candidate.

© 2016 Sud Ouest (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161011-SOE-122



**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 10 octobre 2016 • 16:40:34 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 380 mots

Une "salle de shoot" ouvre vendredi à Paris à l'hôpital Lariboisière

Paris (AFP) - La ministre de la Santé Marisol Touraine et la maire PS de Paris Anne Hidalgo visitent mardi la première "salle de shoot" en France, qui ouvrira ses portes vendredi à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement).

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque" (SCMR), selon l'appellation exacte, est une première en France où l'expérimentation est très attendue par les associations de lutte contre la toxicomanie.

La salle parisienne est aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital. Bénéficiant de sa propre entrée, elle comprend un accueil, une salle d'attente et une salle de consommation.

Gérée par l'association Gaia Paris, elle pourra accueillir une centaine de personnes par jour, qui doivent être âgées de plus de 18 ans. Une vingtaine de personnes, médecins, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux et agents de sécurité seront chaque jour à leur disposition.

L'ouverture de cette salle, dans le cadre d'une expérimentation de six ans, est permise par la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes



LIONEL BONAVENTURE

Une "salle de shoot" ouvre vendredi à Paris à l'hôpital Lariboisière

qualifiées, avec du matériel stérile. Ils peuvent aussi avoir des contacts avec des professionnels de santé.

Son installation a été financée par le département de Paris et son fonctionnement sera assuré par la Sécurité Sociale.

Avec le lancement de cette expérimentation, la France rejoint les nombreux pays (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse) où de tels espaces ont fait la preuve de leur efficacité ces dernières années.

Strasbourg a également annoncé l'ouverture prochaine d'une SCMR au sein du Nouvel Hôpital civil.

Cette expérimentation est en revanche très contestée à droite.

Lundi, lors du point de presse hebdomadaire du parti Les

© 2016 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20161010-ZK-doc-h08oe



Républicains, une des porte-parole du parti Brigitte Kuster a affirmé "relayer la crainte légitime des riverains de voir les toxicomanes fréquenter encore de manière plus importante ce quartier", pointant "le risque d'un encouragement de la présence des dealers".

Un autre porte-parole, Philippe Juvin, médecin anesthésiste, a affirmé qu'il y a en France "un système très organisé de substitution" avec un médicament comme le Subutex, "nous n'attendons aucun effet bénéfique d'une salle de shoot".

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 14 avril 2016

Le Figaro • no. 22294 • p. 10 • 753 mots

Paris : la « salle de shoot » inquiète toujours les riverains

Rebaptisée « salle de consommation à moindre risque », elle doit ouvrir à l'automne.

Kovacs, Stéphane

p. 10



TOXICOMANIE Dit comme cela, c'est sans doute « *plus moderne* », mais cela ne suffit pas à apaiser les angoisses des riverains. Ce mardi soir, c'est pour présenter son projet de « *salle de consommation à moindre risque* » (SCMR) que le maire du Xe arrondissement de Paris avait convié ses administrés. Pas question de parler de « *salle de shoot* » ! « *C'est pour ça que lors de la fouille à l'entrée, on nous a retiré nos affichettes* » Non à la salle de shoot » ! , peste une opposante. *Et que quatre fourgons de police protègent la mairie. Ah, si l'on mettait autant de moyens pour sécuriser le quartier...* » Prévue pour cet automne, l'ouverture de la salle, accolée à l'hôpital Lariboisière, soulève de multiples craintes dans ce secteur où traînent de nombreux toxicomanes. Même si le maire PS Rémi Féraud se veut rassurant sur cette « *expérimentation* » d'une durée de six ans : « *Ce n'est pas un problème de plus, c'est une partie de la solution.* »

Le principe de l'expérimentation des SCMR figure dans la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement. « *Ce sont des centres qui offrent aux usagers de drogues un cadre sécurisé leur permettant de consommer leurs produits dans de bonnes conditions d'hygiène et sous la surveillance d'un*

gael cloarec/le figaro

Des riverains de l'hôpital Lariboisière ont apposé à leur fenêtre un panneau d'opposition à la future salle de shoot.

personnel qualifié », précise la mairie sur son site. L'aménagement de la salle coûtera un million d'euros, tout comme son fonctionnement annuel. « *La SCMR devrait accueillir une centaine de toxicomanes par jour*, souligne le Dr Elisabeth Avril, directrice de l'association Gaïa, qui la gérera. *Ce qui pourrait amener 300 à 350 passages* » entre 13 h 30 et 20 h 30, 7 jours/7. « *C'était l'un des points centraux de notre campagne pour les municipales de 2014* », rappelle Stéphane Bribard, conseiller d'arrondissement délégué à la sécurité et à la prévention. *Or on a fait le meilleur score parisien au 2e tour !* »

« Un quartier délaissé »

Mais comme l'a rappelé mardi soir une riveraine dont « *trois fenêtres donnent sur la future salle* », on peut « *voter à gauche* », « *connaître tous les toxicos par leur prénom* » et avoir placé sur son balcon un panneau « *Non à la salle de shoot en quartier résidentiel* » ... « *On n'en peut plus, on dort quatre heures par nuit*, soupire cette femme menue aux cheveux poivre et sel. *En dehors des horaires d'ouverture, ils attendront où,*

© 2016 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160414-LF-482x20x22317926145



les toxicos ? En bas de chez moi dans le parking, déjà transformé en salle de chiottes ? » Avant elle, des membres du collectif « Non à la salle de shoot » avaient crûment raconté leur quotidien dans ce « quartier particulièrement délaissé par les pouvoirs publics » : « saleté repoussante » des trottoirs, « pollution olfactive et sonore » , « agressions » fréquentes. « La nuit, les toxicos fracturent les voitures pour s'y piquer tranquilles », précise une jeune femme, qui a déjà été agressée deux fois. On nous dit que dans un périmètre autour de la salle, ils auront le droit d'avoir sur eux « des doses personnelles autorisées » de drogue. Un commissaire de police m'a affirmé que la consigne sera de ne pas les embêter, sinon personne ne viendra à la salle de shoot, et ce sera donc un échec pour la mairie. » Une dame insiste : « Que l'on ne s'y trompe pas, nous ne sommes pas les habitants du XVIe ! Nous sommes prêts à aider ces gens. Mais vu l'ampleur des sommes engagées, le projet paraît être de drainer vers cette partie du Xe toute la toxicomanie de Paris. »

L'association Action Barbès, elle, tient à cette « piste qu'il faut essayer ». « C'est une folie de faire croire qu'ici, c'est le Bronx ! », lance Élisabeth Carteron, sa présidente. Il est vrai que ce quartier est très passant et pas suffisamment nettoyé. Mais moi je n'ai jamais été agressée, ma fille non plus. Les intrusions dans les immeubles, on connaît tous cela : on a mis une première porte, puis une deuxième... Les enfants, il vaut mieux leur expliquer la vérité, qu'on vit dans un monde difficile, pas au pays des Bisounours. » Mère de famille nombreuse, Philomène est du même avis : « Tous les matins, j'enjambe des gens qui dorment dans mon immeuble, dit-elle. J'ai envie d'élever

mes enfants dans l'idée que les toxicos, on peut les aider. » Derrière elle, une autre riveraine est plus circonspecte : « Ma fille aînée a 9 ans », lâche-t-elle. *Pourrais-je bientôt la laisser aller à l'école toute seule ? Avec elle, j'ai pas envie de tenter une expérimentation. »*

Note(s) :

skovacs@lefigaro.fr

Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 12



Jeudi 14 avril 2016

Le Monde • p. 12 • 575 mots

l'histoire du jour

« Salle de shoot » à Paris : les ultimes débats toujours tendus

François Béguin

Vous allez drainer et concentrer toute la toxicomanie de Paris. Vous avez fait le choix de sacrifier un quartier », a déploré la porte-parole du collectif d'habitants contre l'ouverture de la « salle de shoot ». Pendant près de trois heures, mardi 12 avril dans la soirée, plus de 200 opposants et partisans de ce projet se sont retrouvés - et parfois bruyamment invectivés - dans la salle des fêtes de la mairie du 10^e arrondissement, à l'occasion de la première réunion publique d'information sur ce sujet depuis juin 2013. Les riverains hostiles au projet ne sont pas les mêmes qu'il y a trois ans. Mais les inquiétudes et les questions liées à l'ouverture de la première salle de consommation de drogue à moindre risque à Paris n'ont pas changé.

Entre-temps, les élections municipales sont venues conforter le maire (PS) de l'arrondissement, Rémi Féraud, et la loi santé autorisant l'expérimentation de telles salles pendant six ans a été votée et promulguée. Un nouvel emplacement, 2, rue Ambroise-Paré, dans un bâtiment autonome de l'hôpital Lariboisière, a été retenu en lieu et place du 39, boulevard de la Chapelle, le site initial fortement contesté par les voisins. Les deux sont à proximité de la gare du Nord, où les toxicomanes sont très présents.

L'ouverture de la structure, qui doit accueillir entre 100 à 150 toxicomanes par jour (soit environ 400 passages aux postes d'injection et d'inhalation), est désormais prévue à l'automne, à la même période que celle prévue à Strasbourg. « Cette salle, c'est le chaînon qui nous manquait dans la politique de réduction des risques à Paris », a fait valoir Bernard Jomier, l'adjoint à la santé à la mairie de Paris.

« Vous opérez une partition évidente au sein du 10^e entre une partie gentrifiée et une partie populaire et abandonnée », a regretté la porte-parole du collectif d'habitants hostiles à l'ouverture de la salle, dénonçant un « déni de démocratie ». Crainte récurrente d'une partie des opposants : l'amplitude horaire trop limitée. Ouverte tous les jours de l'année, la salle ne sera accessible que de 13 h 30 à 20 h 30. « C'est une aberration, les toxicomanes ne font pas les 35 heures », a critiqué un riverain.

Si certains opposants politiques étaient venus chercher une tribune, d'autres étaient simplement venus apporter leur soutien ou témoigner de leur désarroi. « Si ça se trouve, avec cette salle, ça ne sera pas pire, ça sera bien et je serai ravie », a reconnu une femme qui dit ne plus dormir que quatre heures par nuit en raison de la présence de toxicomanes

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160414-LM-5717496



sous ses fenêtres. Une autre a raconté une « *qualité de vie détestable* » aujourd'hui dans le quartier, entre les seringues usagées et les intrusions dans les immeubles.

« *On s'engage à ce que les tensions dans le quartier diminuent et que les choses s'apaisent* », a lancé Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa, la structure de prévention et de soins en toxicomanie qui pilotera la salle. Un dépliant distribué à l'entrée de la salle rappelle d'ailleurs que la ville de Vancouver, au Canada, a enregistré une baisse de moitié du nombre de personnes consommant des drogues dans l'espace public autour de la salle d'injection. Une baisse qui aurait même atteint 83 % à Rotterdam.

« *J'attends une amélioration de la santé publique et une réduction des nuisances. Si cette salle amenait plus de problèmes qu'elle n'en résout, l'expérimentation ne sera pas poursuivie* », a promis le maire Rémi Féraud.



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 13 avril 2016 • 19:41 UTC +02:00

Le Figaro.fr • 739 mots

Paris : la «salle de shoot» inquiète toujours les riverains

Kovacs, Stéphane

Rebaptisée «salle de consommation à moindre risque», la salle de shoot doit ouvrir à l'automne.

Il comme cela, c'est sans doute «plus moderne», mais cela ne suffit pas à apaiser les angoisses des riverains. Ce mardi soir, c'est pour présenter son projet de «salle de consommation à moindre risque» (SCMR) que le maire du Xe arrondissement de Paris avait convié ses administrés. Pas question de parler de «salle de shoot»! «C'est pour ça que lors de la fouille à l'entrée, on nous a retiré nos affichettes «Non à la salle de shoot»!, peste une opposante. Et que quatre fourgons de police protègent la mairie. Ah, si l'on mettait autant de moyens pour sécuriser le quartier...»

Prévue pour cet automne, l'ouverture de la salle, accolée à l'hôpital Lariboisière, soulève de multiples craintes dans ce secteur où traînent de nombreux toxicomanes. Même si le maire PS Rémi Féraud se veut rassurant sur cette «expérimentation» d'une durée de six ans: «Ce n'est pas un problème de plus, c'est une partie de la solution.»

Le principe de l'expérimentation des SCMR figure dans la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement. «Ce sont des centres qui offrent aux usagers de drogues un cadre sécurisé leur permettant de consommer leurs produits dans de bonnes conditions d'hygiène et sous la surveillance d'un personnel qualifié», précise la mairie sur

son site. L'aménagement de la salle coûtera un million d'euros, tout comme son fonctionnement annuel. «La SCMR devrait accueillir une centaine de toxicomanes par jour, souligne le Dr Élisabeth Avril, directrice de l'association Gaïa, qui la gérera. Ce qui pourrait amener 300 à 350 passages» entre 13 h 30 et 20 h 30, 7 jours/7. «C'était l'un des points centraux de notre campagne pour les municipales de 2014, rappelle Stéphane Bribard, conseiller d'arrondissement délégué à la sécurité et à la prévention. Or on a fait le meilleur score parisien au 2e tour!»

Mais comme l'a rappelé mardi soir une riveraine dont «trois fenêtres donnent sur la future salle», on peut «voter à gauche», «connaître tous les toxicos par leur prénom» et avoir placé sur son balcon un panneau «Non à la salle de shoot en quartier résidentiel»... «On n'en peut plus, on dort quatre heures par nuit, soupire cette femme menue aux cheveux poivre et sel. En dehors des horaires d'ouverture, ils attendront où, les toxicos? En bas de chez moi dans le parking, déjà transformé en salle de chiottes?» Avant elle, des membres du collectif «Non à la salle de shoot» avaient crûment raconté leur quotidien dans ce «quartier particulièrement délaissé par les pouvoirs publics»: «saleté repoussante» des trottoirs,

© 2016 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Voir aussi : Salles de shoot: la drogue pour tous? Le Sénat donne son feu vert à l'expérimentation des «salles de shoot» La controversée «salle de shoot» s'installera dans un hôpital parisien Dans une salle de shoot, le «circuit» d'un toxicomane dure entre 15 et 20 minutes Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160413-LFF-20160413artfig00320



«pollution olfactive et sonore»,
«agressions» fréquentes.

Note(s) :

Mise à jour : 2016-04-13 20:15 UTC
+02:00

«La nuit, les toxicos fracturent les voitures pour s'y piquer tranquilles, précise une jeune femme, qui a déjà été agressée deux fois. On nous dit que dans un périmètre autour de la salle, ils auront le droit d'avoir sur eux "des doses personnelles autorisées" de drogue. Un commissaire de police m'a affirmé que la consigne sera de ne pas les embêter, sinon personne ne viendra à la salle de shoot, et ce sera donc un échec pour la mairie.» Une dame insiste: «Que l'on ne s'y trompe pas, nous ne sommes pas les habitants du XVIe! Nous sommes prêts à aider ces gens. Mais vu l'ampleur des sommes engagées, le projet paraît être de drainer vers cette partie du Xe toute la toxicomanie de Paris.»

L'association Action Barbès, elle, tient à cette «piste qu'il faut essayer». «C'est une folie de faire croire qu'ici, c'est le Bronx!, lance Élisabeth Carteron, sa présidente. Il est vrai que ce quartier est très passant et pas suffisamment nettoyé. Mais moi je n'ai jamais été agressée, ma fille non plus. Les intrusions dans les immeubles, on connaît tous cela: on a mis une première porte, puis une deuxième... Les enfants, il vaut mieux leur expliquer la vérité, qu'on vit dans un monde difficile, pas au pays des Bisounours.» Mère de famille nombreuse, Philomène est du même avis: «Tous les matins, j'enjambe des gens qui dorment dans mon immeuble, dit-elle. J'ai envie d'élever mes enfants dans l'idée que les toxicos, on peut les aider.» Derrière elle, une autre riveraine est plus circonspecte: «Ma fille aînée a 9 ans, lâche-t-elle. Pourrais-je bientôt la laisser aller à l'école toute seule? Avec elle, j'ai pas envie de tenter une expérimentation.»

Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mercredi 13 avril 2016

Le Monde.fr • 599 mots

« Salle de shoot » à Paris : les ultimes débats toujours tendus

Plus de 200 personnes étaient réunies mardi 12 avril lors d'une réunion publique. Certains ont exprimé leurs inquiétudes sur l'amplitude horaire de cette structure qui doit ouvrir à l'automne.

Pendant près de trois heures, mardi 12 avril dans la soirée, plus de 200 opposants et partisans de la «salle de consommation à moindre risque» (SCMR) parisienne ou «salle de shoot» se sont retrouvés - et parfois bruyamment invectivés - dans la salle des fêtes de la mairie du 10^e arrondissement, à l'occasion de la première réunion publique d'information sur ce sujet depuis juin 2013. Les riverains hostiles au projet ne sont pas les mêmes qu'il y a trois ans. Mais les inquiétudes et les questions liées à l'ouverture de la première salle de consommation de drogue à moindre risque à Paris n'ont pas changé.

Entre-temps, les élections municipales sont venues conforter le maire (PS) de l'arrondissement, Rémi Féraud, et la loi santé autorisant l'expérimentation de telles salles pendant six ans a été votée et promulguée. Un nouvel emplacement, 2, rue Ambroise-Paré, dans un bâtiment autonome de l'hôpital Lariboisière, a été retenu en lieu et place du 39, boulevard de la Chapelle, le site initial fortement contesté par les voisins. Les deux sont à proximité de la gare du Nord, où les toxicomanes sont très présents.

L'ouverture de la structure, qui doit accueillir entre 100 à 150 toxicomanes

par jour (soit environ 400 passages aux postes d'injection et d'inhalation), est désormais prévue à l'automne, à la même période que celle prévue à Strasbourg. «*Cette salle, c'est le chaînon qui nous manquait dans la politique de réduction des risques à Paris*», a fait valoir Bernard Jomier, l'adjoint à la santé à la mairie de Paris.

«*Vous allez drainer et concentrer toute la toxicomanie de Paris. Vous avez fait le choix de sacrifier un quartier*», a déploré la porte-parole du collectif d'habitants contre l'ouverture de la «salle de shoot». «*Vous opérez une partition évidente au sein du 10^e entre une partie gentrifiée et une partie populaire et abandonnée*», a-t-elle estimé, dénonçant un «*déni de démocratie*». Crainte récurrente d'une partie des opposants: l'amplitude horaire trop limitée. Ouverte tous les jours de l'année, la salle ne sera accessible que de 13h30 à 20h30. «*C'est une aberration, les toxicomanes ne font pas les 35 heures*», a critiqué un riverain.

«Amélioration de la santé publique»

Si certains opposants politiques étaient venus chercher une tribune, d'autres étaient simplement venus apporter leur soutien ou témoigner de leur désarroi. «*Si ça se trouve, avec cette salle, ça ne sera pas pire, ça sera bien et je serai ravie*», a reconnu une femme qui dit ne

© 2016 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160413-LMF-4901199

plus dormir que quatre heures par nuit en raison de la présence de toxicomanes sous ses fenêtres. Une autre a raconté une *«qualité de vie détestable»* aujourd'hui dans le quartier, entre les seringues usagées et les intrusions dans les immeubles.

«On s'engage à ce que les tensions dans le quartier diminuent et que les choses s'apaisent», a lancé Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa, la structure de prévention et de soins en toxicomanie qui pilotera la salle. Un dépliant distribué à l'entrée de la salle rappelle d'ailleurs que la ville de Vancouver, au Canada, a enregistré une baisse de moitié du nombre de personnes consommant des drogues dans l'espace public autour de la salle d'injection. Une baisse qui aurait même atteint 83% à Rotterdam. *«J'attends une amélioration de la santé publique et une réduction des nuisances. Si cette salle amenait plus de problèmes qu'elle n'en résout, l'expérimentation ne sera pas poursuivie»*, a promis le maire Rémi Féraud.

**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 29 mars 2016 • 17:44:15 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 310 mots

Paris vote le financement d'une "salle de shoot" à l'hôpital Lariboisière

Paris (AFP) - Le Conseil de Paris a voté mardi l'attribution d'une subvention de 850.000 euros qui permettra d'ouvrir à l'automne à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement) la première salle de consommation à moindre risque (SCMR), ou "salle de shoot", de la capitale.

Cette salle comprenant un accueil, une salle d'attente et de consommation, sera aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital. Gérée par l'association Gaia Paris, elle pourra accueillir 200 personnes par jour.

Le principe de l'expérimentation des "salles de shoot" figure dans la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement.

Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Ils peuvent aussi avoir des contacts avec des professionnels de santé.

La subvention d'investissement a été votée par la majorité municipale de même que l'UDI-MoDem. Le groupe Les Républicains a voté contre.

Rémi Féraud, président du groupe PS et maire du Xe, qui porte le projet depuis plusieurs années, s'est félicité du fait que



THOMAS SAMSON

L'hôpital Lariboisière dans le Xe arrondissement de Paris, le 23 août 2013

Paris "prolonge son action constante en matière de réduction des risques".

Il a taclé la chef du groupe LR parisien Nathalie Kosciusko-Morizet, également candidate à la primaire de la droite, "si moderne quand on l'entend dans les médias" et dont le groupe "reste celui de la droite conservatrice".

Cette salle n'est "pas utile et de surcroît dangereuse", avait estimé Philippe Goujon, maire LR du Xe selon qui "les centaines de centres d'accueil et de soins, les traitements de substitution (...) font de notre système de prise en charge des toxicos dépendants l'un des plus performants au monde". Elle est de plus "le premier pas vers la dépénalisation, voire la légalisation de la drogue", a-t-il ajouté.

© 2016 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160329-ZK-doc-9681s





Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 29 mars 2016 • 19:41 UTC +02:00

Le Figaro.fr • 363 mots

Paris vote le financement d'une salle de shoot

Lefigaro.fr avec AFP

Le Conseil de Paris a voté ce mardi l'attribution d'une subvention de 850.000 euros qui permettra d'ouvrir à l'automne à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement) la première salle de consommation à ...

Le Conseil de Paris a voté ce mardi l'attribution d'une subvention de 850.000 euros qui permettra d'ouvrir à l'automne à l'hôpital Lariboisière (Xe arrondissement) la première salle de consommation à moindre risque (SCMR), ou "salle de shoot", de la capitale. Cette salle comprenant un accueil, une salle d'attente et de consommation, sera aménagée sur 450 m2 dans l'enceinte même de l'hôpital. Gérée par l'association Gaia Paris, elle pourra accueillir 200 personnes par jour.

Le principe de l'expérimentation des "salles de shoot" figure dans la loi santé adoptée en décembre dernier par le Parlement. Ces salles sont réservées aux toxicomanes majeurs qui s'injectent des produits qu'ils apportent eux-mêmes, sous la supervision de personnes qualifiées, avec du matériel stérile. Ils peuvent aussi avoir des contacts avec des professionnels de santé. La subvention d'investissement a été votée par la majorité municipale de même que l'UDI-MoDem. Le groupe Les Républicains a voté contre. Rémi Féraud, président du groupe PS et maire du Xe, qui porte le projet depuis plusieurs années, s'est félicité du fait que Paris "prolonge son action constante en matière de réduction des risques".

Il a taclé la chef du groupe LR parisien Nathalie Kosciusko-Morizet, également candidate à la primaire de la droite, "si moderne quand on l'entend dans les médias" et dont le groupe "reste celui de la droite conservatrice". Cette salle n'est "pas utile et de surcroît dangereuse", avait estimé Philippe Goujon, maire LR du XVe selon qui "les centaines de centres d'accueil et de soins, les traitements de substitution font de notre système de prise en charge des toxicos dépendants l'un des plus performants au monde". Elle est de plus "le premier pas vers la dépénalisation, voire la légalisation de la drogue", a-t-il ajouté.

LIRE AUSSI:

» Dans une salle de shoot, le «circuit» d'un toxicomane dure entre 15 et 20 minutes

» Salles de shoot : «L'objectif est de réduire les nuisances dans l'espace public»

Note(s) :

Mise à jour : 2016-03-29 23:36 UTC +02:00

© 2016 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20160329-LFF:20160329filwww00306



Nom de la source

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 25 mars 2016

Le Point.fr • no. 201603 • 546 mots

Paris : une salle de shoot ouvrira bien après l'été

Par Anne Jeanblanc

Chaque jour, les toxicomanes pourront y consommer leur drogue sous l'oeil bienveillant du personnel médico-social, et le regard inquiet de riverains.

Le Journal officiel a publié, ce matin, l'arrêté « portant approbation du cahier des charges national relatif à l'expérimentation d'espaces de réduction des risques par usage supervisé, autrement appelés *salles de consommation à moindre risque* ». Toutes les conditions sont donc réunies désormais pour le lancement de l'expérimentation de lieux « permettant d'inclure plutôt que d'exclure (les toxicomanes), d'accompagner plutôt que de stigmatiser », s'est réjouie la ministre de la Santé, dans un communiqué de presse. L'arrêté fixe les modalités concrètes (présence du matériel médical, horaires d'ouverture, déroulement de la consultation d'accueil, etc.) que devront respecter les associations porteuses de projets de SCMR, en lien avec les collectivités locales. Mais les riverains, opposés à ces fameuses « salles de shoot », restent bien décidés à se battre.

La SCMR parisienne se situera à côté de la gare du Nord, au sein de l'hôpital Lariboisière. L'entrée et la sortie de la salle seront indépendantes de celles de l'hôpital, avait précisé l'adjoint à la maire de Paris chargé de la santé, Bernard Jomier, lors d'un point presse en janvier dernier. Le bâtiment qui

l'accueillera, d'une superficie de 400 mètres carrés, est actuellement désaffecté. Les travaux vont commencer et ils seront financés par la Ville de Paris à hauteur de 800 000 euros, avait-il précisé. La structure devrait fonctionner avec 7 heures par jour, 7 jours sur 7 et être pourvue de 12 postes d'injection et 4 d'inhalation de drogues.

Un afflux de toxicomanes, et de dealers ?

Le but des salles de shoot est d'accueillir des toxicomanes de plus de 18 ans, précarisés et en rupture avec le système de santé, pour leur permettre de consommer leurs drogues dans des conditions d'hygiène adaptées, avec du matériel stérile et sous supervision du personnel de santé. Cela devrait donc les mettre à l'abri des infections et des surdoses mortelles. Le deuxième objectif est de créer un contact entre ces « toxicos » et des professionnels de la santé ainsi que de l'accueil médico-social, notamment pour aider ceux qui le désirent à s'en sortir. Enfin, la présence de telles salles devrait « améliorer la situation pour les riverains, dans des quartiers où les toxicomanes sont nombreux, en réduisant le nombre d'injections et la présence de seringues usagées dans l'espace public », précise le ministère de la Santé. Les habitants

© 2016 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20160325-POR-3416417jpw



de ce quartier, eux, s'inquiètent plutôt d'un afflux de toxicomanes et - par conséquent - de dealers.

La France n'est pas le premier pays, loin de là, à ouvrir des espaces pour les toxicomanes. On en trouve déjà, et depuis un certain temps, en Allemagne, en Australie, au Canada, en Espagne, au Danemark, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suisse. C'est d'ailleurs à Berne que la première SCMR a été ouverte, en 1986. Globalement, les expériences étrangères ont été concluantes, ce qui a incité le Portugal, l'Irlande et la Slovénie à s'engager dans la même voie. Car, non seulement certains toxicomanes qui s'y sont rendus ont fini par opter pour des traitements de substitution mais, en plus, le nombre de ceux qui se droguaient dans les lieux publics a diminué (ce qui réduit logiquement le risque de trouver des seringues usagées).

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 10



Mercredi 27 mai 2015

Le Figaro • no. 22020 • p. 10 • 526 mots

La « salle de shoot » ouvrira à Lariboisière

Paris renonce à son installation très polémique boulevard de la Chapelle et opte pour l'hôpital du Xe.

de Mallevoüe, Delphine

DROGUE Après des mois de controverse, la « salle de shoot » de Paris ne verra pas le jour boulevard de la Chapelle, dans le Xe arrondissement, mais dans un bâtiment de l'hôpital Lariboisière, à 200 mètres de là. Ce projet expérimental sur une période de six années, qui prévoit aussi une salle à Bordeaux et une autre à Strasbourg, a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale en avril dernier, et sera examiné par le Sénat à l'automne. Ce changement de localisation n'est pas tant une victoire arrachée à la municipalité par des riverains vent debout contre le projet, que le fruit d'un consensus qui convient finalement à tous les professionnels et associations spécialistes de la prise en charge des addictions.

« *Le 39* (boulevard de la Chapelle, NDLR), *c'était un bout de triangle dans un angle mort, cela aurait vite dégénéré en ghetto, en impasse, en campement* », juge Jean-Pierre Couteron, président de Fédération Addiction. *Comment réussir un projet avec tant d'enjeux pour la santé publique et la sécurité pour les habitants dans un lieu enclavé comme celui-ci, sans facilités d'accès* ». Sans parler du camp de migrants, de plus en plus peuplé, qui s'est installé sur la zone.

Pour l'association Gaïa, opérateur de la future « salle de consommation à moindre risque » (SCMR) qui assurera son fonctionnement, le site du boulevard de la Chapelle présentait plusieurs inconvénients. « *Pour construire les 200 m² de locaux nécessaires dans les 300 m² d'espace de parking mis à disposition, nous aurions été trop à l'étroit* », réagit l'association. Surtout, le « 39 » était excentré du quartier de consommation, « *le carré de toxicomanes se trouvant autour de l'hôpital Lariboisière entre les rues de Maubeuge, Ambroise-Paré et Guy-Patin* », précise Thomas Dusouchet, pharmacien et coordinateur de Gaïa Paris. Enfin, « *le lieu donnait sur les arrières d'immeuble d'habitation, mettant la salle de consommation en relation directe avec le voisinage* », dit-il.

Reste à ce que la future salle ne soit pas dans l'enceinte hospitalière même, craignent les professionnels, et qu'elle ait une entrée sur rue, directe et autonome, condition sine qua non au succès du projet, disent-ils unanimement. « *Si les consommateurs ont le sentiment de pénétrer dans un espace de soins, cela ne marchera jamais* », affirme Jean-Pierre Couteron.

Une entrée directe et autonome

© 2015 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150527-LF-422x20x21865259434



À la mairie du Xe arrondissement, on assure que la salle sera « *adossée* » à l'hôpital, sans que les usagers aient à passer par son accueil ou ses services médicaux. Pour autant, « *sa proximité est cohérente* » sur le plan de prise en charge globale de la toxicomanie, disent les spécialistes. « *On pourra travailler étroitement avec l'hôpital, tant sur le plan psychologique que social et médical, mais de manière autonome* », se satisfait Thomas Dusouchet. Pour le Dr Jean-Michel Delile, psychiatre, addictologue et directeur du Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID) de Bordeaux, cette localisation est surtout un compromis « *qui permet d'améliorer la faisabilité d'un tel projet par rapport aux craintes du voisinage* ». Selon nos informations, deux bâtiments sont envisagés à ce jour, pour une mise en service en 2016.

Note(s) :

ddemallevoue@lefigaro.fr

LE PROGRES

Nom de la source

Le Progrès - Lyon

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Lyon, Rhône-Alpes, France

p. 00-ig6



Mardi 26 mai 2015

Le Progrès - Lyon • JUR • p. 00-IG6 • 257 mots

Paris : la « salle de shoot » à l'hôpital Lariboisière Paris : le projet controversé de « salle de shoot » a été déplacé à l'hôpital

La première « salle de shoot » prévue en France devait s'implanter derrière la gare du Nord à Paris. Après plusieurs mois de controverses, le projet d'expérimentation a été installé 200 mètres plus loin.

Elle devait s'implanter derrière la gare du Nord à Paris, sur un terrain prêté par la SNCF, au grand dam de certains riverains ; la première « salle de shoot » prévue en France verra finalement le jour sur le site de l'hôpital Lariboisière, 200 mètres plus loin.

Après plusieurs mois de controverses, le projet d'expérimentation d'une « salle de consommation à moindre risque », qui devait ouvrir dans le nord de la capitale, est « abandonné » pour « des problèmes d'enclavement et de difficultés d'accès », selon le maire du Xe arrondissement, Rémi Féraud. « Le projet sera adossé à l'hôpital », a ajouté Bernard Jomier, l'adjoint à la Santé de la mairie de Paris, précisant que « l'accès ne se fera pas par la porte principale, mais par le côté ». Selon le maire, la nouvelle implantation « indique clairement que c'est une problématique de santé publique : on vise à répondre au risque infectieux des usagers de drogue mais aussi aux risques pour les habitants ».

L'ouverture de la salle, conditionnée au vote définitif de la loi santé au Parlement, ne devrait pas intervenir avant début 2016.

Début avril, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le principe des « salles de shoot », pendant six ans maximum. Le texte devrait être examiné à l'automne au Sénat. AFP

© 2015 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-PR-2722428897294





Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_e_1



Mardi 26 mai 2015

Le Parisien • p. 75_E_1 • 414 mots

Paris

La salle de shoot déplacée... de 200 m

Cécile Beaulieu

La structure expérimentale devrait voir le jour en 2016, sur le site de l'hôpital Lariboisière (Xe). Mais ce sont bien les associatifs qui superviseront le lieu et assureront l'accueil des toxicomanes.

Remis en cause depuis plusieurs semaines, le projet d'installer la future salle de shoot au 39, boulevard de la Chapelle (Xe) est bel et bien abandonné. C'est sur le site de l'hôpital Lariboisière, distant de quelque 200 m du premier lieu envisagé, que la salle de consommation à moindre risque (SCMR) devrait voir le jour en 2016, comme le révélait hier Lemonde.fr.

L'installation d'un campement de migrants et le « trop grand enclavement » du site initialement prévu sur une parcelle de la SNCF, dans un préfabriqué, ont, selon Rémi Féraud, le maire (PS) du Xe, contraint la Ville à changer son fusil d'épaule. Objet de toutes les controverses, le principe de l'installation d'une salle de shoot, à titre expérimental durant six ans, a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le mois dernier. Le Sénat examinera le texte à l'automne.

La polémique ne retombe pas

Si Rémi Féraud appelle de ses vœux l'installation d'une telle structure au cœur même de ce haut lieu de la toxicomanie, le sujet est l'objet de tous les débats, tant au sein de la classe

politique que parmi les riverains. Ces derniers étaient nombreux à souhaiter voir la salle prise en charge par Lariboisière. Mais ce ne sera pas le cas : elle sera bien installée sur l'une des emprises de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), qui reste à déterminer, mais ce sont bien l'association Gaïa et Médecins du monde qui superviseront ce lieu et assureront l'accueil des toxicomanes.

« Un déplacement qui ne règle en rien le problème de fond », selon Deborah Pawlik. L'élue (UMP) dans le Xe, tout en se félicitant du « recul de la maire de Paris en raison de la mobilisation des riverains et de l'opposition rencontrée », redoute que « l'adossement de la salle à un hôpital ne perturbe les services et les patients ».

Même crainte affichée parmi les habitants hostiles à l'installation de la salle : « Qu'elle soit sur le lieu initialement prévu ou quelques mètres plus loin, nous craignons l'afflux des dealers et de toxicomanes qui vont inévitablement converger vers l'unique site dédié », souligne un riverain de la rue Ambroise-Paré. Bernard Jomier, l'adjoint (EELV) à la santé d'Anne Hidalgo, estime, quant à lui, que cette

© 2015 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-PA-4802483



implantation « indique clairement que c'est une problématique de santé publique ».

Nom de la source

Paris-Normandie

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rouen, Haute-Normandie, France

p. pndb_43



Mardi 26 mai 2015

Paris-Normandie • Dieppe-Pays de Bray • p. PNDB_43 • 494 mots

« Salle de shoot » déplacée

Société. Le projet controversé de « salle de shoot » parisienne déplacé à l'hôpital Lariboisière. Elle devait s'implanter derrière la gare du Nord à Paris, sur un terrain prêté par la SNCF, au grand dam de certains riverains.

Après plusieurs mois de controverses, le projet d'expérimentation d'une « *salle de consommation à moindre risque* », qui devait ouvrir au 39, boulevard de la Chapelle, dans le nord de la capitale, est « *abandonné* » pour « *des problèmes d'enclavement et de difficultés d'accès* », a expliqué le maire du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

« *Ce n'est pas un changement important. La salle sera déplacée de 200 mètres* », assure l'élu socialiste. Si l'emplacement définitif au sein de l'hôpital Lariboisière n'est pas encore décidé, il évoque « *deux ou trois lieux possibles* », envisagés avec la direction et l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). « *Le projet sera adossé à l'hôpital* », a ajouté Bernard Jomier, adjoint à la Santé de la mairie de Paris, précisant que « *l'accès ne se fera pas par la porte principale, mais par le côté* ».

Question de santé publique

L'ancienne implantation, annoncée en mai 2013 comme « *la plus adaptée* » pour accueillir des toxicomanes majeurs précarisés et leur permettre de consommer leurs drogues sous supervision de personnels de santé et réduire les troubles à l'ordre public, était contestée par des riverains inquiets d'une recrudescence du trafic de drogue. Les habitants de l'immeuble à la même adresse que le site retenu avaient

La future salle de shoot pourrait être adossée à l'hôpital Lariboisière avec un accès discret

manifesté plusieurs fois et installé des banderoles, encore visibles, hostiles à la salle de shoot.

Le changement de lieu est donc « *une bonne nouvelle* » pour Berthe Desvages, résidente de l'immeuble, dont les fenêtres sont couvertes de « *Non* » à cette expérimentation. « *On a déjà eu des soucis avec des toxicomanes qui venaient dans l'immeuble pour trouver la salle de shoot. Certains sont montés jusqu'au sixième étage* », dit-elle.

Pour Marpessa Rodolph, une autre riveraine, « *le quartier n'a jamais compris pourquoi on voulait implanter une salle à un endroit où il n'y avait pas de toxicomanes, puisque la scène ouverte (où se concentrent les toxicomanes, NDLR) se situe du côté de l'hôpital Lariboisière* ». Avec l'installation ces derniers mois d'un campement sauvage de centaines de migrants sous les rails du métro voisin, à deux pas de l'implantation initiale, « *l'aberration* » était à son comble, souligne-t-elle.

« *Le campement a beaucoup dégradé l'environnement* », reconnaît Rémi Féraud. « *Ce n'étaient pas des conditions optimales* » et « *une polémique était en train de naître avec*

© 2015 Paris-Normandie. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-PAN-7039411



les riverains qui étaient tout à fait dommageables à la sérénité du projet » , ajoute Bernard Jomier. Selon lui, la nouvelle implantation « *indique clairement que c'est une problématique de santé publique : on vise à répondre au risque infectieux des usagers de drogue mais aussi des risques pour les habitants* ».

Mais pour Déborah Pawlik, élue UMP de l'arrondissement, ce déplacement « *ne règle pas le problème de fond* » : « *cela n'aidera pas les toxicomanes à sortir de la dépendance* » et risque « *de désorganiser le service hospitalier* ».

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 26 mai 2015

Le Monde • p. 9 • 512 mots

La « salle de shoot » de Paris va s'installer à l'hôpital Lariboisière

La « salle de consommation à moindre risque » bénéficiera d'un accès discret et d'une enclave hospitalière, mais pas avant 2016

François Béguin

p. 9



Les associations de riverains du 39, boulevard de La Chapelle, dans le 10^e arrondissement de Paris, auront finalement eu gain de cause. La future salle de consommation à moindre risque (SCMR), plus connue sous le nom de « salle de shoot », ne sera pas implantée à cette adresse, mais quelques centaines de mètres plus loin, sur le terrain de l'hôpital Lariboisière. « C'est un dispositif santé, on l'adosse à l'hôpital », annonce au Monde Bernard Jomier, l'adjoint au maire de Paris chargé de la santé, soucieux de « banaliser le dispositif » afin d'en « élargir l'adhésion politique ».

A Lariboisière, l'emplacement exact n'est pas encore arrêté. Deux lieux, l'un en « dur », l'autre en Algeco, sont envisagés pour accueillir les 200 m² de la salle. « On ne fera pas entrer les usagers par la grande porte de l'hôpital, ce sera un accès plus discret », assure d'ores et déjà Bernard Jomier.

« Ce sera une entrée séparée qui mènera à une enclave au sein de l'hôpital », abonde Rémi Féraud, le maire PS du 10^e arrondissement, pour qui « plus les liens sont forts avec l'hôpital, plus on rassure ». « Le site du 39 a montré des défauts, notamment son enclavement et ses difficultés d'accès », ajoute-t-il, jugeant par ailleurs que

l'actuelle présence d'un campement de migrants à proximité crée un « environnement urbain trop dégradé pour pouvoir envisager l'ouverture de la salle ».

A l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), on confirme « travailler avec la ville pour pouvoir accueillir ce centre » et on explique que « les discussions portent sur l'emplacement le plus adapté ».

Cette décision marque un rapprochement de la capitale avec les choix de Bordeaux et Strasbourg, les deux autres villes pressenties pour expérimenter cette structure qui doit permettre de réduire les risques d'infection, de contamination (VIH, hépatite C) et d'overdose des toxicomanes les plus précaires. Les deux villes ont également fait connaître leur volonté d'associer leur future salle d'injection à une structure hospitalière.

A l'intérieur de ces espaces, les toxicomanes ne pourront pas être poursuivis pour « usage illicite et détention illicite de stupéfiants » lorsque la quantité de drogue détenue sera limitée au « seul usage personnel ». Le personnel médical et paramédical qui supervisera le fonctionnement de ces structures bénéficiera également d'une immunité.

© 2015 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-LM-010871



Expérimentation pendant six ans

L'association Gaïa Paris, structure de prévention et de soins en toxicomanie chargée du projet, a régulièrement mis en avant les réticences des usagers à fréquenter les structures hospitalières. « *Cela pourrait avoir du sens d'être proche de l'hôpital, mais en étant complètement indépendant* », avait déclaré à *L'Obs* au mois d'avril Céline de Beaulieu, la coordinatrice de l'association. La solution retenue devrait donc lui convenir.

Reste la question de la date d'ouverture de la salle. Le projet de loi santé autorisant l'expérimentation de ces salles d'injection pendant six ans a été voté à l'Assemblée nationale en avril mais ne sera débattu au Sénat qu'en septembre et en octobre. Un calendrier qui complique la mise en route de la salle avant début 2016.


Nom de la source

Sud Ouest

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

p. mont-de-marsan-c1_9



Mardi 26 mai 2015

Sud Ouest • Toutes éditions • p. Mont-de-Marsan-C1_9 • 365 mots

PARIS Elle devait s'implanter derrière la gare du Nord, au grand dam des riverains

La salle de shoot sera installée à l'hôpital

Finalement, la salle de shoot verra le jour sur le site de Lariboisière

Après plusieurs mois de controverse, le projet d'expérimentation d'une " salle de consommation à moindre risque ", qui devait ouvrir au 39, boulevard de la Chapelle, à Paris, est " abandonné " pour " des problèmes d'enclavement et de difficulté d'accès ", a expliqué le maire du 10e arrondissement, Rémi Féraud. " Le projet sera adossé à l'hôpital ", a ajouté Bernard Jomier, adjoint à la Santé de la mairie de Paris, précisant que " l'accès ne se fera pas par la porte principale, mais par le côté ".

L'ancienne implantation, annoncée en 2013 comme " la plus adaptée " pour accueillir des toxicomanes majeurs précarisés et leur permettre de consommer leurs drogues sous supervision de personnels de santé, était contestée par des riverains inquiets. Pour Marpessa Rodolph, une riveraine, " le quartier n'a jamais compris pourquoi on voulait implanter une salle à un endroit où il n'y avait pas de toxicomanes, puisque "la scène ouverte" (NDLR : où se concentrent les toxicomanes) se situe du côté de l'hôpital Lariboisière ".

" Santé publique "

Avec l'installation, ces derniers mois, d'un campement sauvage de migrants sous les rails du métro voisin, à deux pas

de l'implantation initiale, " l'aberration " était à son comble, souligne-t-elle. Selon Bernard Jomier, la nouvelle implantation " indique clairement que c'est une problématique de santé publique ". Mais, pour Déborah Pawlik, élue UMP de l'arrondissement, ce déplacement " ne règle pas le problème de fond " : " Cela n'aidera pas les toxicomanes à sortir de la dépendance " et risque " de désorganiser le service hospitalier ". Le président de l'association Parents contre la drogue, Serge Lebigot, estime que " cela va satisfaire les riverains du boulevard de la Chapelle, pas ceux de Lariboisière ". " L'hôpital est celui qui accueille le plus de monde aux urgences. Il y aura des risques d'agressions. Le trafic va s'installer tout autour ", alerte-t-il. Un trafic qui existe déjà dans le quartier, où se concentrent de nombreux toxicomanes de rue, qui utilisent les Sanisettes comme salles de shoot.

L'ouverture de la salle, conditionnée au vote d'une loi au Parlement, ne devrait pas intervenir avant début 2016, estime Bernard Jomier.

© 2015 Sud Ouest. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-SO-260515ap3301671



Nom de la source

Presse Océan

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Nantes, Pays de la Loire, France

Mardi 26 mai 2015

Presse Océan • Tous Titres • 270 mots

[Le projet de « salle de shoot » déplacé à Paris...]

Le projet de « salle de shoot » déplacé à Paris

Le projet controversé de première « salle de shoot » à Paris, qui devait ouvrir boulevard de la Chapelle, dans le nord de la capitale, sera déplacé sur le site voisin de l'hôpital Lariboisière, a indiqué hier le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

« Deux ou trois lieux possibles sont envisagés sur l'hôpital », pour cette salle de consommation de drogue à moindre risque, mais « le lieu définitif n'a pas encore été décidé », a-t-il affirmé. L'ancienne implantation prévue, critiquée notamment par des riverains, est « abandonnée » pour « des problèmes d'enclavement », a encore précisé l' élu.

Drame familial dans le Val-de-Marne

À Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, une femme et ses deux enfants âgés de 6 mois et 5 ans ont été retrouvés morts hier matin.

La mère de famille a chuté du quatrième étage d'un immeuble, tandis que les deux enfants ont été retrouvés dans l'appartement, probablement tués à l'arme blanche. Un couteau a notamment été retrouvé à côté de l'un d'eux. Selon, les enquêteurs, elle pourrait avoir tué ses deux enfants avant de se défenestrer.

Vague de chaleur meurtrière en Inde

Une vague de chaleur a tué plus de 430 personnes dans deux États du sud de l'Inde où la température a frôlé les 50 °C.

Le bilan devrait encore s'alourdir, préviennent les autorités, alors que le thermomètre ne marque aucun fléchissement.

La chaleur sévit depuis plusieurs jours en Inde, y compris dans la capitale New Delhi où la température approche 45 °C, et provoque des coupures de courant mais ce sont les États voisins du Telangana et de l'Andhra Pradesh qui souffrent le plus.

© 2015 Presse Océan. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-OFP-4173605





Nom de la source

Ouest-France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Mardi 26 mai 2015

Ouest-France • Toutes éditions • 281 mots

Paris : la future la salle de shoot déménage

La première salle de consommation de drogues ouvrira à l'hôpital Lariboisière, et non derrière la gare du Nord.

Après plusieurs mois de controverses, le projet d'expérimentation d'une « **salle de consommation à moindre risque** », qui devait ouvrir au 39, boulevard de la Chapelle, à Paris, est « **abandonné** », explique le maire du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

« **La salle sera déplacée de 200 mètres** », assure l'élu socialiste. Il évoque « **deux ou trois lieux possibles** », envisagés avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Selon Bernard Jomier, adjoint à la Santé de la mairie de Paris, le projet sera « **adossé** » à l'hôpital Lariboisière.

L'ancienne implantation avait été annoncée en 2013 comme « **la plus adaptée** » pour accueillir des toxicomanes et leur permettre de consommer leurs drogues sous supervision de personnels de santé. Mais elle était contestée par des riverains. Les habitants de l'immeuble avaient manifesté plusieurs fois et installé des banderoles hostiles au projet.

Le changement de lieu est donc « **une bonne nouvelle** » pour Berthe Desvages, résidente de l'immeuble. Pour Marpessa Rodolph, une autre riveraine, « **le quartier n'a jamais compris pourquoi on voulait implanter une**

Des personnels de santé doivent accueillir les toxicomanes.

salle à un endroit où il n'y avait pas de toxicomanes ».

Mais pour Déborah Pawlik, élue UMP de l'arrondissement, ce déplacement « **ne règle pas le problème de fond** » : « **Cela n'aidera pas les toxicomanes à sortir de la dépendance** » et risque « **de désorganiser le service hospitalier** ».

L'ouverture de la salle, conditionnée au vote d'une loi, ne devrait pas intervenir avant le début de l'année 2016, estime Bernard Jomier. Début avril, l'Assemblée nationale a adopté le principe, en première lecture. Le texte devrait être examiné à l'automne au Sénat.

© 2015 Ouest-France. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150526-OF-69730057



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 25 mai 2015 • 10:05:33 GMT

AFP Infos Françaises • 398 mots

Paris: le projet de "salle de shoot" déplacé à Lariboisière (mairie)

Paris, 25 mai 2015 (AFP) - - Le projet controversé de première "salle de shoot" à Paris, qui devait ouvrir boulevard de la Chapelle, dans le nord de la capitale, sera déplacé sur le site voisin de l'hôpital Lariboisière, a indiqué lundi à l'AFP le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

"Deux ou trois lieux possibles sont envisagés sur l'hôpital", pour cette salle de consommation de drogue à moindre risque, mais "le lieu définitif n'a pas encore été décidé", a affirmé M. Féraud, confirmant une information du Monde.

L'ancienne implantation prévue, critiquée notamment par des riverains, est "abandonnée" pour "des problèmes d'enclavement et de difficultés d'accès", a-t-il ajouté, précisant que le lieu serait déplacé de 200 mètres seulement.

"Le projet sera adossé à l'hôpital", a de son côté indiqué Bernard Jomier, adjoint à la mairie de Paris chargé des questions de santé, précisant que "l'accès ne se fera pas par la porte principale, mais par le côté".

La salle devait initialement ouvrir derrière la gare du Nord, au numéro 39 du boulevard de la Chapelle, sur un terrain mis à disposition par la SNCF. Mais l'idée ne faisait pas l'unanimité auprès des riverains, surtout ces derniers mois avec l'implantation d'un campement sauvage de migrants sous les rails du métro.

"Il est clair que ce n'étaient pas des conditions optimales" et "une polémique était en train de naître avec les riverains qui était tout à fait dommageable à la sérénité du projet", a affirmé M. Jomier.

La nouvelle implantation choisie "indique clairement que c'est une problématique de santé publique", a-t-il ajouté, expliquant: "On vise à répondre au risque infectieux des usagers de drogue mais aussi des risques pour les habitants".

M. Jomier a jugé "illusoire" d'envisager une ouverture de la salle avant la fin 2015, mais estimé que, si les textes examinés au Parlement sur le sujet étaient votés d'ici là, le projet pourrait commencer à être mis sur les rails au premier trimestre 2016.

Début avril, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le principe des "salles de shoot", pendant six ans maximum.

Ces salles, déjà expérimentées dans une dizaine d'autres pays (la plus ancienne en Suisse a été créée il y a trente ans), sont destinées à des toxicomanes majeurs précarisés, qui se droguent dans des conditions d'hygiène précaires, souvent dans la rue ou des halls d'immeuble, selon la majorité.

caz-cg/gf

© 2015 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150525-AF-tx-par-jws67



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Lundi 25 mai 2015 • 09:41:07 GMT

AFP Infos Françaises • 111 mots

Paris: le projet de "salle de shoot" déplacé à Lariboisière (mairie)

Paris, 25 mai 2015 (AFP) - - Le projet controversé de première "salle de shoot" à Paris, qui devait ouvrir boulevard de la Chapelle, dans le nord de la capitale, sera déplacé sur le site voisin de l'hôpital Lariboisière, a indiqué lundi à l'AFP le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

"Deux ou trois lieux possibles sont envisagés sur l'hôpital", pour cette salle de consommation de drogue à moindre risque, mais "le lieu définitif n'a pas encore été décidé", a affirmé M. Féraud, confirmant une information du Monde. L'ancienne implantation prévue, critiquée notamment par des riverains, est "abandonnée" pour "des problèmes d'enclavement", a-t-il précisé.

caz-cg/gf

© 2015 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150525-AF-tx-par-jwr47



**Nom de la source**

Sud Ouest (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

Lundi 25 mai 2015

Sud Ouest (site web) • 268 mots

La première salle de shoot de France s'installera à l'hôpital Lariboisière à Paris

SudOuest.fr

Très discutée, la première salle de shoot de France s'implantera dans le 10^e arrondissement parisien L

a première salle de consommation à moindre risque de France, communément appelée salle de shoot, sera implantée dans le 10^e arrondissement de Paris, sur le terrain de l'hôpital Lariboisière.

Porté par la ministre de la Santé Marisol Touraine, le projet des salles de shoot a été approuvé par l'Assemblée Nationale en avril dernier.

Sur le même sujet : Les salles de shoot seront testées à Bordeaux

Initialement prévu au 39 Boulevard de la Chapelle, l'adresse a finalement été modifiée notamment grâce à l'inquiétude et la protestation des riverains qui ont donc obtenu gain de cause.

« C'est un dispositif santé, on l'adosse à l'hôpital », a déclaré au Monde Bernard Jomier, l'adjoint au maire de Paris chargé de la santé.

Indépendant de l'hôpital

L'emplacement exact n'est pas encore définitif. Deux lieux sont envisagés pour accueillir les 200 m² de la salle. "On ne fera pas entrer les usagers par la grande

porte de l'hôpital, ce sera un accès plus discret" a précisé Bernard Jomier au quotidien.

La ville de Bordeaux reste une des villes pressenties pour tester ce dispositif au même titre que Strasbourg. Ces salles de shoots sont destinées à réduire les risques sanitaires, d'infection et de contamination liés à la prise de drogues.

La date d'ouverture de cette première salle de shoot reste cependant en suspens. Le projet de loi, autorisant l'expérimentation pour six ans, ne sera débattu qu'à la rentrée prochaine. L'ouverture ne serait donc pas prévue avant 2016.

© 2015 Sud Ouest (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150525-SOE-169



**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Vendredi 3 avril 2015 • 06:37:38 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 715 mots

Toxicomanie: à Paris la future "salle de shoot" fait toujours débat

Par Cécile AZZARO

Paris (AFP) - "Non à la salle de shoot": La banderole est toujours là, au 3e étage de l'immeuble. L'expérimentation de salle de consommation à moindre risque (SCMR) pour les toxicomanes, en discussion à l'Assemblée, relance la polémique sur le premier projet prévu à Paris.

Le lieu a été dévoilé en mai 2013: derrière la gare du Nord, au numéro 39 du boulevard de la Chapelle, sur un terrain mis à disposition par la SNCF, dont l'accès est actuellement protégé par un portail gris.

Autour, les voies de chemins de fer, des baraquements, le métro aérien et un ensemble d'immeubles d'habitation, qui abrite aussi le théâtre des Bouffes du Nord.

Le site n'a pas évolué depuis qu'un avis du Conseil d'Etat a mis le projet en suspens en octobre 2013, préconisant en amont de l'expérimentation qu'une loi garantisse juridiquement le dispositif.

Si cette loi actuellement examinée par les députés est finalement votée, un bâtiment préfabriqué d'environ 200m2 sera construit afin d'accueillir entre 100 à 150 toxicomanes par jour. La salle, qui sera gérée par Gaia-Paris, une association d'aide aux drogués, doit ouvrir sept jours sur sept, mais sept heures par jour.



Lionel Bonaventure

Un bus de l'association Gaia stationné porte de la Chapelle prête assistance à des toxicomanes le 24 avril 2013 à Paris

Elle doit permettre à un public marginalisé de consommer ses drogues sous supervision de personnels de santé, et non dans la rue, les sanisettes ou les halls d'immeubles. Pas question de leur fournir la drogue, mais simplement de réduire les overdoses, la propagation de maladies transmissibles par seringues contaminées, et les troubles à l'ordre public.

"On est toujours partant pour cette salle", assure le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud, qui porte le projet. "La situation sur le terrain n'a pas changé, les sanisettes font office de salles de shoot improvisées, et on trouve toujours des seringues dans la rue".

Ce que confirment deux agents de la voirie rencontrés près de la gare du Nord. "On en trouve régulièrement dans le caniveau, surtout derrière la gare".

- 'Elle est où la salle?' -

© 2015 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150403-ZK-doc-1j129



Contrariété supplémentaires aux yeux des riverains, un campement d'une centaine de tentes s'est installé à quelques mètres, sous le métro aérien. Des migrants érythréens, soudanais ou éthiopiens, qui espèrent se rendre en Angleterre.

"La salle doit s'installer dans un contexte le plus serein possible", dit Rémi Féraud, demandant à l'Etat de trouver des solutions d'hébergement à ces exilés.

Mais les riverains les plus proches ne désarment pas. "Dans l'immeuble, on est tous opposés", affirme un résident du numéro 39, où dit-il, "les toxicomanes se faufilent déjà en demandant + elle est où la salle?+". Elle sera située derrière un portail attendant.

Ils craignent l'arrivée massive de drogués et de dealers. Une inquiétude relayée par l'association Parents contre la Drogue. "Ca va causer d'énormes problèmes de sécurité", assure son président Serge Lebigot, affirmant qu'à Barcelone, où existe une salle similaire, "il y a des dizaines de toxicomanes à l'intérieur", mais "des centaines à l'extérieur".

L'association de riverains "Vivre gare du Nord et Est" et un collectif d'habitants ont recueilli en juillet 2013 un millier de signatures contre le projet.

"Je comprends la volonté de ces riverains d'éloigner cette salle, mais il n'y a pas d'autre alternative en vue", dit M. Féraud. Si les débats avaient été houleux lors des réunions de concertation en mairie, il rappelle qu'il a été réélu aux dernières élections municipales "alors que la salle figurait clairement sur (son) programme".

Caroline, une riveraine, concède que même si elle n'est "pas rassurée", "c'est un projet qui vaut la peine. On ne peut pas ignorer que des gens se droguent sous le métro aérien".

Pour Déborah Pawlick, élue UMP du Xe, "c'est l'abandon de la lutte contre la drogue". Selon elle, "les toxicomanes disent eux-mêmes qu'ils n'iraient pas dans ce genre de salle".

Si la loi passe avant l'été, Rémi Féraud espère ouvrir la salle l'hiver prochain.

Ce projet sera-il suivi par d'autres? En 2012, Marseille, Strasbourg, Bordeaux, Toulouse et Nancy étaient favorables à une expérimentation, mais beaucoup ont changé d'avis.

Seule Strasbourg est "toujours candidate", tandis que Bordeaux, qui n'a "pas d'opposition de principe", préfère une salle intégrée dans une structure hospitalière.

Illustration(s) :



Joel Saget

Remi Feraud le 10 octobre 2013 à Paris

Nom de la source

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 3 avril 2015

Le Point.fr • 709 mots

À Paris, la future "salle de shoot" fait toujours grincer des dents

Source AFP

La loi devant garantir juridiquement le dispositif en discussion à l'Assemblée nationale a relancé le débat dans le quartier de la gare du Nord.

"**N**on à la salle de shoot" : la banderole est toujours là, au 3^e étage de l'immeuble. L'expérimentation de salles de consommation à moindre risque (SCMR) pour les toxicomanes, en discussion à l'Assemblée, relance la polémique sur le premier projet prévu à Paris. Le lieu a été dévoilé en mai 2013 : derrière la gare du Nord, au numéro 39 du boulevard de la Chapelle, sur un terrain mis à disposition par la SNCF, dont l'accès est actuellement protégé par un portail gris. Autour, les voies de chemin de fer, des baraquements, le métro aérien et un ensemble d'immeubles d'habitations, qui abrite aussi le théâtre des Bouffes du Nord. Le site n'a pas évolué depuis qu'un avis du Conseil d'État a mis le projet en suspens en octobre 2013, préconisant en amont de l'expérimentation qu'une loi garantisse juridiquement le dispositif.

Si cette loi actuellement examinée par les députés est finalement votée, un bâtiment préfabriqué d'environ 200 m² sera construit afin d'accueillir entre 100 à 150 toxicomanes par jour. La salle, qui sera gérée par Gaïa-Paris, une association d'aide aux drogués, doit ouvrir sept jours sur sept, mais sept heures par jour. Elle doit permettre à un public marginalisé de consommer ses

drogues sous supervision de personnels de santé, et non dans la rue, les sanisettes ou les halls d'immeubles. Pas question de leur fournir la drogue, mais simplement de réduire les overdoses, la propagation de maladies transmissibles par seringues contaminées et les troubles à l'ordre public.

"On est toujours partant pour cette salle", assure le maire PS du 10^e arrondissement, Rémi Féraud, qui porte le projet. "La situation sur le terrain n'a pas changé, les sanisettes font office de salles de shoot improvisées, et on trouve toujours des seringues dans la rue." Ce que confirment deux agents de la voirie rencontrés près de la gare du Nord. "On en trouve régulièrement dans le caniveau, surtout derrière la gare."

"Elle est où, la salle ?"

Contrariété supplémentaire aux yeux des riverains, un campement d'une centaine de tentes s'est installé à quelques mètres, sous le métro aérien. Des migrants érythréens, soudanais ou éthiopiens qui espèrent se rendre en Angleterre. "La salle doit s'installer dans un contexte le plus serein possible", dit Rémi Féraud, demandant à l'État de trouver des solutions d'hébergement à ces exilés. Mais les riverains les plus proches ne désarment pas. "Dans

© 2015 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20150403-POR-006677369



l'immeuble, on est tous opposés", affirme un résident du numéro 39, où, dit-il, "les toxicomanes se faufilent déjà en demandant : *elle est où, la salle ?*" Elle sera située derrière un portail attenant.

Ils craignent l'arrivée massive de drogués et de dealers. Une inquiétude relayée par l'association Parents contre la drogue. "Ça va causer d'énormes problèmes de sécurité", assure son président, Serge Lebigot, affirmant qu'à Barcelone, où existe une salle similaire, "il y a des dizaines de toxicomanes à l'intérieur", mais "des centaines à l'extérieur". L'association de riverains Vivre gare du Nord et Est et un collectif d'habitants ont recueilli en juillet 2013 un millier de signatures contre le projet. "Je comprends la volonté de ces riverains d'éloigner cette salle, mais il n'y a pas d'autre alternative en vue", dit monsieur Féraud. Si les débats avaient été houleux lors des réunions de concertation en mairie, il rappelle qu'il a été réélu aux dernières élections municipales "alors que la salle figurait clairement sur (son) programme".

Caroline, une riveraine, concède que, même si elle n'est "pas rassurée", "c'est un projet qui vaut la peine. On ne peut pas ignorer que des gens se droguent sous le métro aérien". Pour Déborah Pawlick, élue UMP du 10e, "c'est l'abandon de la lutte contre la drogue". Selon elle, "les toxicomanes disent eux-mêmes qu'ils n'iraient pas dans ce genre de salles". Si la loi passe avant l'été, Rémi Féraud espère ouvrir la salle l'hiver prochain. Ce projet sera-t-il suivi par d'autres ? En 2012, Marseille, Strasbourg, Bordeaux, Toulouse et Nancy étaient favorables à une expérimentation, mais beaucoup ont changé d'avis. Seule Strasbourg est

"toujours candidate", tandis que Bordeaux, qui n'a "pas d'opposition de principe", préfère une salle intégrée dans une structure hospitalière.


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_e_2



Samedi 20 septembre 2014

Le Parisien • p. 75_E_2 • 110 mots

Paris

La salle de shoot de retour

/espace-premium/paris-75/la-salle-de-shoot-de-retour-20-09-2014-4149611.php

/espace-premium/paris-75/la-salle-de-shoot-de-retour-20-09-2014-4149611.php

Les députés socialistes ont décidé de « mettre la pression ». Ils ont déposé mercredi une proposition de loi visant à accélérer l'expérimentation pour six ans de salles de consommation à moindre risque (SCMR), les très controversées « salles de shoot », déjà prévues par le futur projet de loi sur la santé de la ministre Marisol Touraine. L'une d'entre elle est prévue boulevard de la Chapelle (Xe), dans le secteur de la gare du Nord, qui concentre un très grand nombre de polytoxicomanes. « Seront accueillis des usagers majeurs, qui apportent et consomment sur place leurs produits, sous la supervision de professionnels de santé également chargés de l'accès aux soins », précisent les socialistes. Le texte devrait être présenté en Conseil des ministres dans les prochaines semaines pour un examen au Parlement début 2015.

© 2014 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20140920-PA-4149611

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 19 juin 2014 • 14:01:50 GMT

AFP Infos Françaises • 492 mots

Le projet de "salle de shoot à Paris" remis sur les rails

Paris, 19 juin 2014 (AFP) - La future loi santé, qui va encadrer légalement l'expérimentation en France de "salle de shoot", remet sur les rails un projet au point mort depuis un avis négatif du Conseil d'Etat en octobre, et qui avait suscité une vive opposition.

La loi santé va "définir le cadre de l'expérimentation de salles de consommation à moindre risque" pour les toxicomanes, a déclaré jeudi la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine.

Cette annonce était attendue par les défenseurs d'un projet de salle qui devait voir le jour près de la gare du Nord à Paris, reporté sine die en octobre quand le Conseil d'Etat a recommandé, en préalable à toute expérimentation, l'adoption d'une loi, afin d'assurer une meilleure garantie juridique au dispositif.

Le gouvernement avait donné en février 2013 son feu vert à l'expérimentation d'une telle salle, destinée aux toxicomanes précarisés, qui se shootent dans la rue, les sanisettes, parkings ou halls d'immeubles, dans des conditions d'hygiène déplorables.

Ce type de salle, qui existe dans une dizaine de pays, doit permettre à ce public marginalisé de consommer ses drogues sous supervision de personnels de santé et de réduire les troubles à

l'ordre public et la propagation du sida par seringues contaminées.

Mais l'avis du Conseil d'Etat a mis un coup d'arrêt au projet, pour lequel un lieu avait été trouvé il y a plus d'un an: derrière la gare du Nord, sur un terrain mis à la disposition de la ville de Paris par la SNCF.

Le site attend toujours la construction d'un bâtiment préfabriqué d'environ 200m2, destiné à accueillir entre 100 à 150 toxicomanes par jour, à raison d'une vingtaine à la fois. La salle, qui sera gérée par Gaia-Paris, une association d'aide aux drogués, doit ouvrir sept jours sur sept.

"On nous a laissé faire les entretiens d'embauche" pour le personnel "et on a dû tout arrêter", se désole Elisabeth Avril, la directrice de Gaia, échaudée par cet épisode. Elle réclame "un programme clair et transparent pour tout le monde, y compris pour les riverains", se souvenant de réunions publiques houleuses en mairie, face à des riverains et des élus de droite parfois très remontés.

- Ouverture renvoyée en 2016 -

"La seule partie du projet qui ait vu le jour, souligne-t-elle, c'est la partie +répression+", avec la mise en place d'une brigade spécialisée de policiers autour du site. "Ils harcèlent les usagers de drogue, les dispersent. Du coup ces derniers prennent plus de risques, se

© 2014 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20140619-AF-tx-par-tqy14



shootent très vite et laissent leur matériel par terre (seringues, etc.), alors qu'auparavant ils nous le rapportaient".

caz/via/jag

"C'est vrai que pour le moment, du projet n'est resté que la brigade", reconnaît le maire PS du Xe arrondissement de Paris, Rémi Féraud, premier défenseur de cette "salle de shoot". Mais "nous sommes toujours volontaires pour cette expérimentation", insiste-t-il, car "le besoin est toujours réel, le nombre d'usagers autour de la gare est toujours aussi important, voire plus".

Assurant que la majorité des habitants, qui l'ont réélu dans l'arrondissement malgré une campagne de la droite centrée sur la salle de shoot, "n'est pas hostile au projet", il note que l'adoption de la future loi santé "n'est pas pour tout de suite". Présentée en septembre au conseil des ministres, elle sera examinée début 2015 à l'Assemblée. "Ça renvoie plutôt l'ouverture de la salle à 2016", estime-t-il.

La mairie de Paris confirme de son côté qu'elle tiendra "son engagement de mettre en place" une telle salle "quand la loi le permettra".

"Ils feraient mieux de s'occuper des Français que des salles de shoot", estime Serge Lebigot, président de l'association Parents contre la drogue, qui a porté plainte contre le projet.

L'association de riverains "Vivre gare du Nord et Est", réclame elle un autre lieu que celui choisi, "sordide", selon son président Pierre Coulogner, qui souhaite également un projet plus tourné vers "l'incitation à la sortie de la drogue" que vers "le confort et l'hygiène", qui "vont les amener à continuer à se droguer".


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_e_3



Samedi 24 mai 2014

Le Parisien • p. 75_E_3 • 162 mots

Paris

Salle de shoot : le projet n'est pas abandonné

La salle de shoot, qui devait ouvrir en novembre dans le quartier de la gare du Nord (Xe) et accueillir quelque 200 toxicomanes chaque jour, n'a finalement pas vu le jour. Mais le projet n'est pas abandonné pour autant, malgré l'avis négatif rendu par le Conseil d'Etat. Ce dernier souligne que l'installation d'une telle structure ne serait pas conforme à la loi de 1970 sur la consommation de stupéfiants. La maire PS de Paris, Anne Hidalgo, l'affirmait déjà en tant que candidate à l'hôtel de ville : la capitale continue son travail avec le ministère de la Santé pour que le projet puisse voir le jour. Karim, bénévole à l'association Gaïa, qui travaille à la préfiguration de la salle de consommation, se montre très optimiste. « Il faut changer la loi, mais il y a une réelle urgence sanitaire et tout le monde est mobilisé... Le lieu pourrait ouvrir dès cette année. D'ailleurs, nous avons déjà commencé des actions auprès des toxicomanes, en multipliant les maraudes et en installant des usagers relais, qui font le lien entre les consommateurs et les associations. »

Adopté l'été dernier en Conseil de Paris, le projet, que certains appellent de leurs vœux, divise le quartier et s'est attiré les foudres de l'association Parents contre la drogue, qui a déposé un recours devant le Conseil d'Etat. C.B.

© 2014 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20140524-PA-3866355



Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 15 octobre 2013

Le Monde.fr • 617 mots

L'ouverture de la "salle de shoot" à Paris remise en cause

20131010

2 0131010 Mauvaise nouvelle pour le gouvernement du côté des salles de consommation de drogue à moindre risque. Le ministère de la santé a dû informer, jeudi 10 octobre, que [le Conseil d'Etat "recommande d'inscrire le dispositif dans la loi"](#). Autrement dit, que la position de l'institution remet en cause la stratégie adoptée pour expérimenter ce que ses opposants appellent une "salle de shoot". Celle-ci devait ouvrir, en novembre, dans le 10^e arrondissement de Paris. Jeudi matin, France Inter a dévoilé la position du Conseil d'Etat.

L'objectif de ces espaces supervisés par des professionnels de santé est de réduire les risques d'infections ou d'overdoses liés à la consommation de drogues par les plus précaires, mais aussi de limiter les nuisances pour le voisinage dus à l'usage de stupéfiants dans les lieux publics.

Les acteurs du dossier étaient partis du principe que pour lancer cette expérimentation, il n'y avait pas besoin de toucher à la loi de 1970 qui interdit l'usage de stupéfiants. Déjà, celle-ci avait en fait été aménagée. Il aurait donc suffi de publier un décret, qui permettrait d'élargir les prérogatives jusque-là accordées aux lieux d'accueil des toxicomanes, comme les Caarud, où il est par exemple possible de distribuer

des seringues, sans risquer d'être poursuivi pour facilitation de l'usage des drogues. Il devait suffire d'y intégrer le principe des salles de consommation de drogue.

<< Lire notre reportage interactif [Paris, angoisse et espoir autour de la "salle de shoot"](#)

INQUIÉTUDE DES ASSOCIATIONS

Le gouvernement a voulu s'assurer juridiquement en saisissant le Conseil d'Etat. Il se retrouve désormais coincé. *"Le gouvernement va travailler avec les acteurs concernés par ce projet à la sécurisation juridique de ce dispositif"*, indique le ministère dans son communiqué, sans donner plus de détails, ni sur le comment, ni sur le calendrier, qui sera discuté avec la Ville de Paris et les associations.

<< Lire les réactions [NKM évoque "un désaveu"](#), [Hidalgo tempore](#)

Tout juste montre-t-il, politiquement, son attachement à lancer une expérimentation. Qu'il passe outre l'avis du Conseil d'Etat paraît peu probable, car il serait par la suite facilement attaqué. Mais toucher à la loi de 1970 pour que l'expérimentation soit lancée prendra du temps, et vu le symbole que cela représente, ne sera pas forcément la priorité du gouvernement dans les mois

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131015-LMF-3492946



qui viennent, s'inquiète-t-on du côté des associations.

Pour elles, l'avis du Conseil d'Etat est donc un coup dur, alors qu'un lieu avait été trouvé à Paris, près de la gare du Nord, qu'une subvention de la Ville de Paris avait été votée et que, ces derniers jours, on attendait la publication au JO du fameux décret pour pouvoir lancer les travaux, ce qui aurait permis une ouverture en décembre.

"Nous sommes atterrés, on nous avait présenté le passage devant le Conseil d'Etat comme une formalité. Cela fait trois ans que nous travaillons sur ce projet, il y a un mois, on nous disait que tout allait bien. Un lieu a été trouvé, des gens recrutés, et c'est à la fin qu'on s'aperçoit que cela ne va pas être possible !" , s'énervé le docteur Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa-Paris, l'association qui porte le projet, qui reproche au gouvernement de s'être pris "les pieds dans le tapis" en demandant l'avis du Conseil d'Etat.

"UNE DEUXIÈME VICTOIRE" POUR LES OPPOSANTS

Un coup dur, aussi, pour le gouvernement, alors qu'en février, c'est directement Matignon qui avait donné son feu vert à une expérimentation à Paris d'un espace tel qu'il en existe déjà dans sept autres pays européens. Il y a encore trois semaines, l'expérimentation était une des mesures phares du plan de lutte contre la drogue et les conduites addictives 2013-2017 présenté par le gouvernement. Il y était indiqué que d'ici à 2017, une deuxième expérimentation serait lancée.

L'avis du Conseil d'Etat va en revanche réjouir les opposants à l'expérimentation de ce nouvel outil de réduction des

risques (après l'échange de seringues ou la distribution de produits de substitution). En premier lieu l'association Parents contre la drogue, qui avait cet été annoncé avoir déposé deux plaintes ainsi qu'un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision de Matignon, estimant illégale la création d'une salle de shoot.

"Nous sommes très contents, car c'est une deuxième victoire pour nous, alors que le Conseil d'Etat nous a déjà donné raison en août en considérant notre recours recevable" , Serge Lebigot, son président. "Si Marisol Touraine est si sûre que les salles de shoot, c'est formidable, pourquoi ne passe-t-elle pas devant le Parlement ?" , insiste-t-il, dénonçant une "manipulation du gouvernement et de la mairie de Paris" . Ou encore, en pleine bataille pour les municipales, l'UMP, clairement contre aussi.

"Nous allons retravailler avec le ministère de la santé" , a indiqué la candidate socialiste, Anne Hidalgo, interrogée sur France Info jeudi matin, reconnaissant qu'il ne sera sans doute pas possible d'ouvrir avant l'échéance électorale...

<< Lire sur le blog "Un monde cent drogues" : [Salle de shoot : pourquoi ça chauffe à Paris ?](#)

**Nom de la source**

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 1



Vendredi 11 octobre 2013

Charente Libre • Nord • p. 1 • 120 mots

Paris

La «salle de shoot» hors-la-loi

Le projet d'une salle
de consommation

de drogue aux abords de la gare du Nord

à Paris va être reporté.

Le Conseil d'État recommande

au préalable une loi.

Page 49

L'équipe de France affronte l'Australie

ce soir au Parc. Avec

les barrages en tête.

Page 43

Le projet d'une salle

de consommation

de drogue aux abords de la gare du Nord

à Paris va être reporté.

Le Conseil d'État recommande

au préalable une loi.

Page 49

L'équipe de France affronte l'Australie

ce soir au Parc. Avec

les barrages en tête.

Page 43

Le projet d'une salle

de consommation

de drogue aux abords de la gare du Nord

à Paris va être reporté.

Le Conseil d'État recommande

au préalable une loi.

Page 49

L'équipe de France affronte l'Australie

ce soir au Parc. Avec

les barrages en tête.

Page 43

© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et
conventions internationales sur le droit d'auteur et
son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-
POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle
et temporaire.

news:20131011-CHA-les×1bleus×1en×1réglage×1contre×1l×6australie(1
655366)



LesEchos**Nom de la source**

Les Echos

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 13



Vendredi 11 octobre 2013

Les Echos • no. 21541 • p. 13 • 55 mots

SALLE DE SHOOT : L'OUVERTURE à PARIS REMISE EN CAUSE

LES ECHOS

Le projet d'une « salle de shoot », déjà bien avancé près de la gare du Nord à Paris, et qui devait ouvrir mi-novembre, sera reporté d'au moins quelques mois. Le Conseil d'Etat a recommandé hier une loi avant d'ouvrir une telle salle. La ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a confirmé que le gouvernement présenterait un projet de loi pour « *sécuriser juridiquement* » ce projet.

© 2013 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131011-EC-0203060004156

**Nom de la source**

Paris-Normandie

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rouen, Haute-Normandie, France

Vendredi 11 octobre 2013

Paris-Normandie • Dieppe-Pays de Bray • p. HAVP_47 • 241 mots

DisparitionDaniel DuvalLe comédien et réalisateur Daniel Duval est décédé hier, emporté par la maladie, à l'âge de 68 ans. Cette gueule du cinéma français, au visage buriné est longtemps restée, pour les cinéphiles, le proxénète aux méthodes expéditives de La Dérobade (1979). Il y donne la réplique à Miou-Miou qui joue une prostituée tombée dans ses filets. Plus récemment, il a joué pour Olivier Marchal dans 36, quai des Orfèvres et Les Lyonnais, ou encore à la télévision dans la série Engrenages. Également metteur en scène, son dernier film, Le Temps des porte-plumes, est sorti en 2006.SantéLa salle de shoot décaléeLe projet d'une salle de consommation de drogue, prévue pour ouvrir mi-novembre aux abords de la gare du Nord à Paris, va être reporté d'au moins quelques mois puisque le Conseil d'État recommande au préalable une loi.La ministre des Affaires sociales et de la Santé

© 2013 Paris-Normandie. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131011-PAN-6265312



confirme que le gouvernement va présenter un projet de loi pour « sécuriser juridiquement » ce projet.

Faits divers

Deux policiers blessés

Deux policiers ont été blessés hier matin à l'arme blanche à Lorient, dont l'un gravement en tombant dans un escalier, tandis que leur agresseur a été blessé par un tir à l'abdomen. Les faits se sont produits alors que la police avait été appelée pour une intervention concernant un différend familial.

Interpellation musclée : pas de poursuite

Les policiers impliqués le 18 août dernier dans une interpellation musclée dans le quartier de la Rabière, à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire), ne seront pas poursuivis, a indiqué le parquet de Tours. La vidéo de la scène, réalisée par un témoin, avait été abondamment visionnée sur internet, sous le titre « Honte à la police française ».

L'une des avocates se tourne désormais vers une citation directe d'un des deux policiers, en vue de saisir le tribunal directement des faits. L'un des policiers, qui avait

été mordu par l'une des femmes, a porté plainte pour rébellion et violence. L'affaire sera jugée le 22 octobre à Tours.



Nom de la source

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 49



Vendredi 11 octobre 2013

Charente Libre • Toutes • p. 49 • 333 mots

La drogue au nom de la loi

N L'ouverture prévue à Paris d'une salle de shoot est remise en cause n Le Conseil d'Etat préconise une loi pour ouvrir ce type de lieu.

Le projet d'une salle de consommation de drogue, déjà bien avancé aux abords de la gare du Nord à Paris, va être reporté d'au moins quelques mois puisque le Conseil d'État recommande au préalable une loi.

C'est Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de la capitale, qui a dévoilé hier matin sur France Info que, pour le Conseil d'État, «il faut une loi pour pouvoir autoriser ce type de lieu» qu'elle préfère appeler «salle médicalisée». «Nous allons retravailler avec le ministère de la Santé», a ajouté la première adjointe de Bertrand Delanoë.

«Le Conseil d'État a procédé à l'examen de ce projet le 8 octobre dernier et a recommandé au gouvernement d'inscrire dans la loi le principe de ce dispositif pour plus de garantie juridique», a confirmé le ministère des Affaires sociales et de la Santé.

«Le Conseil d'État recommande de passer par une loi, c'est un conseil qu'évidemment nous allons suivre», a déclaré la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine hier.

«Nous allons retravailler avec le ministère de la Santé», a affirmé de son côté Anne Hidalgo, première adjointe PS du maire de Paris.

Les opposants à la salle de shoot qui manifestaient en juillet, sont satisfaits de la décision. Photo AFP

Cette «salle de consommation de drogue à moindre risque» devait ouvrir en novembre dans un quartier du nord-est de Paris fréquenté par de nombreux toxicomanes. Le projet, adopté en juillet par le Conseil de Paris, s'était heurté à une très vive opposition de la droite et d'associations.

«On est plus que contents», a réagi le président de Parents contre la drogue, Serge Lebigot. «Le Conseil d'État confirme ce qu'on dit, que sans modification de la loi, il n'est pas question de faire de salle de shoot».

Le gouvernement avait autorisé en février l'installation à titre expérimental de cette salle, sur un terrain mis à disposition par la SNCF. Un bâtiment d'environ 200 m2 devait y être construit pour accueillir entre 100 à 150 personnes par jour et la salle devait ouvrir sept jours sur sept.

«On était prêt à ouvrir mi-novembre. Les travaux devaient être lancés, on était en train de recruter des gens, on doit tout arrêter», a déploré «atterrée» Elizabeth Avril, directrice de l'association.

Il n'y a «pas de remise en cause» sur ce qui existe en matière de réduction des risques, a tempéré la présidente de

© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131011-CHA-la-drogue-1au-1nom-1de-1la-1loi(1655207)



la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), rappelant que le Conseil d'État ne s'était en aucun cas «prononcé sur le fondement de santé publique du dispositif».

«Le gouvernement a simplement souhaité avoir l'avis du Conseil d'État sur le décret permettant l'expérimentation d'une salle, afin d'être assuré de la sécurisation juridique du dispositif», en d'autres termes que le cadre soit *«défini et clair»*, a expliqué à Danièle Jourdain-Menninger.

Le maire du Xe arrondissement, Rémi Féraud (PS), *«espère que le gouvernement trouvera les moyens d'avancer»* sur le projet.

**Nom de la source**

Ouest-France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Vendredi 11 octobre 2013

Ouest-France • Toutes éditions • 90 mots

Paris : pas de « salle de shoot » sans loi préalable

Une « salle de consommation de drogue à moindre risque », où les toxicomanes sont encadrés et aidés par des soignants, devait ouvrir à la mi-novembre, près de la gare du Nord. Le projet avait été adopté cet été par le Conseil de Paris. Il était très critiqué par la droite et des associations familiales. Cette « salle de shoot » ne fonctionnera pas avant plusieurs mois. En effet, hier, le Conseil d'État a recommandé au gouvernement « d'inscrire dans la loi le principe de ce dispositif, pour plus de garantie juridique ». La loi de 1970 dit que l'usage de stupéfiants est prohibé. Pour aménager cette interdiction, il faut donc une loi. La Ville de Paris et le ministère de la Santé vont retravailler le projet.

© 2013 Ouest-France. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131011-OF-66111977



**Nom de la source**

AFP Infos Mondiales

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 10 octobre 2013 • 13:12:21 GMT

AFP Infos Mondiales • 291 mots

France: Un projet de "salle de shoot" à Paris reporté faute de loi

PARIS, 10 oct 2013 (AFP) - - Le projet d'une "salle de shoot" à Paris, telle qu'il en existe dans plusieurs pays européens, a été reporté jeudi, le conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative, recommandant au préalable l'adoption d'une loi.

Cette "salle de consommation de drogue à moindre risque", qui devait être la première en France, devait ouvrir en novembre dans un quartier du nord-est de Paris, près de la gare du Nord, fréquenté par de nombreux toxicomanes.

Un bâtiment d'environ 200 mètres carrés devait être installé sur un terrain vague pour accueillir entre 100 à 150 personnes par jour, et la salle devait ouvrir sept jours sur sept.

Porté par le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë et la majorité de gauche au conseil municipal, le projet "expérimental" s'est heurté à une très vive opposition de la droite et d'associations de quartier.

Le gouvernement, qui le soutenait, avait soumis son décret d'autorisation au conseil d'Etat, qui a donc recommandé "d'inscrire dans la loi le principe de ce dispositif pour plus de garantie juridique", a expliqué le ministère des Affaires sociales et de la Santé.

"La volonté du gouvernement (...), c'est de faire en sorte que les personnes qui

souffrent d'addictions soient mieux suivies, mieux accompagnées, et cela doit se faire évidemment dans un cadre juridique qui ne souffre aucune discussion", a souligné la ministre Marisol Touraine.

"Nous allons retravailler avec le ministère de la Santé", a affirmé de son côté Anne Hidalgo, première adjointe du maire de Paris et candidate à la succession de M. Delanoë aux élections municipales d'avril 2014.

En tout état de cause, ce projet controversé ne verra pas le jour avant cette échéance électorale.

Thierry Vidor, du collectif contre les addictions, opposé au projet, s'est dit "heureux" de ce report, ajoutant que la "salle de shoot" ouvre, selon lui, la voie à un "suicide sous assistance" et représente "la première étape vers une dépénalisation des drogues".

Mais le maire de l'arrondissement, Rémy Féraud (socialiste), a évoqué "l'état sanitaire déplorable" des toxicomanes qui fréquentent le quartier de la gare du Nord où "des milliers de seringues (sont) abandonnées sur la voie publique".

"Le seul moyen d'améliorer la sécurité des habitants et la santé des usagers est d'ouvrir une salle de consommation à moindre risque", a-t-il défendu.

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131010-AI-tx-par-qdb26



Des salles de shoot existent déjà dans en plusieurs villes en Suisse, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas.

pau-ger/ao/nou/plh



Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 10 octobre 2013

Le Monde.fr • 617 mots

L'ouverture de la "salle de shoot" à Paris remise en cause

20131010

2 0131010 Mauvaise nouvelle pour le gouvernement du côté des salles de consommation de drogue à moindre risque. Le ministère de la santé a dû informer, jeudi 10 octobre, que [le Conseil d'Etat "recommande d'inscrire le dispositif dans la loi"](#). Autrement dit, que la position de l'institution remet en cause la stratégie adoptée pour expérimenter ce que ses opposants appellent une "salle de shoot". Celle-ci devait ouvrir, en novembre, dans le 10^e arrondissement de Paris. Jeudi matin, France Inter a dévoilé la position du Conseil d'Etat.

L'objectif de ces espaces supervisés par des professionnels de santé est de réduire les risques d'infections ou d'overdoses liés à la consommation de drogues par les plus précaires, mais aussi de limiter les nuisances pour le voisinage dus à l'usage de stupéfiants dans les lieux publics.

Les acteurs du dossier étaient partis du principe que pour lancer cette expérimentation, il n'y avait pas besoin de toucher à la loi de 1970 qui interdit l'usage de stupéfiants. Déjà, celle-ci avait en fait été aménagée. Il aurait donc suffi de publier un décret, qui permettrait d'élargir les prérogatives jusque-là accordées aux lieux d'accueil des toxicomanes, comme les Caarud, où il est par exemple possible de distribuer

des seringues, sans risquer d'être poursuivi pour facilitation de l'usage des drogues. Il devait suffire d'y intégrer le principe des salles de consommation de drogue.

<< Lire notre reportage interactif [Paris, angoisse et espoir autour de la "salle de shoot"](#)

INQUIÉTUDE DES ASSOCIATIONS

Le gouvernement a voulu s'assurer juridiquement en saisissant le Conseil d'Etat. Il se retrouve désormais coincé. *"Le gouvernement va travailler avec les acteurs concernés par ce projet à la sécurisation juridique de ce dispositif"*, indique le ministère dans son communiqué, sans donner plus de détails, ni sur le comment, ni sur le calendrier, qui sera discuté avec la Ville de Paris et les associations.

<< Lire les réactions [NKM évoque "un désaveu"](#), [Hidalgo tempore](#)

Tout juste montre-t-il, politiquement, son attachement à lancer une expérimentation. Qu'il passe outre l'avis du Conseil d'Etat paraît peu probable, car il serait par la suite facilement attaqué. Mais toucher à la loi de 1970 pour que l'expérimentation soit lancée prendra du temps, et vu le symbole que cela représente, ne sera pas forcément la priorité du gouvernement dans les mois

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20131010-LMF-3492946



qui viennent, s'inquiète-t-on du côté des associations.

Pour elles, l'avis du Conseil d'Etat est donc un coup dur, alors qu'un lieu avait été trouvé à Paris, près de la gare du Nord, qu'une subvention de la Ville de Paris avait été votée et que, ces derniers jours, on attendait la publication au JO du fameux décret pour pouvoir lancer les travaux, ce qui aurait permis une ouverture en décembre.

"Nous sommes atterrés, on nous avait présenté le passage devant le Conseil d'Etat comme une formalité. Cela fait trois ans que nous travaillons sur ce projet, il y a un mois, on nous disait que tout allait bien. Un lieu a été trouvé, des gens recrutés, et c'est à la fin qu'on s'aperçoit que cela ne va pas être possible !" , s'énervé le docteur Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa-Paris, l'association qui porte le projet, qui reproche au gouvernement de s'être pris "les pieds dans le tapis" en demandant l'avis du Conseil d'Etat.

"UNE DEUXIÈME VICTOIRE" POUR LES OPPOSANTS

Un coup dur, aussi, pour le gouvernement, alors qu'en février, c'est directement Matignon qui avait donné son feu vert à une expérimentation à Paris d'un espace tel qu'il en existe déjà dans sept autres pays européens. Il y a encore trois semaines, l'expérimentation était une des mesures phares du plan de lutte contre la drogue et les conduites addictives 2013-2017 présenté par le gouvernement. Il y était indiqué que d'ici à 2017, une deuxième expérimentation serait lancée.

L'avis du Conseil d'Etat va en revanche réjouir les opposants à l'expérimentation de ce nouvel outil de réduction des

risques (après l'échange de seringues ou la distribution de produits de substitution). En premier lieu l'association Parents contre la drogue, qui avait cet été annoncé avoir déposé deux plaintes ainsi qu'un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision de Matignon, estimant illégale la création d'une salle de shoot.

"Nous sommes très contents, car c'est une deuxième victoire pour nous, alors que le Conseil d'Etat nous a déjà donné raison en août en considérant notre recours recevable" , Serge Lebigot, son président. "Si Marisol Touraine est si sûre que les salles de shoot, c'est formidable, pourquoi ne passe-t-elle pas devant le Parlement ?" , insiste-t-il, dénonçant une "manipulation du gouvernement et de la mairie de Paris" . Ou encore, en pleine bataille pour les municipales, l'UMP, clairement contre aussi.

"Nous allons retravailler avec le ministère de la santé" , a indiqué la candidate socialiste, Anne Hidalgo, interrogée sur France Info jeudi matin, reconnaissant qu'il ne sera sans doute pas possible d'ouvrir avant l'échéance électorale...

<< Lire sur le blog "Un monde cent drogues" : [Salle de shoot : pourquoi ça chauffe à Paris ?](#)

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mercredi 11 septembre 2013 • 13:15:36 GMT

AFP Infos Françaises • 114 mots

Paris: une équipe de policiers dédiée au quartier de la "salle de shoot"

PARIS, 11 sept 2013 (AFP) - - Une équipe de policiers sera spécialement affectée à la sécurité du quartier de la gare du Nord, où doit ouvrir "en novembre" une salle de consommation de drogue à moindre risque, a annoncé mercredi le maire du Xe arrondissement de Paris, Rémi Féraud.

La salle "ouvrira a priori au mois de novembre. C'est en tout cas ce que je souhaite comme calendrier. Il reste des conditions à réunir, des travaux à réaliser qui commencent en ce moment", a déclaré M. Féraud sur France Bleu 107.1

Selon le maire, patron de la fédération PS de Paris, il y aura "une équipe de policiers supplémentaires, spécialement dédiée au quartier de la gare du Nord et de la salle de consommation de drogue à moindre risque".

"Je l'ai posée comme condition, je sais que la préfecture de police travaille dessus", a précisé M. Féraud à l'AFP.

L'installation de cette "salle de shoot" dans le quartier de la gare du Nord suscite le mécontentement de certains riverains, et a été vivement dénoncée par l'opposition municipale.

sl/mad/er

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130911-AF-tx-par-ngk05



**Nom de la source**

AFP Doc

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Samedi 6 juillet 2013 • 13:29:34 GMT

AFP Doc • 221 mots

Salle de shoot: nouvelle manifestation d'opposants à Paris

Paris (AFP) - Plusieurs dizaines d'opposants à l'installation d'une salle de shoot près de la Gare du Nord à Paris se sont rassemblés samedi, scandant "Dealers en liesse, habitants en détresse", ont constaté des journalistes de l'AFP sur place.

"Nous exprimons un ras-le-bol contre une politique aberrante, précipitée, sous prétexte de santé publique", a fustigé Pierre Coulogner président de l'association Vivre Gares du Nord & Est, dénonçant "une sorte de couloir sordide, un appel d'air supplémentaire" aux toxicomanes, déjà très présents dans ce quartier populaire du nord-est de Paris.

De nombreuses affiches hostiles étaient accrochées sur les façades à proximité du lieu où devrait être installée la salle de shoot, peut-être dès l'automne, sur un terrain de la SNCF mis à disposition pour trois ans.

"Il n'est pas normal d'accueillir les drogués au milieu des habitations et des écoles alors qu'il y a une structure hospitalière à 100 mètres capable de prendre en charge ce genre de patients", a plaidé Claire Cebbaha, mère de famille et riveraine, faisant allusion à l'hôpital Lariboisière.

Joint par l'AFP, le maire (PS) du Xe arrondissement, Rémi Féraud, a jugé "ces peurs complètement infondées" même s'il "comprend les inquiétudes".

François Guillot

Plusieurs dizaines d'opposants à l'installation d'une salle de shoot près de la Gare du Nord à Paris se sont rassemblés samedi, scandant "Dealers en liesse, habitants en détresse", ont constaté des journalistes de l'AFP sur place.

Pour lui, "cette expérimentation est importante, elle a un double objectif : inscrire les toxicomanes dans un parcours de soins" et "réduire les nuisances dans un espace public parce qu'aujourd'hui la plupart des drogués s'injectent sur la voie publique".

Illustration(s) :

François Guillot

Joint par l'AFP, le maire (PS) du Xe arrondissement, Rémi Féraud, a jugé "ces peurs complètement infondées" même s'il "comprend les inquiétudes".

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130706-AFD-588828a2-b2be-478b-a90b-5b6724729b00



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 4 juillet 2013 • 09:47:50 GMT

AFP Infos Françaises • 285 mots

Ouverture prochaine d'une "salle de shoot" à Paris: une association porte plainte

PARIS, 04 juil 2013 (AFP) - - Une association de parents a porté plainte au pénal contre l'ouverture prochaine d'une salle de consommation de drogue à Paris et va déposer un recours administratif devant le Conseil d'Etat pour bloquer le processus de mise en place, a-t-elle annoncé jeudi devant la presse.

L'association Parents contre la Drogue, forte de 300 membres en France, a déposé deux plaintes auprès du Procureur de la République et de la Cour de justice de la République "contre X pouvant être notamment le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine" pour "facilitation et provocation à l'usage illicite de stupéfiants", a expliqué Me Guillaume Jeanson, avocat de l'association.

Ces plaintes ont été envoyées par courrier recommandé mercredi au tribunal de grande instance de Paris, a-t-il précisé.

Le gouvernement a donné début février son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue (ou "salle de shoot") dans le Xe arrondissement, une première en France.

Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous

supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public.

Me Jeanson doit aussi déposer dans la journée un recours administratif auprès du Conseil d'Etat pour "excès de pouvoir", réclamant l'annulation de la décision du Premier ministre du 5 février 2013 d'autoriser l'expérimentation de cette salle à Paris.

"Nous intimons l'ordre de suspendre immédiatement toute mesure visant à ouvrir cette salle de shoot, jusqu'à ce que le Conseil d'Etat se prononce", a précisé l'avocat.

Cette action vise notamment le Conseil de Paris, qui doit voter lundi une délibération relative au dépôt du permis de construire de l'établissement, qui sera installé dans une annexe de la SNCF, derrière la gare du Nord.

Si le Premier ministre, la ministre de la Santé et la mairie de Paris "passent en force", "nous ferons un recours en référé suspension pour bloquer le projet de déroulé des travaux", a précisé l'avocat.

Pour le président de l'association Serge Lebigot, "il faut un débat parlementaire sur le sujet. Or, l'objectif du gouvernement est d'éviter tout débat".

Selon lui, "on va fixer un point d'ancrage de la toxicomanie et des dealers" autour de la salle.

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130704-AF-tx-par-hda72



L'association, qui entend se rapprocher des associations de riverains contre le projet, va également "interpeller tous les candidats à la mairie de Paris", pour les amener à se positionner sur la question.

caz/mm/ed



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 3 juillet 2013

Le Figaro.fr • 398 mots

À Paris, l'inquiétude des habitants et des commerçants, voisins de la future salle de shoot

Theodet, Nicolas

Plusieurs associations de riverains protestent contre l'ouverture d'une salle de shoot aux abords de la gare du Nord. Elles suggèrent de l'installer à l'hôpital Lariboisière, mieux équipé selon elles.

Salle de shoot: échanges houleux Paris: la salle de shoot ouvrira boulevard de la Chapelle Quel est l'intérêt sanitaire des salles de shoot? «Salles de shoot»: un bilan mondial plutôt négatif

Sur le boulevard de la Chapelle, la vie suit son cours, les terrasses de café profitent des premières chaleurs pour se remplir, les commerçants ouvrent leurs portes pour laisser rentrer l'air frais. Mais, sur chacune de ces portes, un papier avec une inscription en caractères rouges frappe l'oeil. «Contre une salle de shoot au rabais», y est-il inscrit.

Au-dessus du théâtre des Bouffes du Nord en pleine rénovation, une gigantesque banderole camoufle la façade latérale du premier étage. «Ici 32 enfants: une salle de shoot», accompagné des mots «Non! Non! Non!» collés sur les vitres. Car depuis l'annonce de l'ouverture d'une salle d'injections à proximité, les riverains ne décolèrent pas.

Odile, propriétaire d'un commerce et résidente du quartier, est farouchement opposée à la création de cette salle de shoot. «Dans ce quartier, il y a énormément de drogués, on les voit partout, on retrouve sans arrêt des seringues par terre, c'est un problème qu'il faut résoudre», déclare-t-elle, avant

d'ajouter «que cette ouverture ne va faire qu'inciter d'autres personnes à venir se droguer ici. Il ferait mieux d'augmenter les rondes de policiers».

Même son de cloche chez son voisin, Abdelaziz. Lui aussi habite le quartier et y possède un commerce. «J'ai des petits-enfants qui vivent ici. C'est extrêmement dangereux pour eux», s'énerve-t-il, «maintenant, imaginez un peu si on ouvre une salle de shoot dans le coin. Ça va rameuter tous les drogués de Paris et augmenter le danger déjà présent».

Même pour les commerçants qui n'habitent pas dans le quartier, la salle pose problème. Tous ont accepté la demande des associations de placer leurs affiches sur les vitrines, et aux alentours de la station de métro, on ne peut échapper à cette campagne de l'association Vivre Gares du Nord et Est. Pour eux, cette ouverture n'est qu'une forme de légalisation officieuse de la consommation de drogues.

Huit écoles à proximité, soit environ 1400 enfants

© 2013 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20130703-LFF-02a1608a-e3f4-11e2-8ff2-5aa1557aaa69



«Le point de rendez-vous des toxicomanes est à proximité de la gare du Nord. Cela ne bougera pas, il y aura maintenant deux points de ralliement des toxicomanes», déclare Pierre Coulogner, le président de l'association. «Il faut aussi penser qu'il y a près de 8 écoles à proximité qui rassemblent environ 1400 enfants», ajoute-t-il.

Mais le président de Vivre Gares du Nord et Est n'est pas contre la création d'une salle de shoot. Il est même favorable à cette idée. Pour lui, l'endroit idéal n'est autre que l'hôpital Lariboisière, qui «dispose d'un espace et d'infrastructures suffisants». Le cadre d'un hôpital, précise-t-il, permettrait de faire «un suivi médical des toxicomanes, en leur offrant des possibilités pour se sevrer et se sortir de leur dépendance».

Salle de shoot: échanges houleux
Paris: la salle de shoot ouvrira boulevard de la Chapelle
Quel est l'intérêt sanitaire des salles de shoot?
«Salles de shoot»: un bilan mondial plutôt négatif



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 3 juillet 2013

Le Figaro.fr • 537 mots

Salle de shoot à Paris : une association porte plainte

Sérès, Aude

Parents contre la drogue attaque Jean-Marc Ayrault pour « abus d'autorité » et « incitation à la consommation de stupéfiants ».

Echanges houleux sur la future salle de shoot à ParisParis: l'inquiétude des voisins de la future salle de shoot«Salles de shoot»: les leçons des expériences étrangèresDrogue: le gouvernement officialise l'interdit-autoriséLa Ville de Paris subventionne la future salle de shoot

Face à l'ouverture à l'automne d'une salle de shoot dans le Xe arrondissement de Paris, une association a décidé de monter au créneau sur le terrain juridique. Parents contre la drogue va ainsi déposer des recours devant le Conseil d'État et le juge judiciaire. «Il existe une loi qui interdit l'usage de stupéfiants en France. Au nom de quoi le permet-on dans le Xe arrondissement? s'insurge Serge Lebigot, président de cette association de protection contre la toxicomanie. On va attirer les dealers, créer une zone de non-droit et au final légaliser la drogue!» L'association, créée en 2003, critique aussi la méthode employée pour la mise en oeuvre de cette nouvelle structure. «Il n'y a eu aucun débat au Parlement sur ce sujet! Quand aux débats publics, ils ont toujours été menés par et avec des associations favorables à cette expérimentation.»

Certes, plusieurs associations de prise en charge des toxicomanes se disent favorables à cette «salle de consommation de drogue à moindre risque», notamment soutenue par la Mission interministérielle de lutte

contre la drogue et la toxicomanie (Mildt). Et ce projet, annoncé en février dernier, d'installer à Paris une telle structure commence à se concrétiser. Le Conseil de Paris devrait ainsi autoriser en début de semaine prochaine le dépôt d'une demande de permis de construire au 39, boulevard de la Chapelle (Xe) sur un terrain appartenant à la SNCF et situé proche des voies derrière la gare du Nord.

C'est sur le terrain juridique, et non sur celui de la santé publique, que l'association Parents contre la drogue, défendue par Me Guillaume Jeanson, a décidé de se placer. Dans le détail, une plainte contre X, pouvant être notamment le premier ministre Jean-Marc Ayrault et la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, va être déposée ce jeudi au tribunal de grande instance de Paris. La même plainte sera déposée auprès de la Cour de justice de la République.

Motif principal: avec ce projet, ses promoteurs auraient «facilité, tenté de faciliter ou (se seraient) rendu complice de facilitation de l'usage de stupéfiants». Dans sa plainte,

© 2013 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130703-LFF-ed2adb20-e400-11e2-8ff2-5aa1557aaa69



l'association argumente également que «la volonté politique d'ouverture d'une salle de shoot s'appuie sur des travaux d'un groupe dont l'impartialité semble faire défaut et sur une interprétation fallacieuse du rapport de l'Inserm».

«Décision manifestement illégale»

Par ailleurs, l'association va présenter au Conseil d'État une requête en annulation pour excès de pouvoir contre le premier ministre. Argument: la décision annoncée le 5 février par Jean-Marc Ayrault «suppose ni plus ni moins d'enfreindre directement ou indirectement les lois qui prohibent de la manière la plus absolue l'usage de stupéfiants». Et d'avancer une «décision manifestement illégale, procédant du fait accompli et du passage en force». Reste à savoir les résultats de ces trois plaintes.

Car les aspects juridiques de ce dossier n'ont pas été négligés par ses promoteurs, loin de là. Dans l'entourage de Jean-Marie Le Guen, adjoint au maire de Paris en charge de la santé, on indique que la mise en oeuvre de cette salle devrait être rendue possible par une modification d'un décret datant de 2005 sur les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud). Mais aussi par une circulaire pénale, pour adapter le dispositif policier autour de la salle. Ce qui ne nécessiterait donc pas de passage à l'Assemblée nationale.

En attendant, Jérôme Dubus, conseiller UMP du XVII^e arrondissement, déposera dès mardi un amendement à la délibération concernant le permis de construire de la salle. «Nous allons demander un sursis aux autorisations

tant qu'un jugement sur cette affaire déposée par l'association Parents contre la drogue ne sera pas rendu», explique-t-il. Du côté des riverains, la grogne persiste. Président du collectif Vivre gares du Nord et Est, Pierre Coulogner estime pour le moment n'avoir rien de concret pour attaquer en justice. En revanche, il dit étudier toute possibilité pour un recours. La bataille judiciaire autour de la salle de shoot ne fait donc que commencer.

Echanges houleux sur la future salle de shoot à ParisParis: l'inquiétude des voisins de la future salle de shoot«Salles de shoot»: les leçons des expériences étrangèresDrogue: le gouvernement officialise l'interdit-autoriséLa Ville de Paris subventionne la future salle de shoot

Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 13 juin 2013

Le Monde.fr • 519 mots

Difficile exercice de pédagogie sur la future "salle de shoot" à Paris

La mairie du 10^e arrondissement avait pourtant sorti l'artillerie lourde pour faire oeuvre de pédagogie sur la future expérimentation d'une salle de consommation de drogue à moindre risque à Paris. Organisant sa deuxième réunion publique - le lieu d'implantation étant maintenant connu, [ce sera boulevard de la Chapelle](#) -, elle avait invité pas moins de deux adjoints de Bertrand Delanoë pour rappeler l'intérêt sanitaire du projet et promettre des renforts de police, mais aussi un représentant du préfet de Paris, ou encore des responsables de la salle d'injection suisse Quai 9 et de la police genevoise. Il fallait bien cela face à l'inquiétude, voire l'hostilité, de certains futurs riverains.

"Menteurs", "Et les habitants dans tout ça ?", dès les premières prises de parole les commentaires fusent. Le ton se veut pourtant rassurant. L'association Gaïa, qui mène le projet, insiste sur son objectif de santé publique, mais aussi de réduction des nuisances pour les habitants d'un quartier, situé autour de la gare du Nord, où les toxicomanes sont très présents. Elle dit qu'une ligne téléphonique sera prévue pour les riverains et la police.

Très écouté, Philippe Bertschy, policier genevois, parle d'une "aventure - Quai 9 - qui a tourné à la satisfaction", alors que ce n'était pas gagné d'avance. "Après douze ans, ce n'est plus un sujet"

, ajoute-t-il. Mais dans la salle, on commence à s'impatienter.

CRAINTES DES RIVERAINS

Dès que la parole est donnée au public, la queue se fait longue devant le micro, et les critiques s'accumulent : le représentant d'une association de riverains déplore un "projet (...) hasardeux". "Il y a deux crèches, une école maternelle, un lycée tout proches, et des immeubles d'habitation dans les cours desquels jouent des enfants", lance une femme, qui explique que ce quartier, "Little India, était jusque-là un peu le seul à être épargné par la toxicomanie".

"Le problème des dealers perdurera, il y en aura même encore plus, puisque la drogue ne sera pas fournie", s'exclame une autre femme, qui dit parler au nom de sa mère, âgée de 90 ans, agressée comme d'autres par "des drogués qui ont besoin d'argent". Les mots sont durs, parfois jusqu'à la caricature : "Luttez-vous contre l'obésité en proposant des barres chocolatées ? On n'a pas besoin de donner la possibilité de mieux se droguer, mais de ne plus se droguer", s'empare un "jeune Parisien".

Le calme revient parfois, comme quand le directeur adjoint de cabinet du préfet de police de Paris, Nicolas Lerner, prend la parole, et fait son petit effet : "Ce n'est pas évident pour un service de police d'aborder la question d'une salle de consommation à moindre risque, mais

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130613-LMF-3428382



on s'est rendu compte que nos préoccupations se rejoignent", attaque-t-il, promettant que la lutte contre les trafics et la consommation sera toujours une priorité.

<< Voir : [Présentation de la future "salle de shoot" de Paris](#)

Le Monde.fr

"VOS QUESTIONS SONT LÉGITIMES"

On s'investit beaucoup, et parfois on perd patience. *"Vos questions sont légitimes, vous serez associés. C'est ensemble que nous faisons la société, il n'y a pas ici d'un côté des irresponsables et de l'autre des citoyens dont les avis ne sont pas pris en compte"*, s'énervait Jean-Marie Le Guen, adjoint au maire de Paris. Les partisans de la "salle de shoot", parce qu'il y en a aussi dans la salle, applaudissent vivement.

Mais l'exercice a ses limites. Et à force de vouloir laisser les uns et les autres s'exprimer pour faire remonter les doléances, les réponses tardent ou manquent aux questions précises sur l'accès aux mineurs, le coût ou le fait que la salle ne soit pas accueillie à l'hôpital. Il est 22 heures. Après trois heures de réunion, tout le monde n'a pas pu s'exprimer, et certains repartent frustrés, telle cette habitante de l'immeuble dont l'adresse est la même que celle du terrain de la SNCF où seront installés les locaux, et qui avait pourtant bien des choses à dire.

D'emblée, le maire du 10^e arrondissement, Rémi Féraud, avait prévenu : *"La concertation, ce n'est pas un droit de veto sur une proposition, c'est prendre en compte des remarques."* L'ouverture est prévue à l'automne, si toutes les conditions en termes d'effectifs pour assurer le fonctionnement de la salle et la sécurité sont remplies, promet la mairie.

**Nom de la source**

Ouest-France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Jeudi 13 juin 2013

Ouest-France • Toutes éditions • 85 mots

« Salle de shoot » à Paris : les riverains en colère

Les opposants à la salle de consommation de drogue, qui doit ouvrir près de la Gare du Nord (Paris, Xe arrondissement), ont donné de la voix lors d'une deuxième réunion publique, mardi soir. « Vous vous lancez dans un projet hasardeux, approximatif et dans la précipitation », a accusé un membre d'une association de quartier, craignant pour la sécurité des riverains. « La présence policière sera renforcée », a répondu le directeur-adjoint du Préfet de police. « Les toxicomanes sont des malades : il faut les mettre dans un hôpital », a dénoncé une ancienne psychologue. Une salle de shoot est « un premier pas vers le soin et le traitement », a rétorqué l'association Gaïa qui gérera l'établissement.

© 2013 Ouest-France. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130613-OF-65352407



LE FIGARO

Nom de la source

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 13b



Mercredi 12 juin 2013

Le Figaro • no. 21416 • p. 13B • 371 mots

Débat à la mairie du Xe autour de l'ouverture de la salle de shoot

Une réunion publique de concertation se tenait mardi soir avec les riverains.

Baptistine Philippon

SANTÉ Il s'agit d'un point d'étape. La Mairie du Xe arrondissement organisait mardi soir à 19 heures une réunion publique d'information dans le cadre de l'ouverture à l'automne de la « *salle de consommation de drogue à moindres risques* », qui sera située au niveau du 39, boulevard de la Chapelle dans le quartier de la gare du Nord. « *Mon objectif est d'écouter les inquiétudes des riverains et d'y apporter des réponses* », explique Rémi Féraud, le maire PS du Xe.

Beaucoup d'habitants craignent en effet que la situation ne se détériore avec l'arrivée de cette installation. Aujourd'hui, les toxicomanes sont très présents dans le quartier, considéré comme un « *supermarché de la drogue à ciel ouvert* ». Mais, Rémi Féraud l'assure, l'installation devrait au contraire améliorer la sécurité et la tranquillité publique. Et pour répondre à ces appréhensions, l'édile a invité l'équipe genevoise de la salle d'injections Quai 9 à parler de leur expérience. Le but est donc d'amener des réponses concrètes aux interrogations légitimes des habitants du quartier. Des représentants de la Préfecture de police de Paris devaient également être présents pour expliquer comment eux vont travailler en lien avec la salle de shoot.

François BOUCHON/Le Figaro

Rémi Féraud, maire PS du Xe, insiste sur le fait que rien ne s'est fait sans que les futurs voisins de la salle ne soient consultés.

« Un simulacre de concertation avortée »

Surtout, la majorité municipale insiste sur le fait que rien ne s'est fait sans que les futurs voisins de la salle ne soient consultés. « *Les riverains peuvent nous interpeller et poser des exigences* », affirme Rémi Féraud. Tout le monde n'est pas de cet avis. Catherine Bruno, conseillère UDI du XVe arrondissement, a toujours soutenu la mise en place d'une salle de shoot à titre expérimental. Elle estime cependant que « *ces concertations sont bien tardives et bien expéditives* ».

Lors du dernier Conseil de Paris, qui a eu lieu lundi et mardi, le groupe UDI a tenu à réaffirmer les réserves et les limites qu'il avait émises dès que le principe de l'implantation de cette salle avait été accepté. Les élus centristes dénoncent au sein de ce voeu « *un simulacre de concertation avortée* » et demandent « *que soit mis en oeuvre un véritable cycle de concertation, au long terme, entre habitants, élus locaux et autorités de police* ». « *Aujourd'hui, tout le monde connaît l'adresse de la salle. Les gens se posent des questions.*

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130612-LF-242x21x21486831408



Je pense qu'il aurait fallu faire ces démarches pédagogiques bien plus en amont pour pouvoir avoir un débat calme et serein , considère l'élue du XVe. Et ce avant que l'on délibère le 8 juillet prochain du dépôt du permis de construire . » De son côté, le maire du Xe certifie qu'au sein du comité de suivi qui sera mis en place seront intégrés les deux conseils de quartiers concernés, les membres des copropriétés qui bordent le périmètre de la salle et les deux associations Action Barbès et Vivre gare du Nord et Est, les plus concernées par le projet.

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 12 juin 2013

Le Figaro • no. 21416 • p. 13B • 408 mots

Salle de shoot : les riverains déplorent le manque de concertation

L'ambiance était houleuse lors de la réunion publique qui s'est tenue mardi soir dans le Xe.

Baptistine Philippon

p. 13b



SANTÉ L'ambiance était électrique mardi soir à la mairie du Xe arrondissement lors de la réunion publique de concertation portant sur l'ouverture à l'automne de la salle de consommation de drogue aux abords de gare du Nord. « *Nous mettons en place une information au fur et à mesure avec tous les acteurs impliqués dans le projet* », déclare le maire PS Rémi Féraud devant une salle comble. « *Sans les riverains !* », s'exclament des dizaines de personnes présentes dans l'audience. Le manque de concertation et d'information ressenti par la population du quartier sont bien les deux points qui ont concentré l'attention des débats. « *J'habite au 39, boulevard de la Chapelle, témoigne Marpessa Randolphe. J'affirme que nous n'avons pas été consultés, ne serait-ce que pour le choix de l'emplacement de la salle.* » La riveraine est agacée. « *Ce devait être un lieu à l'écart des habitations. Les trois immeubles qui sont concernés représentent 108 copropriétaires, dont 32 enfants.* »

Beaucoup ne comprennent pas le choix de la mairie. Déborah Pawlik, responsable UMP du Xe arrondissement, assure également que pas moins de cinq écoles se trouvent à

François BOUCHON/Le Figaro

Rémi Féraud, maire PS du Xe, insiste sur le fait que rien ne s'est fait sans que les futurs voisins de la salle ne soient consultés.

quelques centaines de mètres seulement de la « *salle de consommation de drogue à moindres risques* ». Certains riverains se questionnent quant à la pertinence de l'emplacement. « *N'aurait-il pas été plus logique de l'installer dans le secteur de l'hôpital de Lariboisière ?* », interroge l'un d'eux. « *C'est de soins dont ils ont besoin. Il ne leur faut pas mieux se droguer mais ne plus se droguer* », ajoute un jeune Parisien.

« Aucun budget définitif »

Jean-Marie Le Guen, adjoint chargé de la santé publique auprès du maire de Paris, admet que le but de la salle de consommation n'est pas d'éradiquer la toxicomanie, mais bien de « *diriger les toxicomanes vers un processus de sevrage* ». Un procédé qui semble avoir fait ses preuves dans d'autres pays. « *La question du traitement et du sevrage est centrale* », raconte Martine Baudin, une des responsables de la salle d'injection genevoise Quai 9, ouverte depuis bientôt douze ans. « *Mais combien se font réellement guérir ?* », interpelle

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130612-LF-242x21x21493973719



une personne dans la salle. *« Il nous faut des chiffres »*, renchérissent des riverains.

Car c'est bien ce qui semble leur faire défaut pour les rassurer. *« Je trouve vraiment inquiétant que pour un projet qui doit être mis en place dans les mois à venir aucun budget définitif n'ait été présenté ! »*, s'exclame au micro une habitante. La réponse de Sylvie Wieviorka, la conseillère en charge du dossier, est claire : *« Pour le moment, ce n'est pas possible puisqu'il reste des points à préciser quant aux moyens qui seront affectés à la salle. »* Une justification qui n'a pas satisfait l'audience. Ils étaient des dizaines d'habitants et de responsables d'association à se presser devant les élus pour les interpeller sur leurs peurs et leurs interrogations. *« Je suis venue l'esprit ouvert sur les éléments qui allaient être apportés. Je suis vraiment déçue »*, conclut une riveraine.

Le Point.fr**Nom de la source**

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 12 juin 2013

Le Point.fr • 416 mots

Paris : invectives, hurlements et pétition contre la salle de shoot

Source AFP

Les échanges ont été houleux lors d'une réunion publique sur la salle de consommation de drogue qui verra le jour près de la gare du Nord à Paris.

Les opposants à la salle de shoot ont fortement donné de la voix mardi soir lors de cette deuxième réunion organisée par la mairie alors que le maire PS du Xe Rémi Féraud a récemment annoncé qu'elle serait installée sur un terrain prêté par la SNCF et situé au 39 boulevard de la Chapelle. Rémi Féraud, qui espère ouvrir le site, une première en France, à l'automne, a affirmé que le lieu avait été choisi "en concertation avec l'association Gaia, qui le gèrera, et la police".

"Mais pas les riverains", ont aussitôt hurlé certains opposants. "Vous vous lancez dans un projet hasardeux, approximatif et dans la précipitation", a affirmé un membre de l'association de riverains "Vivre gare du Nord et Est", estimant que "ce lieu deviendra un deuxième point fixe" pour les toxicomanes, après le secteur gare du Nord-hôpital Lariboisière.

"Mon fils devra-t-il aller à l'école avec un garde du corps ?"

"On a trois hôpitaux dans le quartier. Les toxicomanes sont des malades, comme les alcooliques, il faut les mettre dans un hôpital", a insisté Geneviève Bachelet, une ancienne psychologue, qui s'est également inquiétée pour la

fréquentation du théâtre des Bouffes du Nord, tout proche.

Une "citoyenne lambda" a annoncé avoir lancé une pétition contre le projet et s'est inquiétée de la "proximité immédiate de deux crèches, d'un lycée et d'une école". "Ma mère a déjà été agressée par des dealers" dans le quartier, a affirmé une riveraine, tandis qu'une mère de famille a demandé si son fils de 10 ans devrait "aller à l'école avec un garde du corps".

Décision du maire "courageuse"

Un membre de l'association de riverains Action Barbès, favorable à la salle, a jugé "plutôt courageux" la décision du maire "à un an des municipales", tandis qu'un autre membre de l'association a regretté qu'il y ait "beaucoup de peur" dans ce débat. La gare du Nord compte "un grand nombre d'usagers de drogues en situation de très grande précarité", comme "beaucoup de grandes gares européennes", a rappelé Thomas Dusouchet, de l'association Gaia.

Dans cette salle qui sera ouverte "sept jours sur sept, sept heures par jour", seront accueillis de 80 à 100 toxicomanes par jour, a précisé Céline de Beaulieu, coordinatrice du projet. Un "renforcement de la présence policière

© 2013 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130612-POR-461946



au bénéfice du Xe" reposant sur "une fidélisation des fonctionnaires de police qui interviendront" sera mis en place, a assuré Nicolas Lerner, directeur adjoint du préfet de police. "La lutte contre la consommation de stupéfiants et les trafics restera une priorité. Ceux qui seront interpellés avec des quantités qui manifestement ne correspondent pas à une consommation personnelle seront poursuivis", a-t-il assuré.

"Première porte d'entrée vers le soin et le traitement"

Une salle de consommation "c'est une première porte d'entrée vers le soin et le traitement", a insisté Martine Baudin, directrice de Quai 9, une salle de consommation de drogue qui existe depuis 12 ans à Genève. "Le Quai 9 n'est plus un sujet à Genève", a assuré Philippe Bertschy, directeur adjoint de la police judiciaire de Genève, soulignant qu'il n'y avait pas de lien entre taux de criminalité et fréquentation de la salle.

Après plus de deux heures et demie de discussions, où partisans et opposants au projet se sont invectivés et régulièrement coupé la parole, le maire a mis fin au débat, promettant d'autres réunions.

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 juin 2013 • 19:58:46 GMT

AFP Infos Françaises • 408 mots

Echanges houleux à propos de la prochaine salle de shoot à Paris

PARIS, 11 juin 2013 (AFP) - - Les opposants à la salle de consommation de drogue qui verra le jour près de la Gare du Nord à Paris ont fortement donné de la voix mardi soir lors d'une réunion publique à Paris, s'inquiétant une nouvelle fois pour la sécurité du quartier.

Alors que le maire PS du Xe Rémi Féraud a récemment annoncé que la salle de shoot, une première en France, serait installée sur un terrain prêté par la SNCF et situé au 39 boulevard de la Chapelle, les riverains se sont vivement exprimés lors de cette deuxième réunion organisée par la mairie.

M. Féraud, qui espère ouvrir le site à l'automne, a affirmé que le lieu avait été choisi "en concertation avec l'association Gaia, qui le gèrera, et la police". "Mais pas les riverains", ont aussitôt hurlé certains opposants.

"Vous vous lancez dans un projet hasardeux, approximatif et dans la précipitation", a affirmé un membre de l'association de riverains Vivre gare du Nord et Est, estimant que "ce lieu deviendra un deuxième point fixe" pour les toxicomanes, après le secteur gare du Nord - hôpital Lariboisière.

"On a trois hôpitaux dans le quartier. Les toxicomanes sont des malades, comme les alcooliques, il faut les mettre dans un hôpital", a insisté Geneviève Bachelet, une ancienne psychologue, qui s'est également inquiétée pour la

fréquentation du théâtre des Bouffes du Nord, tout proche.

Une "citoyenne lambda" a annoncé avoir lancé une pétition contre le projet et s'est inquiétée de la "proximité immédiate de deux crèches, d'un lycée et d'une école".

"Ma mère a déjà été agressée par des dealers" dans le quartier, a affirmé une riveraine, tandis qu'une mère de famille a demandé si son fils de 10 ans devrait "aller à l'école avec un garde du corps".

Un membre de l'association de riverains Action Barbès, favorable à la salle, a jugé "plutôt courageux" la décision du maire "à un an des municipales", tandis qu'un autre membre de l'association a regretté qu'il y ait "beaucoup de peur" dans ce débat.

La gare du Nord compte "un grand nombre d'usagers de drogues en situation de très grande précarité", comme "beaucoup de grandes gares européennes", a rappelé Thomas Dusouchet, de l'association Gaia.

Dans cette salle qui sera ouverte "sept jour sur sept, sept heures par jour", seront accueillis de 80 à 100 toxicomanes par jour, a précisé Céline de Beaulieu, coordinatrice du projet.

Un "renforcement de la présence policière au bénéfice du Xème" reposant sur "une fidélisation des fonctionnaires de police qui interviendront" sera mis en

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130611-AF-tx-par-esz85



place, a assuré Nicolas Lerner, directeur adjoint du préfet de police.

"La lutte contre la consommation de stupéfiants et les trafics restera une priorité. Ceux qui seront interpellés avec des quantités qui manifestement ne correspondent pas à une consommation personnelle seront poursuivis", a-t-il assuré.

Une salle de consommation "c'est une première porte d'entrée vers le soin et le traitement", a insisté Martine Baudin, directrice de Quai 9, une salle de consommation de drogue qui existe depuis 12 ans à Genève.

"Le Quai 9 n'est plus un sujet à Genève", a assuré Philippe Bertschy, directeur adjoint de la police judiciaire de Genève, soulignant qu'il n'y avait pas de lien entre taux de criminalité et fréquentation de la salle.

Après plus de deux heures et demie de discussions, où partisans et opposants au projet se sont invectivés et régulièrement coupé la parole, le maire a mis fin au débat, promettant d'autres réunions.

caz/at/ei

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 11 juin 2013 • 19:35:15 GMT

AFP Infos Françaises • 271 mots

Echanges houleux mardi soir sur la prochaine salle de shoot à Paris

PARIS, 11 juin 2013 (AFP) - - Les opposants à la salle de consommation de drogue qui verra le jour près de la Gare du Nord à Paris ont fortement donné de la voix mardi soir lors d'une réunion publique à Paris, s'inquiétant une nouvelle fois pour la sécurité du quartier.

Alors que le maire PS du Xe Rémi Féraud a récemment annoncé que la salle de shoot, une première en France, serait installée sur un terrain prêté par la SNCF et situé au 39 boulevard de la Chapelle, les riverains se sont vivement exprimés lors de cette deuxième réunion organisée par la mairie.

M. Féraud, qui espère ouvrir le site à l'automne, a affirmé que le lieu avait été choisi "en concertation avec l'association Gaïa, qui le gèrera, et la police". "Mais pas les riverains", ont aussitôt hurlé certains opposants.

"Vous vous lancez dans un projet hasardeux, approximatif et dans la précipitation", a affirmé un membre de l'association de riverains Vivre gare du Nord et Est, estimant que "ce lieu deviendra un deuxième point fixe" pour les toxicomanes, après le secteur gare du Nord - hôpital Lariboisière.

"On a trois hôpitaux dans le quartier. Les toxicomanes sont des malades, comme les alcooliques, il faut les mettre dans un hôpital", a insisté Geneviève Bachelet, une ancienne psychologue, qui s'est également inquiétée pour la

fréquentation du théâtre des Bouffes du Nord, tout proche.

Une "citoyenne lambda" a annoncé avoir lancé une pétition contre le projet et s'est inquiétée de la "proximité immédiate de deux crèches, d'un lycée et d'une école".

"Ma mère a déjà été agressée par des dealers" dans le quartier, a affirmé une riveraine, tandis qu'une mère de famille a demandé si son fils de 10 ans devrait "aller à l'école avec un garde du corps".

Un membre de l'association de riverains Action Barbès, favorable à la salle, a de son côté jugé "plutôt courageux" la décision du maire "à un an des municipales", tandis qu'une autre membre de l'association a regretté qu'il y ait "beaucoup de peur" dans ce débat.

La gare du Nord est "une scène de consommation importante" avec "un grand nombre d'usagers de drogues en situation de très grande précarité", comme "beaucoup de grandes gares européennes", a rappelé Thomas Dusouchet, de l'association Gaïa.

caz/at/ei

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130611-AF-tx-par-esy67



Nom de la source

RiskAssur-hebdo

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 3 juin 2013

RiskAssur-hebdo • 285 mots

Paris aura prochainement sa salle de shoot

L'objectif de ses promoteurs est de répondre à la nécessité ressentie, d'organiser un accueil des usagers des drogues, de manière à réduire les risques sanitaires et de diminuer les nuisances actuelles sur l'espace public. Leur choix s'est porté sur un quartier du 10ème arrondissement, sur un terrain appartenant à la SNCF. Rappelons que l'objectif d'une telle structure est de réduire les risques de contamination, VIH et ÂCHC, ainsi que les troubles à l'ordre public que représentent la présence et l'usage incontrôlé de drogues sur la voie publique. Actuellement des toxicomanes viennent s'injecter leurs drogues dans les immeubles de certaines rues du quartier, dans les parkings et même sur la voie publique, ce que la salle projetée doit éviter. Le lieu a été choisi avec l'association Gaïa, qui est à l'origine du projet et la préfecture de police de Paris, soucieuse de l'ordre public. Il permet à la fois à Gaïa de travailler dans de bonnes conditions en permettant par ailleurs d'ouvrir cette salle, en l'éloignant le plus possible des habitations, des écoles et des commerces, conformément aux demandes exprimées durant la concertation, par Rémi Féraud, Maire de l'arrondissement concerné. Myriam El Khomri, adjointe à la sécurité de Bernard Delanoé, à la Mairie de Paris, a expliqué que « le dispositif sanitaire sera accompagné d'un dispositif de police, pour assurer la sécurité dans les quelques rues alentour.

La salle de shoot, constituée d'éléments préfabriqués type Algéco sera aménagée sur le modèle de Quai Neuf, édifié à Genève. Elle sera située sur un large espace extérieur, pour éviter aux riverains de croiser les toxicomanes en attente d'une place. L'implantation nécessite un permis de construire, qui sera examiné en conseil de Paris du 8 juillet en vue de l'ouverture de la salle à l'automne. En cas de retard, l'activité pourrait débiter, à titre provisoire, dans des Algécos actuellement posés sur le terrain. Le gouvernement avait donné son accord en février dernier, limitée à une seule expérimentation en France, à Paris. Le choix de la mairie c'est porté sur le 10ème arrondissement, où la consommation de drogues dures, dans l'espace public pose le plus de problèmes. La consommation de drogues, qui est une réalité largement répandue dans le monde, est impossible à éradiquer et on peut, tout juste, en limiter les nuisances pour la population et les risques pour les utilisateurs.

© 2013 RiskAssur-hebdo. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130603-RAH-306130915




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_t_16



Dimanche 2 juin 2013

Le Parisien • p. 75_T_16 • 115 mots

Paris

Les voisins de la salle de shoot manifestent

« Dealeurs en liesse, habitants en détresse. » Une cinquantaine de riverains ont manifesté hier devant la mairie du Xe contre le projet de salle de shoot dans leur quartier. Le maire (PS) de l'arrondissement, Rémi Féraud, les a reçus pendant plus d'une heure, les a assurés que les conditions d'ouverture (surveillance, budget, équipe médicale) seront déterminées en concertation avec les riverains. La première salle de shoot de France doit ouvrir à l'automne sur un terrain SNCF au 39, boulevard de la Chapelle et pourrait accueillir jusqu'à 300 toxicomanes par jour.



(LP/Benoît Hasse.)

Candidature Paris toujours en course pour les Gay Games

Les 10e Gay Games (les JO de la communauté homosexuelle) auront peut-être lieu à Paris en 2018. La capitale figure parmi les 3 villes dont la candidature a été retenue hier par la fédération des Gay Games et reste en concurrence avec Limerick (Irlande) et Londres. La décision finale sera prise en octobre.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130602-PA-2857415



**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Samedi 1 juin 2013 • 14:46:08 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 240 mots

Manifestation à Paris contre l'ouverture d'une salle de shoot

PARIS (AFP) - Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté samedi devant la mairie du X^e arrondissement de Paris, contre les conditions de l'ouverture près de la gare du Nord, de la première salle de shoot française, a constaté une journaliste de l'AFP.

Une délégation a été reçue par le maire (PS) Rémi Féraud: "Nous lui avons dit stop, prenez le temps de réfléchir", a précisé à l'AFP Pierre Coulogner, président de l'association Vivre Gares du Nord et Est.

Les membres de l'association se disent notamment inquiets pour la sécurité des riverains de cette salle, qui doit être aménagée au 39 boulevard de la Chapelle, dans un bâtiment préfabriqué installé sur un terrain de la SNCF, mis à disposition de la ville de Paris pour trois ans.

"On voudrait concevoir une solution plus acceptable pour les riverains. La salle sera ouverte aux horaires de bureau, ça veut dire quoi, qu'on ne se shoote pas après? Qu'on jette les gens dans la rue?" s'est inquiétée Hélène Panova, habitante du quartier et membre de l'association.

Non loin de la banderole "Salle de shoot dans nos quartiers - vigilance exigée", Sybille Pontonnier, qui habite l'immeuble longeant le terrain, s'inquiète pour sa fille de 14 ans.



Fred Dufour

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté samedi devant la mairie du X^e arrondissement de Paris, contre les conditions de l'ouverture près de la gare du Nord, de la première salle de shoot française, a constaté une journaliste de l'AFP.

"C'est pas possible, qu'est-ce qu'ils veulent faire avec notre quartier? Et mettre des drogués là, je ne sais pas si c'est leur rendre service. On se doit de les aider, mais ça n'est pas adéquat, il faudrait plutôt une annexe de l'hôpital", a-t-elle encore regretté.

Selon le maire, il subsiste "quelques désaccords, mais il y a des possibilités d'avancer ensemble".

Les membres de l'association "souhaitent que (la salle) soit suffisamment financée et accompagnée par les pouvoirs publics pour pouvoir faire son travail", a ajouté auprès de l'AFP Rémi Féraud.

© 2013 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130601-ZK-cng*29e1b713678990f65a08ff04bd9bbacf*2741



**Nom de la source**

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 43



Vendredi 31 mai 2013

Charente Libre • Toutes • p. 43 • 367 mots

Procès de ryanair La gestion «low cost» du personnel Le procès de la compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair, qui se voit réclamer 10 millions d'euros de dommages-intérêts pour avoir enfreint le droit social français à l'aéroport de Marseille, a permis hier de lever le voile sur la gestion «low cost» du personnel navigant, notamment 56 hôtesses et stewards mis à disposition de Ryanair par deux sociétés, Crewlink et Workforce, répertoriées en Irlande comme des organismes de formation. Sans rémunération fixe, on leur versait, de l'autre côté de la Manche, 16,20 euros de l'heure de vol, plus 30 euros par jour d'astreinte à l'aéroport. Avec in fine l'espérance d'une embauche par Ryanair, et le remboursement de leur formation, payée de leur poche.

albi Deux policiers renversés par une voiture Deux policiers de la Brigade anti-criminalité (BAC) d'Albi ont été renversés hier après-midi par le conducteur d'une voiture qui a foncé délibérément sur eux. Les deux policiers, blessés, ont été conduits à l'hôpital. L'un d'eux a subi sept jours d'interruption temporaire de travail. Ils suivaient à pied deux femmes qu'ils soupçonnaient de vols. Quand ils ont tenté de les interpeller, l'une d'elles s'est engouffrée dans la voiture et son conducteur a foncé sur les deux policiers. Le conducteur et sa passagère étaient toujours activement recherchés hier soir. L'autre voleuse présumée a été interpellée.

affaire TAPIE Harlem Désir pointe Sarkozy du doigt Harlem Désir, met en cause l'ancien président Nicolas Sarkozy dans l'affaire de l'arbitrage rendu en faveur de Bernard Tapie dans le dossier de la vente d'Adidas, qu'il qualifie d'«affaire d'Etat d'une extrême gravité». Dans une interview parue aujourd'hui dans Libération, H. Désir estime que «les déclarations de l'avocat de Christine Lagarde laissent entendre qu'elle aurait agi différemment si elle avait eu connaissance de certains éléments». «La décision de passer par un arbitrage privé n'a pas pu être prise sans, a minima, que Nicolas Sarkozy ait été mis à l'époque au courant ou bien ait pu donner son aval», ajoute le n°1 du PS. Pour Harlem Désir, «le responsable de cette décision (le recours à un arbitrage privé, ndlr) était le premier personnage de l'Etat: Nicolas Sarkozy».

seine-maritime Mort d'Alexandre: 16 et 15 ans de prison Deux adolescents accusés de l'assassinat du jeune Alexandre, en mars 2012, tué de deux balles dans la tête dans une forêt près de Beauvoir-en-Lyons (Seine-Maritime), ont été condamnés hier soir à seize et quinze ans de prison par le tribunal pour enfants de Dieppe. Leurs frères aînés respectifs, mineurs eux aussi au moment des faits avaient été condamnés samedi à respectivement 18 et 20 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des mineurs de Rouen.

Paris La première salle de shoot fixée Après plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, a enfin un lieu d'implantation près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains.

© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-CHA-article*1(1589233)

France



**Nom de la source**

Le Progrès de Fécamp

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Fécamp, Haute-Normandie, France

Vendredi 31 mai 2013

Le Progrès de Fécamp • Dieppe-Pays de Bray • p. PNDB_49 • 233 mots

DROGUE Une salle de shoot à Paris Après plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, a enfin un lieu d'implantation près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains. La SNCF a mis à la disposition de la ville de Paris pour trois ans un terrain situé au 39 boulevard de la Chapelle, dans le nord-est de Paris, a annoncé jeudi le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

contraception Diane 35 autorisée par l'Europe La décision de l'Agence européenne du médicament (EMA) de ne pas suivre la France sur la suspension d'un traitement anti-acné controversé Diane 35 du laboratoire Bayer, a été confirmée jeudi au niveau européen, a annoncé l'EMA. L'organisme européen regroupant les agences nationales du médicament des différents pays européens, le

© 2013 Le Progrès de Fécamp. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-PRF-6063174



CMDh, s'est prononcé à l'unanimité moins une voix, celle de la France, en faveur de la position de l'EMA, a indiqué cette dernière.

florange

Protocole d'accord Les représentants des salariés de Florange et la direction d'ArcelorMittal sont parvenus tard mercredi, au terme de neuf heures de négociations, à un protocole d'accord laissant entrevoir un dénouement dans un conflit social qui dure depuis près de deux ans. La direction d'ArcelorMittal a notamment relevé à 12 mois de salaire brut la prime de départ à la retraite à court terme. Elle a également instauré une prime de 3.600 euros pour les salariés en reclassement sur le site de Florange, et une prime de 3 mois de salaire en cas de mobilité géographique. Cet accord, qui doit encore être finalisé, concernerait les 639 salariés des hauts-fourneaux.

ELECTIONS Le FN soutient Robert Ménard Le Front national ne présentera pas de liste aux municipales à Béziers (Hérault) et soutiendra dans cette ville la

candidature de Robert Ménard, a annoncé le journaliste et candidat jeudi sur France Bleu Hérault. La présidente du FN Marine Le Pen a déclaré pour sa part que Robert Ménard « peut être une candidature intéressante » et que la décision serait prise ce vendredi



Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 8



Vendredi 31 mai 2013

La Croix • no. 39593 • p. 8 • 163 mots

Une « salle de shoot » sera ouverte à Paris

La salle de consommation de drogue qui doit s'implanter à Paris sera installée dans une enclave de la SNCF près de la gare du Nord, au 39, boulevard de La-Chapelle, a annoncé hier le maire PS du 10^e arrondissement, Rémi Féraud. Il s'agira d'un préfabriqué de 200 m² permettant d'accueillir en même temps une vingtaine de personnes, sur un terrain mis à la disposition de la ville de Paris par la SNCF dans le cadre d'une convention de trois ans. Le lieu doit permettre aux toxicomanes de rue précarisés de consommer leurs drogues sous la supervision de personnels de santé et de réduire les troubles à l'ordre public. Elle devrait ouvrir à l'automne.

Pour l'instant, le terrain, situé dans une zone relativement dépourvue d'habitations, contient un parking d'une quinzaine de places et un petit bâtiment préfabriqué. « *Le lieu choisi est celui qui était considéré par l'ensemble des partenaires comme le plus adapté* », a indiqué Rémi Féraud, précisant qu'il était « *suffisamment éloigné des lieux d'habitation, des écoles, des commerces, pour ne pas créer de nuisance sur la voie publique* ». Le gouvernement a donné début février son feu vert pour expérimenter une telle salle, une première en France. Ce projet a suscité l'hostilité d'une partie des riverains, de l'opposition parisienne et, dans son principe, de certaines familles de toxicomanes.

© 2013 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-LC-assignment_335513



Le Télégramme

Nom de la source

Le Télégramme (Bretagne)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Morlaix, Bretagne, France

p. ige4



© 2013 Le Télégramme (Bretagne). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-TL-14769441

Vendredi 31 mai 2013

Le Télégramme (Bretagne) • p. IGE4 • 60 mots

paris.La première « salle de shoot » sera installée derrière la gare du Nord

Après plusieurs mois d'incertitude, on connaît désormais le lieu d'implantation de la première « salle de shoot » française, qui doit voir le jour à Paris. Elle sera installée près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations. La SNCF a mis à la disposition de la ville de Paris, pour trois ans, un terrain situé au 39 boulevard de la Chapelle. Un petit bâtiment préfabriqué d'environ 200 m² y sera construit po

ur accueillir les toxicomanes.



Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Vendredi 31 mai 2013

Le Monde.fr • 470 mots

La "salle de shoot" sera située 39 boulevard de la Chapelle, à Paris

La future salle de consommation de drogue à moindre risque sera implantée au 39 boulevard de la Chapelle, dans le 10^e arrondissement, a annoncé la Ville de Paris, jeudi 30 mai, dans un communiqué. *"Ce lieu permettra de répondre à la nécessité d'un accueil des usagers de drogue dans ce quartier, avec pour objectif de réduire les risques sanitaires et diminuer les nuisances sur l'espace public"*, a-t-elle précisé.

<< Lire : " [A Paris, angoisse et espoir autour de la 'salle de shoot'](#) "

Elle sera située sur un terrain appartenant à la SNCF, avec laquelle une convention sera signée. L'objectif d'une telle structure est de réduire les risques de contamination (VIH, hépatite C), ainsi que les troubles à l'ordre public. Le lieu a été choisi avec l'association Gaïa, qui mène le projet, et la préfecture de police.

"L'endroit a deux avantages : il permet à Gaïa de travailler dans de bonnes conditions, et permet d'ouvrir une salle en s'éloignant des habitations, des écoles et des commerces, ce qui faisait partie des demandes exprimées durant la concertation", explique Rémi Féraud, maire du 10^e.

Myriam El Khomri, adjointe à la sécurité de Bertrand Delanoë, explique, quant à elle, que *"le dispositif sanitaire sera accompagné d'un dispositif de*

police pour assurer la sécurité dans les quelques rues alentour".

La salle sera construite sur le modèle de Quai neuf, la célèbre salle de consommation de Genève, un gros cube formé d'Algeco, situé sur un large espace extérieur. Ce qui permet aux riverains de ne pas croiser de trop près les toxicomanes qui peuvent se trouver devant la salle.

Le site sera installé à la pointe nord de la gare du Nord, au bout du pont surplombant la voie ferrée. L'accès à la salle se fera par ce pont en journée - elle sera ouverte jusqu'à 21 heures. Il faudra franchir une grille qui donnera sur un corridor fermé par un grillage, séparant le lieu d'un site de travail de la SNCF. Le bâtiment sera situé au milieu de ce qui est aujourd'hui un parking.

Des fenêtres d'habitations donnent directement sur le lieu, qui sera cependant éloigné des entrées des immeubles du quartier, car enclavé entre leurs façades et le site ferroviaire. Les accès passagers à la gare sont, eux, situés de l'autre côté des voies, à environ 800 mètres de la "salle de shoot". Le "39 boulevard de la Chapelle" est cependant également l'adresse d'un immeuble d'habitation. Si elle est donnée aux toxicomanes, *"ils risquent de venir dans notre hall"*, fait remarquer et s'inquiète l'un de ses habitants, Pierre Pontonnier, qui a contacté Le Monde.

OUVERTURE À L'AUTOMNE

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-LMF-3420707



La condition fixée au départ était que la structure ne soit pas implantée au rez-de-chaussée d'un immeuble résidentiel. Finalement, elle sera implantée à proximité, mais pas directement dans l'une des rues très habitées comme Ambroise-Paré ou Maubeuge, où les toxicomanes viennent s'injecter dans les immeubles, les parkings ou même sur la voie publique.

Le gouvernement avait donné son accord en février à une seule expérimentation en France, à Paris. Dès l'automne, Bertrand Delanoë avait indiqué qu'elle serait implantée dans cet arrondissement, où la consommation dans l'espace public pose le plus de problèmes.

Les habitants se montraient partagés, entre envie de ne plus croiser des toxicomanes s'injectant de la drogue sous leurs yeux, et la peur que la salle en attire davantage dans le quartier. Certains ont même montré une vive hostilité.

L'implantation nécessite un permis de construire, le dossier sera examiné en conseil de Paris du 8 juillet. La salle devrait ouvrir à l'automne. Si la construction n'est pas terminée, des Algeco déjà présents sur place pourraient permettre à l'équipe de commencer à accueillir les toxicomanes.

<< Lire : " ['Salle de shoot' : la légitimité de la 'votation' à Paris contestée](#)"

<< Lire : " [Le traumatisme de la 'Boutique', un centre installé pour les usagers de drogue sans concertation](#)"

Le Monde.fr Laetitia Clavreul et Julien Mucchielli

Nom de la source

Presse Océan

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Nantes, Pays de la Loire, France

Vendredi 31 mai 2013

Presse Océan • Tous Titres • 187 mots

[Salle de shoot à Paris...]

Salle de shoot à Paris

Après plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, sera implantée près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains.

Léotard condamné

L'ancien ministre François Léotard a été condamné jeudi à 3 750 € d'amende pour avoir outragé plusieurs policiers et gendarmes lors d'une perquisition à son domicile du Var concernant l'affaire Karachi.

Le maire d'Ivry-sur-seine attaqué chez lui

Le maire communiste d'Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, Pierre Gosnat, et son épouse ont été victimes d'une attaque à leur domicile, à Vitry-sur-Seine.

Les buralistes inquiets

Les buralistes et les cigarettiers ont appelé de leurs vœux la mise en place d'un véritable plan de lutte contre le commerce illicite : achats à l'étranger, via Internet, sous le manteau.

Déjà 70 projets

Plus de 70 projets de recherche sur l'embryon ou sur les cellules souches embryonnaires humaines (CSEh) ont été autorisés à titre dérogatoire par l'Agence de la biomédecine depuis 2005, dont

deux pourraient déboucher assez rapidement sur des essais cliniques.

Finistère : fraude à l'exportation de volailles

Une fraude portant sur 6 000 tonnes de viande de volailles, d'une valeur marchande de 3 M€, a été mise au jour dans un groupe agroalimentaire du Finistère. Plusieurs filiales du groupe à l'origine de cette fraude auraient, régulièrement et depuis plusieurs années, confectionné de faux rapports d'analyse microbiologique afin de satisfaire à la réglementation très stricte de certains pays.

© 2013 Presse Océan. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130531-Ofp-3023477





Nom de la source

AFP Doc

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 30 mai 2013 • 15:55:45 GMT

AFP Doc • 514 mots

La première salle de shoot verra le jour à Paris derrière la gare du Nord

Par Cécile AZZARO

PARIS (AFP) - Après plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, a enfin un lieu d'implantation près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains.

La SNCF a mis à la disposition de la ville de Paris pour trois ans un terrain situé au 39 boulevard de la Chapelle, dans le nord-est de Paris, a annoncé jeudi le maire PS du Xe arrondissement, Rémi Féraud.

Le site, en contrebas du boulevard, non loin des voies ferrées et du métro aérien, est actuellement occupé par un parking d'une quinzaine de places et un petit bâtiment préfabriqué.

Un autre bâtiment préfabriqué d'environ 200m2 y sera construit à la place pour accueillir en même temps une vingtaine de toxicomanes et entre 100 à 150 par jour. La salle sera gérée par l'association Gaia-Paris et devrait ouvrir sept jours sur sept.

Le gouvernement avait donné en février son feu vert à l'expérimentation de cette "salle de consommation à moindre risque". Rémi Féraud espère l'ouvrir à l'automne.



Johannes Eisele

Après plusieurs mois d'incertitude, la salle de shoot qui doit voir le jour à Paris, la première en France, a enfin un lieu d'implantation près de la gare du Nord, dans une zone relativement dépourvue d'habitations, mais qui ne fait pas l'unanimité des riverains.

Le maire voulait qu'elle se situe "dans le quartier gare du Nord-hôpital Lariboisière", où se concentrent de nombreux toxicomanes de rue précarisés, à qui elle est destinée. Elle doit leur permettre de consommer leurs drogues sous supervision de personnels de santé et de réduire les troubles à l'ordre public.

Ce lieu "était considéré par l'ensemble des partenaires comme le plus adapté", a assuré M. Féraud, car il est "suffisamment éloigné des lieux d'habitation, des écoles, des commerces, pour ne pas créer de nuisance sur la voie publique".

Situé à 800 mètres de l'entrée de la gare du Nord, le terrain est actuellement

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20130530-AFD-cngx24b52066640ab762ace1ae1c2ce22e88cx2231



interdit à toute personne étrangère à la SNCF. L'accès sera séparé en deux entrées distinctes, l'une pour la salle de consommation, l'autre pour les employés des structures SNCF voisines.

"Le quartier va perdre beaucoup"

Pour Myriam El Khomri, adjointe au maire de Paris chargée de la sécurité, "l'objectif c'est d'éviter la stagnation de toxicomanes sur la voie publique. Ce sera le cas, puisque c'est en contrebas".

Pour "éviter la présence de toxicomanes dans des halls d'immeuble, des équipements publics comme les squares ou des parkings", la salle sera accompagnée "d'un dispositif de police spécifique et fidélisé au quartier pour qu'il n'y ait pas de trafic à proximité de la salle", a-t-elle ajouté.

"Cette salle sera implantée dans un quartier déjà frappé par de multiples trafics et délinquances", a dénoncé Serge Federbush, conseiller UMP du Xe, qui avait organisé une votation contre le projet.

Mais M. Féraud dit avoir la certitude qu'une "partie importante des habitants du quartier est favorable au projet". "Si c'était un échec, s'il y avait des problèmes supplémentaires, nous arrêterons l'expérience", affirme l'édile, qui organisera une réunion publique le 11 juin.

Marpessa Randolph, 37 ans, qui habite au 39 du boulevard, se dit "pour la salle de shoot" car "c'est un quartier où il y a beaucoup de personnes visiblement dépendantes et dans la détresse". Mais "il faudra des assurances en termes d'encadrement et de sécurité du lieu", affirme cette mère de famille.

"C'est mieux d'avoir une salle que de se shooter dans la rue", ajoute Ahsen, qui habite depuis 11 ans au numéro 37. "Mais cela va inquiéter les gens qui vont au théâtre des Bouffes du Nord, juste à côté, et les touristes qui passent par là pour aller à Montmartre", dit-il.

"Le quartier va perdre beaucoup", affirme aussi Hany Shéhata, directeur d'un hôtel trois étoiles situé dans une rue mitoyenne. "On s'attend à une perte énorme, peut-être à une fermeture, alors que le quartier commençait à se développer", dit-il.

Quand à Maryvonne, riveraine venue repérer les lieux, elle se dit satisfaite de voir que la salle de shoot sera "moins près" de chez elle qu'elle ne le pensait.

Illustration(s) :



Miguel Medina

Le gouvernement avait donné en février son feu vert à l'expérimentation de cette "salle de consommation à moindre risque". Rémi Féraud espère l'ouvrir à l'automne.

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 30 mai 2013

Le Figaro • no. 21405 • p. 13A • 277 mots

La salle de shoot ouvrira boulevard de la Chapelle

Une convention doit être signée dans les prochains jours entre la SNCF et la Mairie de Paris.

Aude Sérès aseres@lefigaro.fr

p. 13a



DROGUE Après plusieurs mois d'études, un accord a été trouvé entre la Mairie de Paris et la SNCF sur le lieu d'implantation de la salle de shoot, pour lequel plusieurs sites étaient à l'étude autour de la gare du Nord. Une convention d'occupation d'une durée de trois ans pour cette salle de consommation de drogues à moindre risque doit être signée dans les prochains jours entre l'entreprise publique et la Ville. Il s'agit d'une emprise située au niveau du 39, boulevard de la Chapelle (Xe), en aplomb du pont qui traverse les voies ferrées. Pour y accéder, un passage, pour le moment réservé à la SNCF, descend du côté est du pont - près du métro La Chapelle - vers le sud. Un Algeco existe déjà à cet endroit. Ce lieu a finalement été préféré à deux autres, également proposés par la SNCF, notamment en raison de son éloignement relatif avec les habitations et la voie publique. Un élément important : à plusieurs reprises, notamment lors de réunions publiques, les riverains ont manifesté leur hostilité à ce projet. Lors d'une votation populaire qui s'était tenue mi-avril en face de la gare du Nord, 93 % des 300 votants s'étaient prononcés contre cette installation. Au-delà de l'opportunité, en termes de santé publique, d'une telle structure, un projet porté par

l'association Gaïa Paris, les habitants du Xe, déjà excédés par les nuisances causées par ce quartier souvent qualifié de « supermarché de la drogue à ciel ouvert », voient d'un très mauvais oeil l'arrivée de ce dispositif dans le quartier. C'est autour de la gare du Nord que se concentrent consommateurs et distributeurs de seringues : à Paris, quelque 300 000 seringues ont été distribuées en 2012, dont la moitié par les distributeurs de la gare du Nord. Quant aux seringues abandonnées sur le bitume parisien ou dans les Sanisette (soit 92 000 en 2011), la moitié concentrée dans ce même quartier.

L'ouverture de cette salle de shoot est prévue à l'automne. Il faut encore que le Conseil de Paris autorise un permis de construire, ce qui ne pourra pas être fait avant celui du mois de juillet et donc un démarrage des travaux à l'été. Au total, la surface de l'installation devrait être de 200 m2 environ.

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130530-LF-242x21x21369986982





Nom de la source

Sud Ouest (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

Jeudi 30 mai 2013

Sud Ouest (site web) • 405 mots

Salle de shoot à Paris : le lieu est trouvé, mais pas communiqué

Sudouest.fr, avec AFP

Destinées aux toxicomanes précarisés, cette salle permettra de consommer de la drogue dans des conditions correctes d'hygiène

Plusieurs pays européens se sont dotés de salles de shoot (ici, Bilbao en Espagne). (Berniere Patrick)

Le lieu d'implantation de la salle de consommation de drogue, qui doit voir le jour dans le nord-est de Paris, a été trouvé depuis quelques jours.

Selon Le Figaro, la salle sera installée au 39 boulevard de la Chapelle "en aplomb du pont qui traverse les voies ferrées", au-dessus de la gare du Nord. La SNCF prêterait le lieu pour une durée d'expérimentation de trois ans.

Ni le maire PS de la mairie du Xe, Rémi Féraud, à l'origine du projet de salle, ni la Mairie de Paris n'a souhaité communiquer sur l'adresse exacte. Plusieurs emplacements étaient à l'étude, près de la Gare du Nord (Xe arrondissement) depuis l'annonce le 6 février de l'ouverture d'un site d'expérimentation dans la capitale. Une première dans l'Hexagone.

Destinées aux toxicomanes de rues précarisés, ces salles doivent leur permettre de consommer leurs propres produits dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les

troubles à l'ordre public. Il en existent dans une dizaine de pays, dont l'Espagne et l'Allemagne.

L'urgence de l'ouverture de salles de shoot en France avait été indiquée en août 2012, par le député socialiste Jean-Marie Le Guen, adjoint au maire de Paris face à l'augmentation du nombre de seringues utilisées dans les distributeurs automatiques au premier semestre 2012.

Et à Bordeaux ?

A l'origine, trois villes étaient évoquées pour accueillir une salle de shoot surveillée : Paris, Marseille et Bordeaux. Un projet (pour l'instant?) abandonné en Gironde.

Une annonce qui avait provoqué une polémique, suscitant de nombreux commentaires, notamment sur le site sudouest.fr.

58% des Français seraient favorables à l'ouverture de salles de consommation de drogue.

Xavier Pommereau, psychiatre et directeur du Pôle Aquitain de l'adolescent au centre Abadie à Bordeaux (CHU) se disait sceptique quant à la localisation de la salle d'injections dans un lieu fixe. "Je suis, en revanche favorable à une unité itinérante, avec des équipes mobiles,

© 2013 Sud Ouest (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130530-SOE-313



afin de ne pas stigmatiser une rue, un quartier".

Le Ceid et La Case pour accueillir la salle de shoot à Bordeaux

A bordeaux, deux opérateurs avaient déposé une candidature pour accueillir la salle de shoot : le Ceid (Comité étude information drogue) et La Case (Centre d'accueil santé échange).

Le Ceid rencontre et soigne 2 000 personnes chaque année à Bordeaux, des toxicomanes qui sont dans une démarche de soin. La Case est un centre d'accueil et d'accompagnement pour la réduction des risques, une émanation de Médecins du monde qui porte le projet parisien.

Mais le choix de ces locaux avait soulevé la polémique.

La directrice de La Case plaidait pour une salle de shoot ancrée dans son établissement, rue Saint-James, au grand dam des voisins. Pour le Ceid, l'hypothèse d'installer une salle de shoot à 100 mètres des lycées Montaigne et du Mirail, était contestée. Jean-Michel Delile, psychiatre et directeur du Ceid, estimait quant à lui qu'une antenne mobile était nécessaire. Elle "correspond à nos besoins, dit-il. Il n'y a pas de scène ouverte bien identifiée où se droguent les toxicomanes, à l'instar de Bilbao par exemple".

Un débat qui aura pris fin avec l'annonce de l'autorisation pour l'ouverture d'une salle de consommation de drogue accordée uniquement à Paris

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mercredi 29 mai 2013 • 19:55:07 GMT

AFP Infos Françaises • 185 mots

Salle de shoot à Paris: le lieu est trouvé, mais "pas de communication"

PARIS, 29 mai 2013 (AFP) - - Le lieu d'implantation de la salle de consommation de drogue qui doit voir le jour dans le nord-est de Paris a été trouvé, a-t-on appris de source proche du dossier, mais la Mairie de Paris ne souhaitait pas communiquer sur le sujet mercredi soir.

Selon une source proche du dossier, le lieu a été trouvé depuis quelques jours. Cette source n'a pas pu en préciser l'adresse exacte.

Alors que le Figaro.fr affirme que la salle serait installée au 39 boulevard de la Chapelle, "en aplomb du pont qui traverse les voies ferrées" au-dessus de la gare du Nord, la mairie de Paris a indiqué à l'AFP qu'il n'y avait "absolument rien à communiquer" à ce stade.

Selon le Figaro.fr, une convention d'occupation serait en passe d'être signée entre la mairie de Paris et la SNCF, qui prêterait le lieu pour une durée de trois ans.

Interrogé par l'AFP, le maire PS de la mairie du Xe, Rémi Féraud, à l'origine du projet de salle, n'a pas souhaité s'exprimer non plus.

Elisabeth Avril, la directrice de l'association Gaia-Paris, qui sera chargée de gérer la salle, a précisé ne pas avoir d'informations sur le sujet.

Le gouvernement a donné début février son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue dans le Xe arrondissement, une première en France.

Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public.

caz/ger/ei

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130529-AF-tx-par-dlh49



**Nom de la source**

AFP - Journal Internet AFP (français)

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 16 avril 2013 • 08:55:23 GMT

AFP - Journal Internet AFP (français) • 490 mots

Paris: une votation sur la future salle de shoot rassemble de nombreux opposants

PARIS (AFP) - La votation populaire sur la salle de consommation de drogue qui devrait s'implanter autour de la gare du Nord, organisée à l'initiative d'un élu UMP, a attiré dimanche près de 300 Parisiens venus pour la plupart dire leur refus du projet.

Le gouvernement a donné début février son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue dans ce quartier. Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public. Le lieu d'implantation n'est pas encore décidé.

296 personnes ont voté dans le petit café "Rapide du Nord", où était installée une urne. Une majorité (280 voix) s'est exprimée contre le projet, 16 ont voté pour. "C'est un grand succès", a estimé le conseiller d'arrondissement Serge Federbusch (UMP), opposant à la salle et qui organisait ce vote.

Mais pour le maire PS du 10e Rémi Féraud, à l'origine du projet, le résultat est "faible" pour un arrondissement de 100.000 habitants et une ville de 2,5 millions. "C'est une opération de communication de l'UMP" à but interne, dans la perspective des prochaines municipales, a-t-il dit à l'AFP.

Johannes Eisele

La votation populaire sur la salle de consommation de drogue qui devrait s'implanter autour de la gare du Nord, organisée à l'initiative d'un élu UMP, a attiré dimanche près de 300 Parisiens venus pour la plupart dire leur refus du projet.

Des habitants du quartier, mais aussi de tout Paris, s'étaient pressés à l'ouverture. A la question: "Etes-vous favorable à l'ouverture d'une salle de shoot dans le quartier de la gare du Nord?", la majorité des votants, dont plusieurs militants ou sympathisants UMP, ont exprimé ouvertement leur hostilité.

Pour Hélène, mère de famille de 27 ans récemment installée dans le quartier, la salle "va dépénaliser la consommation de drogue et attirer une population dangereuse de drogués", alors que les toxicomanes sont installés depuis longtemps près de la gare du Nord.

"Ca va créer une insécurité supplémentaire", renchérit Etienne, venu avec sa femme. "On a déjà les Roms, les clochards, et les drogués qui viennent chercher leur méthadone."

"Aujourd'hui, les dealers se cachent. Avec une telle salle, ils seront protégés par une zone de non-droit", semble savoir de son côté Jean-Claude, retraité.

C'est l'argument de Serge Federbusch: "Pour qu'une telle salle fonctionne, il

© 2013 AFP - Journal Internet AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20130416-ZK-cngx25f3348fb4927df95c85c0d2bdaeaf100x2f1



faut que les toxicomanes n'aient pas peur de venir, donc il ne faut pas de policiers. Le problème c'est qu'on veut installer cette salle dans un quartier déjà touché par de nombreux trafics, qui nécessite une présence policière", dit-il.

Remy Féraud a au contraire assuré qu'un renforcement des effectifs de police autour de la gare a été demandé avec l'ouverture de la salle.

Le maire est convaincu depuis longtemps, au vu des expériences déjà menées dans plusieurs pays, de l'intérêt d'une telle salle. "En Allemagne, chaque grande ville ou presque a une salle de consommation car c'est une réponse efficace en terme de santé publique", dit-il.

Mais pour Philippe, un riverain, "un problème de santé publique, ça doit se régler à l'hôpital et pas dans une +boutique+". Rémi Féraud rappelle que les médecins de l'hôpital Lariboisière se sont dit favorables au dispositif.

Concernant l'implantation de la salle, "nous travaillons avec la SNCF sur une emprise ferroviaire", a expliqué le maire, espérant une ouverture dans l'été ou à l'automne. "les inquiétudes ne pourront être levées qu'avec le début de l'expérimentation", insiste-t-il.

Dans un communiqué, Philippe Goujon, président de la fédération UMP de Paris, estime de son côté qu'une telle salle "constituerait le premier pas vers la légalisation de la drogue alors que la priorité nationale doit être de prévenir et réduire la consommation, non de l'encadrer".

Illustration(s) :



Johannes Eisele

A la question: "Etes-vous favorable à l'ouverture d'une salle de shoot dans le quartier de la gare du Nord?", la majorité des votants, dont certains étaient militants ou sympathisants UMP, exprimait ouvertement son hostilité.

Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 16 avril 2013

Le Monde.fr • 414 mots

"Salle de shoot" : la légitimité de la "votation" à Paris contestée

La votation populaire sur la salle de consommation de drogue qui devrait s'implanter autour de la gare du Nord, à Paris, organisée à l'initiative du conseiller d'arrondissement Serge Federbusch (UMP) dans un café près de la gare du Nord, a attiré dimanche 14 avril 296 Parisiens. A la question : *"Etes-vous favorable à l'ouverture d'une salle de shoot dans le quartier de la gare du Nord ?"*, 16 ont voté pour, 280 se sont exprimées contre le projet, parmi lesquels des militants et sympathisants UMP, a constaté l'AFP. Un résultat sans surprise, pour un vote organisé par des opposants et une démarche qui donne lieu à polémique.

A la réunion publique organisée le 27 mars par la mairie (PS) du 10^e arrondissement, qui promet une concertation avec les riverains, M. Federbusch, qui a rejoint récemment les rangs de l'UMP, avait préparé le terrain, réclamant *"une véritable consultation"* et un *"vote préalable"*, qu'il a de fait organisé lui-même. Il dénonçait alors *"une opération d'intoxication de la mairie"* sur le bien-fondé même d'une salle de consommation.

<< Lire : [A Paris, angoisse et espoir autour de la "salle de shoot" et le compte rendu de la première réunion de concertation le 27 mars : Vifs échanges entre élus et riverains du 10^e arrondissement de Paris sur la future 'salle de shoot'](#)

Au début de février, le gouvernement a donné son accord pour expérimenter une salle de consommation de drogue à Paris. Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public. Le lieu de son implantation n'a pas encore été décidé, mais Bertrand Delanoë a précisé que ce serait dans ce quartier, là où sont les besoins.

La votation de dimanche *"est un grand succès"*, a estimé Serge Federbusch. Dans un tweet, il a estimé qu'il s'agissait d'une *"vilaine piqure de rappel pour Hidalgo et Delanoë !"*, se plaçant délibérément sur le terrain des municipales. Jean-François Legaret, un des candidats à la primaire UMP pour l'échéance de 2014, avait lui-même invité à un point-presse les journalistes, dimanche à 12 heures.

Rémi Ferraud, le maire PS du 10^e arrondissement et porteur du projet, a réagi sur twitter, dénonçant lui une *"mascarade"*.

Les responsables du site militant salledeconsommation.fr ont répondu à Serge Federbusch : *"Le ridicule ne tue pas ! Taux de participation: 0,02 % à Paris et 0,73 % dans le 10^e arrondissement. Vrai succès ?"*

Frédéric Remongin, membre de l'association [Action Barbès](#) et du conseil

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130416-LMF-3159613



de quartier Lariboisière Saint-Vincent-de-Paul s'est de son côté interrogé sur la "légitimité" de cette votation.

L'association de quartier estime que l'installation d'une salle de consommation pourrait permettre de réduire les nuisances dues à la présence de toxicomanes (injection dans les immeubles ou dans la rue...). Mais les inquiétudes n'en demeurent pas moins, selon les témoignages recueillis par l'AFP. Pour Hélène, mère de famille de 27 ans, récemment installée dans le quartier, la salle "va dépénaliser la consommation de drogue et attirer une population dangereuse de drogués".

"Ça va créer une insécurité supplémentaire", renchérit Etienne, venu avec sa femme. On a déjà les Roms, les clochards et les drogués qui viennent chercher leur méthadone."
"Aujourd'hui, les dealers se cachent. Avec une telle salle, ils seront protégés par une zone de non-droit", avance de son côté Jean-Claude, retraité, qui a tenu le registre des votants.

<< **Lire également :** [Le traumatisme de la 'Boutique', un centre installé pour les usagers de drogue sans concertation](#)

Le Monde.fr


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 94_t_15



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PA-2726657

Lundi 15 avril 2013

Le Parisien • p. 94_T_15 • 77 mots

Votation sur la salle de shoot à Paris : le non l'emporte

Seize oui et 296 non. C'est le résultat de la votation citoyenne sur l'installation d'une salle de shoot près de la gare du Nord, à Paris. Ce référendum était organisé hier dans un café du quartier à l'initiative de Serge Féderbusch, conseiller UMP du Xe arrondissement. « Plus de trois cents personnes se sont mobilisées, se réjouit-il. Si la mairie conteste la légitimité de notre initiative, qu'elle organise un vote. » La salle de shoot à moindre risque, où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médiale, ouvrira d'ici quelques mois. L'adresse précise du local n'a pas encore été dévoilée.




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 92_t_15



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PA-2726533

Lundi 15 avril 2013

Le Parisien • p. 92_T_15 • 75 mots

Salle de shoot à Paris : le non l'emporte

Seize oui et 296 non. C'est le résultat de la votation citoyenne sur l'installation d'une salle de shoot près de la gare du Nord, à Paris. Ce référendum était organisé hier dans un café du quartier à l'initiative de Serge Féderbusch, conseiller UMP du Xe arrondissement. « Plus de trois cents personnes se sont mobilisées, se réjouit-il. Si la mairie conteste la légitimité de notre initiative, qu'elle organise un vote. » La salle de consommation à moindre risque, où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médicale, ouvrira d'ici quelques mois. L'adresse précise du local n'a pas encore été dévoilée.




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 93_t_15



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PA-2726591

Lundi 15 avril 2013

Le Parisien • p. 93_T_15 • 69 mots

Salle de shoot à Paris : le non l'emporte

Seize oui et 296 non. C'est le résultat de la votation citoyenne sur l'installation d'une salle de shoot près de la gare du Nord, à Paris. Ce référendum était organisé hier dans un café à l'initiative de Serge Féderbusch, conseiller UMP du Xe arrondissement. « Si la mairie conteste la légitimité de notre initiative, qu'elle organise un vote », souligne l'élu. La salle de consommation à moindre risque où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médicale ouvrira d'ici quelques mois. L'adresse précise du local n'a pas encore été dévoilée.



le Parisien

Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 95_t_15



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PA-2726729

Lundi 15 avril 2013

Le Parisien • p. 95_T_15 • 75 mots

Salle de shoot à Paris : le non l'emporte

Seize oui et 296 non. C'est le résultat de la votation citoyenne sur l'installation d'une salle de shoot près de la gare du Nord, à Paris. Ce référendum était organisé hier dans un café du quartier à l'initiative de Serge Féderbusch, conseiller UMP du Xe arrondissement. « Plus de trois cents personnes se sont mobilisées, se réjouit-il. Si la mairie conteste la légitimité de notre initiative, qu'elle organise un vote. » La salle de shoot à moindre risque, où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médiale, ouvrira d'ici quelques mois. L'adresse précise du local n'a pas encore été dévoilée.



(LP/Christine Henry.)



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 15 avril 2013

Le Figaro • no. 21367 • p. 15A • 509 mots

Salle de shoot : toujours pas de lieu mais beaucoup de contestations

Une votation populaire se tenait dimanche dans le quartier de la gare du Nord. Les riverains étaient invités à s'exprimer sur l'installation d'une salle de shoot dans le quartier.

Aude Sérès et Baptistine Philippon UN RIVERAIN DE LA GARE DU NORD

p. 15a



SÉCURITÉ Les opposants au projet d'implantation d'une salle de shoot expérimentale dans le Xe continuent de se mobiliser. Dimanche, dans un café aux abords de la gare du Nord, Serge Federbusch (Parti des libertés), élu du Xe, a organisé un vote populaire sur le sujet. Une heure et demie après l'ouverture des votes, 150 personnes avaient déjà déposé leur bulletin dans l'urne. « *Ce succès nous dépasse et nous surprend* », admet Serge Federbusch. *Nous avons mis sur pied cette votation en une semaine. Les gens sont venus grâce au bouche-à-oreille. Et le café ne désemplit pas.* » Solange, habitante du quartier depuis quarante ans, a été prévenue par son voisin. « *Je suis venue m'exprimer ici car j'en ai marre. Vous savez, si je veux, je peux acheter du crack quand j'en ai envie. J'ai en permanence peur de rentrer chez moi. Ras-le-bol.* » Erwan, jeune militant UMP logé pour sa part dans le 1er arrondissement. Mais il se dit concerné par la question. « *C'est évident qu'il faut aider les toxicomanes, mais ce n'est pas une solution d'ouvrir un lieu où ils auront tout le confort pour continuer à se droguer.* » Un avis partagé par Patrick, la petite cinquantaine, qui travaille à proximité depuis près de dix ans. « *Ça risque de créer un appel d'air.*

Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

Serge Federbusch (à gauche), élu du Xe arrondissement, a improvisé un bureau de vote, dimanche, dans un café près de la gare du Nord.

Et cela ne va pas arranger l'image de l'arrondissement... »

Cette votation a eu lieu alors même que le choix du lieu d'implantation de cette salle de consommation de drogue à moindre risque devrait intervenir « *d'ici à quelques semaines* », indique Rémi Féraud, le maire du Xe. C'est, en effet, dans cet arrondissement, plus précisément autour de la gare du Nord, que devrait être installée cette « salle de shoot », dont la création a été annoncée début février par le ministère de la Santé. Une localisation basée sur des chiffres éloquentes : « *A Paris, quelque 300 000 seringues ont été distribuées en 2012, dont la moitié par les distributeurs de la gare du Nord* », rappelle Pierre Leyrit, directeur de l'association Coordination toxicomanies. Quant aux seringues abandonnées sur le bitume parisien ou dans les sanisettes (soit quelque 92 000 en 2011), la moitié était concentrée autour de la gare du Nord. « *Nous aurions souhaité que l'on puisse ouvrir*

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-LF-232x21x2893011165



les débats autour des tenants et des aboutissants de l'installation d'une salle de consommation à moindre risque » , souligne Pierre Leyrit.

Mais, au-delà de la pertinence d'une telle installation, la question que tous les riverains se posent reste celle de l'emplacement de cette salle de shoot. La SNCF est formelle : elle ne sera pas dans l'enceinte de la gare du Nord. Mais vraisemblablement à deux pas. Vendredi, le maire du Xe indiquait au *Figaro* : *« Nous avançons avec la SNCF sur la recherche d'un lieu qui puisse convenir. »* À savoir, assez près des *« consommateurs »* , mais assez éloigné pour réduire des nuisances déjà importantes. *« L'entreprise publique est en train de nous proposer plusieurs sites que nous étudions avant de prendre une décision »* , détaille Rémi Féraud. Or il semblerait que la SNCF ne soit pas la seule entreprise sollicitée. Des espaces appartenant à l'hôpital Lariboisière et des bâtiments de la mairie de Paris seraient également envisagés. En attendant, Jean-François Legaret, maire du 1er et candidat aux primaires UMP pour la mairie de Paris, fulmine : *« L'ouverture d'une salle de shoot est tout bonnement illégale. L'esprit de la loi veut que l'on accompagne les toxicomanes vers le sevrage. En outre, les habitants du Xe ont le sentiment que la décision a été prise sans même les consulter. »* Dimanche, en tout état de cause, ils ont été presque 300 votants à faire entendre leur voix. 93% se déclarent contre.

Ça risque de créer un appel d'air. Et cela ne va pas arranger l'image de l'arrondissement...

UN RIVERAIN DE LA GARE DU NORD


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 91_t_19



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PA-2726455

Lundi 15 avril 2013

Le Parisien • p. 91_T_19 • 77 mots

Votation de quartier

Salle de shoot à Paris : c'est non

Seize oui et 296 non. C'est le résultat de la votation citoyenne sur l'installation d'une salle de shoot près de la gare du Nord, à Paris. Ce référendum était organisé hier dans un café du quartier à l'initiative de Serge Féderbusch, conseiller UMP du Xe arrondissement. « Plus de trois cents personnes se sont mobilisées, se réjouit-il. Si la mairie conteste la légitimité de notre initiative, qu'elle organise un vote. » La salle de shoot à moindre risque, où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médiale, ouvrira d'ici quelques mois. L'adresse précise du local n'a pas encore été dévoilée.



**Nom de la source**

Aujourd'hui en France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Lundi 15 avril 2013

Aujourd'hui en France • 71 mots

Dernière minute

Paris : les opposants à la salle de shoot se mobilisent

Un « référendum » informel sur l'implantation d'une salle de consommation de drogues était organisé hier dans un café près de la gare du Nord (Xe) à l'initiative du conseiller d'arrondissement Serge Federbusch (UMP). Au total, 296 personnes ont voté (280 contre et 16 pour). Une large majorité, dont certains étaient militants ou sympathisants UMP, était venue exprimer ouvertement son hostilité à ce projet auquel le gouvernement avait donné son aval en février. Le lieu d'implantation de cette salle de shoot n'a pas encore été décidé.

© 2013 Aujourd'hui en France. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-PJ-story_20130415_par_auj_cnat_11_2x20x2111254609
2x2xml



Le Point.fr**Nom de la source**

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 15 avril 2013

Le Point.fr • 463 mots

Paris : une consultation sur la future salle de shoot rassemble en majorité des opposants

Source AFP

Le gouvernement a donné, début février, son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue dans le quartier de la gare du Nord.

La consultation populaire sur la salle de consommation de drogue qui devrait s'implanter autour de la gare du Nord, organisée à l'initiative d'un élu UMP, a attiré dimanche près de 300 Parisiens venus pour la plupart dire leur refus du projet.

Le gouvernement a donné, début février, son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue dans ce quartier. Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public. Le lieu d'implantation n'est pas encore décidé.

"Un grand succès"

296 personnes ont voté dans le petit café Rapide du Nord, où était installée une urne. Une majorité (280 voix) s'est exprimée contre le projet, 16 ont voté pour. "C'est un grand succès", a estimé le conseiller d'arrondissement Serge Federbusch (UMP), opposant à la salle et qui organisait ce vote. Mais pour le maire PS du 10e Rémi Féraud, à l'origine du projet, le résultat est "faible" pour un arrondissement de 100 000

habitants et une ville de 2,5 millions. "C'est une opération de communication de l'UMP" à but interne, dans la perspective des prochaines municipales, a-t-il dit à l'AFP.

Des habitants du quartier, mais aussi de tout Paris, s'étaient pressés à l'ouverture. À la question : "Êtes-vous favorable à l'ouverture d'une salle de shoot dans le quartier de la gare du Nord ?", la majorité des votants, dont plusieurs militants ou sympathisants UMP, ont exprimé ouvertement leur hostilité.

Pour Hélène, mère de famille de 27 ans récemment installée dans le quartier, la salle "va dépénaliser la consommation de drogue et attirer une population dangereuse de drogués", alors que les toxicomanes sont installés depuis longtemps près de la gare du Nord.

"Ça va créer une insécurité supplémentaire", renchérit Étienne, venu avec sa femme. "On a déjà les Roms, les clochards, et les drogués qui viennent chercher leur méthadone." "Aujourd'hui, les dealers se cachent. Avec une telle salle, ils seront protégés par une zone de non-droit", semble savoir de son côté Jean-Claude, retraité. C'est l'argument de Serge Federbusch :

© 2013 Le Point.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130415-POR-440094



"Pour qu'une telle salle fonctionne, il faut que les toxicomanes n'aient pas peur de venir, donc il ne faut pas de policiers. Le problème, c'est qu'on veut installer cette salle dans un quartier déjà touché par de nombreux trafics, qui nécessite une présence policière", dit-il.

Les médecins de l'hôpital Lariboisière favorables au dispositif

Remy Féraud a au contraire assuré qu'un renforcement des effectifs de police autour de la gare a été demandé avec l'ouverture de la salle. Le maire est convaincu depuis longtemps, au vu des expériences déjà menées dans plusieurs pays, de l'intérêt d'une telle salle. "En Allemagne, chaque grande ville ou presque a une salle de consommation, car c'est une réponse efficace en termes de santé publique", dit-il.

Mais pour Philippe, un riverain, "un problème de santé publique, ça doit se régler à l'hôpital, et pas dans une boutique". Rémi Féraud rappelle que les médecins de l'hôpital Lariboisière se sont dits favorables au dispositif.

Concernant l'implantation de la salle, "nous travaillons avec la SNCF sur une emprise ferroviaire", a expliqué le maire, espérant une ouverture dans l'été ou à l'automne. "Les inquiétudes ne pourront être levées qu'avec le début de l'expérimentation", insiste-t-il. Dans un communiqué, Philippe Goujon, président de la fédération UMP de Paris, estime de son côté qu'une telle salle "constituerait le premier pas vers la légalisation de la drogue, alors que la priorité nationale doit être de prévenir et réduire la consommation, non de l'encadrer".

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Dimanche 14 avril 2013 • 15:15:07 GMT

AFP Infos Françaises • 303 mots

La votation sur la salle de shoot à Paris attire de nombreux opposants

PARIS, 14 avr 2013 (AFP) - - La votation populaire sur la salle de consommation de drogue qui devrait s'implanter autour de la gare du Nord, organisée à l'initiative d'un élu UMP, a attiré dimanche de nombreux Parisiens venus pour la plupart dire leur refus du projet.

Le gouvernement a donné début février son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue dans ce quartier. Destinée aux toxicomanes de rue précarisés, elle doit leur permettre de consommer leurs drogues dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public. Le lieu d'implantation n'a pas encore été décidé.

Les habitants du quartier, mais aussi de tout Paris, puisque la votation ne leur était pas réservée, s'étaient pressés dès 10H00 dans le petit café "Rapide du Nord" où était installée une urne. "Ca ne désemplit pas", remarque le conseiller d'arrondissement Serge Federbusch (UMP), qui organisait ce vote jusqu'à 18H00.

A la question: "Etes-vous favorable à l'ouverture d'une salle de shoot dans le quartier de la gare du Nord?", la majorité des votants, dont certains étaient militants ou sympathisants UMP, exprimait ouvertement son hostilité.

Pour Hélène, mère de famille de 27 ans récemment installée dans le quartier, la salle "va dépénaliser la consommation de drogue et attirer une population dangereuse de drogués", alors que les toxicomanes sont installés depuis longtemps près de la gare du Nord.

"Ca va créer une insécurité supplémentaire", renchérit Etienne, venu avec sa femme. "On a déjà les Roms, les clochards, et les drogués qui viennent chercher leur méthadone."

"Aujourd'hui, les dealers se cachent. Avec une telle salle, ils seront protégés par une zone de non-droit", semble savoir de son côté Jean-Claude, retraité, qui tient le registre des votants.

C'est l'argument de Serge Federbusch: "Pour qu'une telle salle fonctionne, il faut que les toxicomanes n'aient pas peur de venir, donc il ne faut pas de policiers. Le problème c'est qu'on veut installer cette salle dans un quartier déjà touché par de nombreux trafics, qui nécessite une présence policière", dit-il.

Le maire PS du Xe arrondissement, Remy Féraud, porteur du projet, a au contraire assuré qu'un renforcement des effectifs de police autour de la gare avait été demandé avec l'ouverture de la salle.

Mais pour Philippe, riverain, les toxicomanes, "c'est un problème de santé publique, ça doit se régler à l'hôpital et pas dans une +boutique+".

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130414-AF-tx-par-syl85



caz/ger/df




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_t_14



Dimanche 14 avril 2013

Le Parisien • p. 75_T_14 • 181 mots

Paris

Donnez votre avis sur la salle de shoot

B.H.

Oui ou non à l'installation d'une salle de shoot à Paris? Les participants au référendum qui se tiendra toute la journée dans un café près de la gare du Nord auront à choisir une de ces deux réponses.

Difficile de trouver sujet plus polémique. La création d'une « salle de shoot » dans la capitale divise les élus de droite comme de gauche depuis 2010, date à laquelle la ville de Paris s'est portée candidate à l'expérimentation. La demande, rejetée par le Premier ministre de l'époque, François Fillon, farouchement opposé au projet, a été acceptée par le nouveau locataire de Matignon, Jean-Marc Ayrault, en février dernier.

Tous les Parisiens peuvent voter

Une « salle de consommation à moindre risque » (NDLR : la dénomination officielle des salles de shoot) où les toxicomanes « injecteurs » pourront venir se droguer sous surveillance médicale ouvrira donc d'ici quelques mois. L'adresse du local reste secrète, mais il se situera dans le secteur de la gare du nord (Xe) où se concentre une bonne partie de la toxicomanie parisienne. De quoi inquiéter Serge Federbusch (élu apparenté UMP de l'arrondissement concerné), à l'origine du référendum qui se tient aujourd'hui.



(LP/Gaël Cornier.)

L'élus d'opposition entend ainsi dénoncer un projet mis en place sans concertation. Sa « votation populaire », qui n'a aucune valeur officielle, s'adresse à tous les Parisiens (sur présentation d'une carte d'électeur ou d'un justificatif de domicile). Le scrutin se déroulera ce dimanche de 10 heures à 18 heures au café le Rapide du Nord, à côté de la gare du même nom.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130414-PA-2724115



l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 29 mars 2013

l'Humanité • 298 mots

Le projet de salle de shoot sur la bonne voie à Paris

Pierre Duquesne

La concertation organisée mercredi soir dans le 10^e arrondissement a révélé une opposition assez minoritaire à cette expérimentation prévue à proximité de la gare du Nord. Reportage.

Malgré son rideau rouge, la grande salle de la mairie du 10^e arrondissement ne s'est finalement pas transformée en gigantesque théâtre. Et ce même si certaines interventions ont bien frisé la caricature lors de la concertation, organisée mercredi soir, sur la création d'une salle de consommation de drogue, gare du Nord, à Paris.

« Cette salle de shoot », a martelé un retraité, va rameuter « tous les consommateurs de la capitale » et attirer une horde de « dealers ». Un « appel d'air », dit un autre, qui va « aggraver l'insécurité du quartier ». Ont-ils bien entendu qu'il s'agit d'ores et déjà de la zone où l'on retrouve déjà le plus de seringues abandonnées, dont 14 000 chaque année dans les toilettes publiques ? « Autant de dangers pour les enfants du quartier », plaide un habitant favorable à l'ouverture d'une telle salle qui permet, selon les associations, « d'augmenter de plus de 30 % le nombre de sevrages et de substitutions ».

L'image du junky bien ancrée, certains opposants ont semblé imperméables aux bienfaits de ces salles « de réduction des risques », défendues de longue date

par Alain Lhostis, élu communiste au Conseil de Paris. « Loin d'être des lieux de plaisir, ce sont d'abord des lieux de souffrance, celle de personnes en déshérence qui auront, avec cette structure, la possibilité d'accéder aux soins », explique-t-il.

Avec à peine plus du tiers des présents, les détracteurs du projet ont paru bien minoritaires. Surtout dans ce type de réunion « où viennent rarement les personnes favorables », se félicite Rémi Féraud, le maire socialiste du 10^e. De fait, les débats qui avaient précédé l'ouverture d'un centre pour toxicomanes, rue Beaurepaire, en 1997, avaient été bien plus violents, nécessitant l'intervention d'agents de sécurité... « Le public s'est fait plus attentif dès que l'on a expliqué précisément ce qu'était la réduction des risques », notait Pierre Chappard, coordinateur d'un réseau de prévention. Qui relève que « l'adhésion aux salles de consommation s'accroît au fil des mois, après leur ouverture, comme on l'a vu à Vancouver ». Seule l'expérimentation réelle permettra de convaincre les habitants, estime aussi le maire du 10^e, qui souhaite ouvrir cette salle « avant l'été ». « Ce projet est trop important pour être pris en otage par la campagne des municipales », estime-t-il.

© 2013 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130329-HU-204719



Nom de la source

Le Monde.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Vendredi 29 mars 2013

Le Monde.fr • 434 mots

Vifs échanges entre élus et riverains du 10e arrondissement de Paris sur la future "salle de shoot"

Le maire PS du 10e arrondissement de Paris, Rémi Féraud, qui organisait mercredi soir 27 mars la première réunion de concertation sur la future expérimentation d'une salle d'injection de drogue dans le quartier de la gare du Nord, avait promis en préambule un "moment de démocratie" et prévu des "échanges vifs". Sur le deuxième point, au moins, les quelque 200 participants lui ont donné raison.

A peine a-t-il expliqué que les élus n'avaient "pas (encore) trouvé de lieu" que les commentaires fusaient : "On n'en veut pas", ont réagi plusieurs riverains. Le ton était donné par une partie de la salle, déjà exaspérée par la forte présence au quotidien de toxicomanes dans le quartier, et inquiète de l'arrivée d'une telle structure.

Après présentation par les élus et l'association Gaïa du projet, dont l'objectif est de permettre un suivi sanitaire et social des usagers de drogues les plus précaires et réduire les nuisances pour les habitants (190 000 seringues sont distribuées par deux automates chaque année... et 40 000 récupérées), ceux-ci ont fait la queue pour venir au micro exprimer leur point de vue.

"Vous parlez de réduction des risques, mais pour les habitants ou pour les drogués ?", lance un habitant de la rue Ambroise-Paré, particulièrement exposée au problème. "Les consommateurs de drogue, les dealers, on n'en peut déjà plus. Cette salle, cela nous fait une pub nationale dont on se serait bien passés", lâche une professeure retraitée devant radios et télévisions. Et de proposer d'opter pour une installation dans le quartier de... l'Assemblée nationale. "Est-ce légal toute cette histoire ?", interroge un autre.

"Vous rajoutez une nuisance supplémentaire dans le quartier", poursuit le président d'une association de riverains, réclamant "une zone de sécurité prioritaire, comme dans le 18e, ou du moins une prolongation de celle-ci".

UNE "OPÉRATION INTOXICATION DE LA MAIRIE"

Des défenseurs du projet ont également fait le déplacement : "Beaucoup de gens ici souhaitent l'exclusion des drogués, mais ils existent, ils sont là. Essayons de voir ce que nous pouvons faire de positif", propose l'un d'eux, suivi peu après par un autre, venu dire que "dans le quartier, il y a des habitants, et beaucoup même, qui sont pour et attendent cette salle depuis très longtemps".

© 2013 Le Monde.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130329-LMF-3149059

<< [Regarder notre reportage interactif : "A Paris, angoisse et espoir autour de la "salle de shoot" "](#)



Le public ne compte pas que des riverains. Des associations de suivi des toxicomanes sont là, mais aussi des responsables politiques locaux. La première à s'exprimer vient de l'UMP, qui réclame des explications sur le coût - 500 000 à 1 million d'euros par an, lui est-il répondu -, et des garanties sur la sécurité.

Un jeune responsable PCF suit, racontant que déjà, enfant, il a connu les seringues dans les cages d'escalier. Il plaide pour la création d'une salle de consommation de drogue, comme un représentant d'EELV. Puis un autre UMP critique une *"opération intoxication de la mairie"* au sujet de l'intérêt d'une salle d'injection, et réclame un *"vote préalable"*, surfant sur le simulacre de concertation dénoncé par certains riverains.

Leurs interventions finissent par donner un air de meeting électoral à l'affaire. Le calendrier est en effet serré pour les élus de gauche. Si un lieu n'est pas trouvé et aménagé avant l'été, le sujet risque de s'inviter dans la campagne des municipales en 2014.

<< Lire le reportage : "[Le traumatisme de la 'Boutique', un centre installé sans concertation](#)"

Le Monde.fr

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 14



Jeudi 28 mars 2013

Le Monde • p. 14 • 886 mots

Intense débat autour du projet de « salle de shoot »

La mairie du 10^e arrondissement de Paris organise, mercredi 27 mars, une réunion publique avec les riverains

Laetitia Clavreul et Karim El Hadj

Le courrier du maire du 10^e arrondissement de Paris a été distribué dans 7 000 boîtes aux lettres. Il invite les habitants à une « *réunion de concertation* », mercredi 27 mars, à 19 heures. La toute première depuis l'autorisation donnée par Matignon, en février, à l'expérimentation d'une salle de consommation de drogues à moindre risque à Paris. Dès l'automne, Bertrand Delanoë avait précisé que cette expérimentation se situerait près de la gare du Nord, où se concentrent les toxicomanes. Les riverains, depuis, sont partagés entre angoisse et espoir.

La mairie (PS) du 10^e ne fait face à aucune hostilité flagrante, mais sait bien que « *cela pourrait être chaud, mercredi soir* ». L'opposition des riverains est un classique de tout projet d'implantation de structure sociale. Raison de plus pour une « *salle de shoot* », terme péjoratif pour désigner ces lieux où les toxicomanes peuvent venir s'injecter des stupéfiants dans de bonnes conditions sanitaires. Des rumeurs circulent sur la future rue d'implantation. Tant que le lieu n'est pas annoncé, chacun redoute que ce ne soit dans sa rue.

Rémi Féraud, le maire du 10^e, dit vouloir faire remonter les attentes et les craintes pour y répondre. Mais certains

Plus de 92 000 seringues abandonnées dans Paris en 2011 - DÉPLACEMENT DES USAGERS DE DROGUES - SOURCE : COORDINATION TOXICOMANIES

ne voient là qu'un simulacre de concertation. « *Nous avons été mis devant le fait accompli* », tempête Pierre Coulogner, président de l'association Vivre gares du Nord et de l'Est. Le retraité décrit un quartier qui, déjà, « *cumule les nuisances* » avec la présence de prostituées, de SDF, de drogués. Mais pour les associations qui suivent les toxicomanes, cette salle dont l'objectif est de limiter les risques de contamination (VIH, Hépatite C) et d'overdoses et d'offrir un accompagnement social aux usagers de drogue, doit être installée là où ils sont.

Seringues sur le sol

Le périmètre est minuscule : à l'ouest de la gare, les rues Ambroise-Paré, Saint-Vincent-de-Paul et de Maubeuge, et au bout le boulevard de La Chapelle. C'est dans cette zone que l'on voit traîner des seringues sur le sol et des toxicomanes s'administrer leur dose sur la voie publique. C'est là que se trouvent les distributeurs de Steribox (seringues propres, tampons d'alcool) les plus utilisés de la capitale (jusqu'à 260 kits par jour). Là aussi que la société Decaux

© 2013 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130328-LM-0q2803_749255



retrouve le plus grand nombre de seringues évacuées par les eaux de ses Sanisette, selon une étude de Coordination toxicomanie 18, qui fait de la conciliation entre toxicomanes et riverains. Jusqu'à 14 000 par an dans l'une d'elles.

Un tel constat ne suffit pas à emporter l'adhésion. *« Les inquiétudes sont légitimes insiste le maire, qui compte bien réussir à concilier des objectifs de santé publique et de sécurité, en limitant les nuisances. « La salle de shoot existe déjà, ce sont les toilettes de la rue Ambroise-Paré », poursuit-il. Cette Sanisette, fréquentée quasi uniquement par des toxicomanes, a été temporairement fermée sur demande des riverains fin 2012.*

Dans le quartier, il y a ceux qui voient l'intérêt du projet, comme les toxicomanes, premiers concernés : *« Ce serait bien pour tout le monde. On n'aime pas faire ça devant les gens, mais des fois, on est obligés, juge l'un d'eux, ancien agent de sécurité. Cela voudrait dire qu'on nous respecte, qu'on n'est pas des chiens. » « On n'a pas à être mécontents. Cela fait vingt ans qu'on est face au problème. Je préfère qu'ils se shootent dans une structure médicale »,* dit une riveraine.

D'autres émettent surtout la crainte d'une hausse de la consommation, du deal et des agressions. *« Les gens qui passeront se feront arracher leur sac par des gars en manque, lâche un commerçant. Vous me donneriez un appartement, je ne viendrais pas habiter là. »* Cette crainte de la hausse de l'insécurité a été exprimée dans un tract de Vivre Gares du Nord et de l'Est à l'automne. Finalement, l'association est sortie de l'opposition frontale, et cherche

à mettre la pression pour obtenir des garanties sur la sécurité.

Un renforcement des effectifs de police pourrait être demandé par les élus. La Ville de Paris a mis en place un comité de pilotage, où siègent les associations et la Préfecture de police. *« Nous allons déterminer un dispositif de police adapté »,* promet Myriam El Khomri, adjointe à la sécurité, qui tentera de rassurer lors de la réunion de concertation de mercredi.

Rien ne dit que cela suffira. Sera aussi présente Deborah Pawlik, déléguée adjointe d'une UMP plutôt faible dans l'arrondissement. *« Il va y avoir un effet pot de miel pour les dealers. Et cela ne va pas régler le problème de la toxicomanie. C'est une salle de déshootage qu'il faudrait »,* dit-elle, seule à se placer sur le terrain idéologique, quand les riverains s'en tiennent au pragmatisme. Auprès d'elle, un militant propriétaire s'inquiète de la chute des prix de l'immobilier.

Sous le métro aérien

« Les dealers ne viendront pas autour de la salle, ils auront trop peur de se faire prendre, c'est dans le métro ou dans des rues plus loin qu'ils sont », juge un ex-toxicomane, croisé rue de Maubeuge. L'association Gaïa, qui porte le projet, ne croit pas non plus que les trafiquants d'héroïne de Stains ou de Saint-Denis investiront le quartier. Ici, il n'y a que du petit deal entre toxicomanes, qui consomment surtout du skenan, un médicament à base de morphine. *« Nous ne solutionnerons pas tous les problèmes, mais notre objectif est de les améliorer »,* explique Elisabeth Avril, la directrice de Gaïa.

Action Barbès, une autre association de riverains, veut y croire : *« Les toxicomanes existent, il faut les prendre en charge. On se sent mal à l'aise de croiser chaque jour des gens dans un tel état »,* avance Elisabeth Carteron, sa présidente. Elle s'offusque contre ceux qui disent *« oui, mais pas devant chez moi »*. Le fameux *« Not In My BackYard »*. Mais elle aimerait bien que mercredi un lieu soit annoncé.

Rien n'est moins sûr. Certains jurent qu'il est trouvé, mais que la Ville n'en dit rien. M. Féraud dément. Officiellement, ce ne sera pas dans un immeuble d'habitation. L'endroit le plus approprié serait sans doute dans la partie nord de la rue de Maubeuge, long couloir sans résidents, où les bâtiments appartiennent à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris d'un côté, à la SNCF de l'autre. Une demande leur a été faite.

Une troisième option est étudiée, encore plus loin : un Algeco, un peu comme la salle Quai 9 à Genève, qui serait situé sur un terre-plein sous le métro aérien, boulevard de La Chapelle. Un « no man's land » qui pourrait satisfaire les riverains, mais constituerait un lieu de relégation pour les drogués. Déjà, les associations ont vu l'ambition de départ réduite, la mairie ne parlant que d'un public d'« injecteurs », quand elles jugent nécessaire d'ouvrir le lieu aux fumeurs de crack. Ce qui risquerait d'attirer dans le quartier des toxicomanes de la Goutte-d'Or et de Stalingrad.

Si ce « plan C » est retenu, devraient s'ouvrir d'autres discussions : administrativement, le terre-plein est situé... dans le 18e.

Illustration(s) :



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 17b



Jeudi 28 mars 2013

Le Figaro • no. 21352 • p. 17B • 316 mots

Salle de shoot : le maire du Xe pris à partie

Il voulait dépassionner le débat face aux questions de riverains sur l'installation de ce centre près de la gare du Nord.

aude vernuccio RÉMI FÉRAUD, LE MAIRE DU Xe

SANTÉ **PUBLIQUE**
Ambiance chahutée à la mairie du Xe mercredi. Le maire socialiste, Rémi Féraud, a organisé hier soir une réunion publique au sujet de l'installation d'une salle de consommation de drogues autour de la gare du Nord. Il s'agissait, indiquait son entourage dans l'après-midi, « *d'entamer le dialogue et de dépassionner le débat* ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est raté.

C'est sous les huées des riverains et dans un brouhaha inextricable que l'élu socialiste a tenté de justifier le projet. Selon Nicolas, 26 ans, installer une salle de shoot, « *c'est de l'inconscience* ». « *On ne nous écoute pas, c'est de la démagogie* », ajoute Laurent. Début février, Matignon a donné son feu vert pour l'installation d'une salle de consommation de drogues à Paris. Et c'est bien autour de la première gare d'Europe, dans ce quartier déjà gangrené par les dealers et les consommateurs de stupéfiants que va être installé ce futur centre déjà très controversé. C'est du moins ce qu'assure Rémi Féraud. Tout en précisant que le lieu exact n'est pas déterminé, même si certains riverains évoquent la rue de Maubeuge. Selon le maire, l'installation d'un tel centre coûterait de 500 000 à 1 million d'euros.

Avec Jean-Marie Le Guen, l'adjoint de Bertrand Delanoë en charge de la santé publique, le maire du Xe est l'un des fervents partisans de l'ouverture d'un tel lieu. C'est même lui qui s'est porté volontaire pour qu'elle le soit près de la gare du Nord, et ce avant l'été. Il se dit « *persuadé des bénéfices qu'une telle salle peut apporter dans les quartiers où la toxicomanie cause de nombreuses nuisances* ». L'un de ses arguments : « *La salle de shoot existe déjà, ce sont les toilettes de la rue Ambroise-Paré.* »

Mais cette déclaration ne convainc pas les riverains, qui redoutent une recrudescence des allées et venues des dealers dans le quartier ainsi que l'augmentation de la délinquance. Déjà enclins à un fort sentiment d'insécurité dû à la circulation provenant des gares de l'Est et du Nord, ils déchantent. « *Des prostitués, des Roms, et maintenant plus de dealers ? C'est une blague, je présume !* » confie Joan, qui habite depuis cinq ans rue Yves-Toudic, dans le Xe. « *Pour moi, les quelque 90 000 seringues usées et jetées sur les trottoirs chaque année ne diminueront pas pour autant* », poursuit-il.

La salle de shoot existe déjà, ce sont les toilettes de la rue Ambroise-Paré

RÉMI FÉRAUD, LE MAIRE DU Xe

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130328-LF-232x21x2665362211



LE FIGARO

Nom de la source

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 17b



Jeudi 28 mars 2013

Le Figaro • no. 21352 • p. 17B • 328 mots

La future salle de shoot inquiète les habitants du Xe

Le maire d'arrondissement animait mercredi une réunion avec les riverains afin « d'entamer le dialogue et de dépassionner le débat ».

aude vernuccio

SANTÉ PUBLIQUE Les riverains de la gare du Nord (Xe) sont inquiets. Début février, Matignon a donné son feu vert pour l'installation d'une salle de consommation de drogues à Paris. Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, entend ouvrir cet espace pour l'instant à visée expérimentale afin d'encadrer la toxicomanie, a-t-elle justifié. À l'image de celui installé à Zurich depuis l'année 2010, ce site proposera du matériel stérile et un espace dédié.

C'est dans ce contexte que Rémi Féraud, le maire du Xe, arrondissement pressenti pour héberger la future salle de shoot, a organisé hier une réunion publique sur le sujet à la mairie. Il s'agit, indique son entourage, « d'entamer le dialogue et de dépassionner le débat ». « Je suis persuadé des bénéfices qu'une telle salle peut apporter dans les quartiers où la toxicomanie cause de nombreuses nuisances », explique Rémi Féraud, dans la lettre qu'il a envoyée à 7 000 habitants de son arrondissement pour les convier à cette réunion.

« Recherche du local le plus adapté possible »

Avec Jean-Marie Le Guen, l'adjoint de Bertrand Delanoë en charge de la santé publique, le maire du Xe est l'un des

fervents partisans d'une telle ouverture. Il s'est même déclaré volontaire pour qu'elle le soit près de la gare du Nord, et ce avant l'été. « La salle de shoot existe déjà, ce sont les toilettes de la rue Ambroise-Paré », a-t-il lancé dans les colonnes du *Monde*. Une déclaration qui ne convainc pas les riverains, qui redoutent une recrudescence des allées et venues des dealers dans le quartier ainsi que l'augmentation de la délinquance. Déjà enclins à un fort sentiment d'insécurité dû à la circulation provenant des gares de l'Est et du Nord, ils déchantent. « Des prostitués, des Roms et maintenant plus de dealers ? C'est une blague je présume ! » confie Joan, qui habite depuis cinq ans rue Yves-Toudic, dans le Xe. « Pour moi, les quelque 90 000 seringues usées et jetées sur les trottoirs chaque année ne diminueront pas pour autant », poursuit-il.

Un renforcement de la présence des services de police dans les transports et dans les rues, en uniforme et en civil est d'actualité. Mais la question qui agite les riverains est l'emplacement exact de cette future salle de shoot. « Nous sommes actuellement à la recherche du local le plus adapté possible », a indiqué le maire du Xe. Certains habitants affirment qu'il se situerait près de la rue de Maubeuge tandis que la

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130328-LF-232x21x2660096654



mairie déclare qu'il ne sera pas nécessairement situé dans le Xe arrondissement. Les rumeurs agitent le quartier.

**Nom de la source**

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 39



Jeudi 28 mars 2013

Charente Libre • Toutes • p. 39 • 384 mots

Procès Extorsion: audience le 26 juin Le procès d'un enseignant poursuivi pour avoir extorqué de l'argent aux parents d'un élève, prévu hier après-midi devant le tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe (Nord), a été renvoyé au 26 juin. Le procès a été renvoyé en raison de l'indisponibilité des avocats, selon la même source. L'enseignant, Rodolphe Miller, 54 ans, poursuivi pour extorsion, faux et usage de faux, est soupçonné d'avoir réclamé 7.500 euros en juin 2012 aux parents d'un élève d'un lycée d'Aulnoye-Aymeries (Nord) qui lui avait lancé six mois plus tôt une boulette de papier aluminium au visage. Le procès, initialement prévu le 27 janvier, avait été reporté après le retrait de l'avocat de la défense qui n'avait pas obtenu le supplément d'information qu'il réclamait.

toxicomanie Salle de shoot: des débats tendus La première réunion publique sur la future salle de consommation de drogue qui sera expérimentée à Paris près de la gare du Nord s'est tenue hier soir dans une ambiance tendue, même si le lieu d'implantation n'est pas encore fixé. Devant un public partagé entre partisans et opposants au projet, le maire PS du Xe arrondissement Rémi Féraud a affirmé que «l'objectif était bien d'installer la salle dans le quartier Gare du Nord-Lariboisière». «On n'en veut pas», ont aussitôt crié certains riverains. Dans un débat parfois couvert par les hués ou les applaudissements, ses détracteurs lui ont notamment reproché une «fausse concertation», alors que «la décision est déjà prise», et ont manifesté leurs inquiétudes de voir se concentrer les trafics de drogue autour de cette salle qui devrait être ouverte, «7 jours sur 7, huit heures par jour», pour «150 passages par jour», selon Elisabeth Avril, directrice de l'association Gaia-France.

accident Décès d'un pilote d'ULM Un pilote d'ULM de 71 ans est décédé hier après-midi dans la chute de son appareil sur l'aérodrome de Pouilly-Maconge (Côte-d'Or). Vers 16h30, le pilote effectuait une manoeuvre quand il a perdu le contrôle de son ULM, qui s'est écrasé sur l'aérodrome. Le septuagénaire, qui se trouvait seul à bord de l'appareil, a été tué sur le coup. Il s'électrocuta en montant sur un train

Un homme a été très grièvement électrocuté et brûlé au contact d'une caténaire mardi soir à Mantes-la-Jolie (Yvelines) après être monté sur le toit d'un train de banlieue. La victime, qui a été transportée à l'hôpital Percy de Clamart (Hauts-de-Seine), se trouvait dans un état critique. «Vers 19h50, une personne a grimpé sur le toit d'un train qui repartait de la gare de Mantes-la Jolie vers Paris. L'homme a été électrocuté par une caténaire et projeté sur les voies. Le pronostic vital est engagé», a indiqué la police.

Chute mortelle dans une crevasse Un surfeur britannique de 37 ans est mort hier en tombant dans une crevasse sur le glacier des Rognons, dans le massif du Mont-Blanc. L'accident s'est produit vers 14h15 à proximité du domaine skiable des Grands Montets. L'homme, qui skiait seul, est mort de ses blessures. De nationalité britannique, il résidait à Passy (Haute-Savoie), à une vingtaine de kilomètres de Chamonix.

© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130328-CHA-article×1(1557564)

France



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 32



Vendredi 8 mars 2013

Le Figaro • no. 21335 • p. 32 • 63 mots

Salle de shoot à Paris : élus UMP et habitants très inquiets

La création imminente d'une salle de shoot à proximité de la gare du Nord, dans la capitale, fait peur. Dans ce quartier difficile, les habitants craignent une augmentation de la délinquance et du trafic. Philippe Goujon (*photo*), président de la fédération UMP, qui connaît bien le dossier, est venu débattre avec eux mercredi soir. Opposé à cette initiative, il estime notamment que « *ce projet, contestable sur le plan juridique, ouvre aussi la voie à la dépénalisation de la drogue* ».

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130308-LF-222x21x2370568286



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 12 février 2013

Le Figaro • no. 21314 • p. 15A • 488 mots

Rue Ambroise-Paré, supermarché des drogues dures à Paris

C'est ici, près de la gare du Nord (Xe), que se trouve l'un des principaux lieux de vente de la capitale. Face aux habitants excédés, la Mairie met en avant la future salle de shoot.

Chloé Woitier LA PRÉSIDENTE D'ACTION BARBÈS

p. 15a



DROGUES C'est là, près de la gare du Nord, que le gouvernement et la Mairie de Paris veulent installer la première salle de shoot de France. À première vue, c'est une rue comme tant d'autres à Paris. Le passant pressé ne prêterait guère attention au manège qui se joue chaque jour devant l'hôpital Lariboisière. Tout au plus remarquerait-il quelques individus alcoolisés qui lui feraient presser le pas.

Pourtant, la large rue Ambroise-Paré abrite l'une des principales zones d'achat et de consommation de drogues dures de la capitale. L'endroit, très passant grâce à la présence de l'hôpital, ne manque pas d'atouts pour les consommateurs. Située à proximité immédiate de la première gare d'Europe et des quartiers de Barbès et de la Goutte d'Or, la rue comprend des entrées dans des parkings souterrains et des toilettes publiques : autant d'endroits où les usagers peuvent faire leurs injections à l'abri des regards.

De quoi mettre en colère les riverains de ce secteur difficile, « *témoins d'une scène à ciel ouvert. Bruit, agressivité voire agressions, et une présence permanente qui crée un climat pesant* » sont leur quotidien, énumère Rémi Féraud, maire du Xe arrondissement.

À ces problèmes s'ajoutent des intrusions dans les halls d'immeuble dont les portes sont forcées. Le 1er décembre, un groupe d'une centaine d'habitants du quartier a défilé dans les rues pour exprimer son « *ras-le-bol face à ce cloaque* », selon les mots de Pierre Colongier, président de l'association Vivre Gares du Nord et Est. « *Notre quartier cumule les nuisances, entre la drogue, la mendicité, et la présence de marginaux alcoolisés* », explique-t-il. « *Le premier fléau reste l'alcool* », que consomment aussi les toxicomanes pour améliorer l'effet des drogues, confirme la présidente de l'association de quartier Action Barbès. Le Monoprix du quartier a ainsi décidé d'avancer la fermeture de ses portes à 22 heures, contre minuit auparavant, afin de repousser ces clients indésirables.

« *Les riverains sont excédés, et je le comprends* », souligne la présidente d'Action Barbès. « *Mais les consommateurs de drogues ont toujours été présents dans Paris. Si on leur interdit un quartier, ils iront ailleurs* », explique-t-elle. Les associations ont en mémoire les opérations coups de poing contre la place Stalingrad (XIXe), à la fin des années 1990 : vingt ans plus tard, les dealers et consommateurs de crack y sont toujours présents.

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130212-LF-212x21x239769994



Trafic de survie

Le profil du secteur gare du Nord est assez différent. Ici, les dealers sont rares. Bien souvent, ce sont les consommateurs qui vendent eux-mêmes du Subutex et surtout du Skenan, substance reine du secteur (*voir encadré*), afin de financer leur consommation d'héroïne. « *C'est un petit trafic de survie* », commente le maire du Xe arrondissement. Impossible de faire le compte du nombre d'usagers venant chaque jour se fournir autour de l'hôpital. Les associations de prévention décrivent deux grands groupes de consommateurs de Skenan. Des jeunes, souvent accompagnés de chiens, en rupture familiale (un tiers provient de l'aide sociale à l'enfance), et n'ayant parfois jamais touché à l'héroïne. L'autre groupe est composé d'hommes de 30 à 45 ans, tombés dans la drogue à l'adolescence, et souvent atteints d'hépatite C (55 %) et du sida (8 %), selon l'association Gaia.

Cette dernière va s'occuper de la première salle de shoot du pays, qui sera installée dans le quartier. « *Au-delà de l'enjeu de santé publique, cette salle va permettre d'apaiser un quartier où sévit l'insécurité* », en mettant fin aux intrusions dans les immeubles et aux injections « à ciel ouvert », affirme le maire du Xe. « *L'efficacité de la présence policière est limitée, il faut passer à autre chose* », martèle-t-il. Reste à convaincre les habitants, dont beaucoup craignent que la présence de la salle aggrave encore plus la situation.

« *Si on leur interdit un quartier, ils iront ailleurs* » LA PRÉSIDENTE D'ACTION BARBÈS


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_t_10



© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130210-PA-2554623

Dimanche 10 février 2013

Le Parisien • p. 75_T_10 • 89 mots

L'annonce

Une salle de shoot à Paris

Comme neuf autres pays dans le monde, dont sept en Europe, la France va expérimenter pour la première fois une salle de shoot à Paris. Matignon a donné mardi son accord au projet porté par une association et la mairie du Xe arrondissement. Ce projet, qui prévoit l'ouverture de la salle avant l'été 2013 près de la gare du Nord, pourrait accueillir 200 toxicomanes par jour, 7 jours sur 7. Aucune drogue ne leur sera fournie. L'idée des promoteurs de cet essai répond à des objectifs de santé publique. L'opposition et l'Académie de médecine ont protesté. Selon eux, ce projet tend à banaliser l'usage des drogues. De futurs riverains de cette salle s'y opposent également.



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Vendredi 8 février 2013 • 11:58:07 GMT

AFP Infos Françaises • 466 mots

Salle de shoot à Paris: ouverte 7j/7, 200 toxicomanes par jour

PARIS, 08 fév 2013 (AFP) - - Matignon a donné son feu vert pour expérimenter une salle de shoot à Paris, une première en France: l'association pilotant le projet veut ouvrir la salle à l'été 2013, et y accueillir 200 usagers par jour dans le quartier de la gare du Nord, sept jours sur sept.

- Quand et où ?

- Le maire du Xe arrondissement de Paris, volontaire pour accueillir la salle, et l'association Gaïa qui pilote le projet d'expérimentation veulent ouvrir la salle "avant l'été" 2013. "C'est un souhait mais il n'y a pas d'urgence. Il faut se concerter avec les riverains, la police; trouver un lieu, l'aménager", explique Céline de Baulieu, coordinatrice du projet chez Gaïa. La question du lieu est très sensible pour les riverains. Quatre ou cinq projets circulent. "Une salle de consommation fonctionne si elle est proche d'une scène de consommation, c'est à dire près de la gare du Nord", dit Mme de Baulieu. Selon le maire du Xe, la Ville travaille avec la SNCF pour trouver un local. L'hôpital Fernand-Widal et l'hôpital Lariboisière, proches de la gare du Nord, sont deux autres options. Un préfabriqué installé dans la rue est aussi envisagé. Inquiets, les riverains de "l'Association Vivre Gares du Nord et Est", ont posé leurs conditions: rien "à coté d'habitations, d'une école ou d'une crèche".

- Comment ça marche ?

- Chaque usager doit venir avec sa drogue. Aucune drogue ou produit de substitution n'est fournie. L'usager qui se présente pour la première fois devrait remplir une fiche de profil (quelle drogue il prend, depuis quand, a-t-il un logement, etc.) Le dossier est anonyme, l'usager étant identifié grâce à un prénom (ou pseudo) et une date de naissance. A l'accueil, le consommateur montre la drogue qu'il va consommer. On lui donne un ticket "comme à la sécurité sociale", dixit Mme de Baulieu, et il attend son tour. Si c'est une drogue à inhaler comme du crack, il ira dans un espace fermé avec extracteur de fumée (la salle n'accueille pas les fumeurs de cannabis). Si c'est pour une injection, il s'assoit derrière l'une des tablettes individuelles avec paravent. Un ou deux intervenants, infirmières ou éducateurs, "donne le matériel stérile et s'assure que tout se passe bien", selon Gaïa. Ensuite, Gaïa espère que l'usager pourra, avant de retourner dans la rue, passer du temps dans un "espace convivial", un "sas", où il pourra discuter avec un éducateur. Dans le projet actuel, la salle peut recevoir 200 personnes par jour, sept jours sur sept, de 13H00 à 21H00. Jusqu'à huit usagers pourraient être accueillis en même temps.

- Qui va payer ?

Fin 2012, le Conseil de Paris a voté une subvention de 38.000 euros en faveur de Gaïa pour un travail préparatoire. Pour la suite il faudra trouver plusieurs

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130208-AF-tx-par-mdc89



centaines de milliers d'euros par an. Pour cela "on discute avec l'agence régionale de santé, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), le conseil régional, la mairie de Paris", explique Gaïa.

- Est-ce légal ?

Que fera la police si elle interpelle un usager aux abords de la salle, en possession de stupéfiants ? Et la justice ? Beaucoup de questions restent sans réponse. "D'après nous, il n'y a pas besoin de changer la loi, il faut modifier le texte réglementaire" pour préciser le cahier des charges, explique à l'AFP Danièle Jourdain-Menninger, la présidente de la Mildt. L'idée serait de modifier le décret d'avril 2005 qui précise les modalités d'intervention des acteurs engagés dans une politique de réduction des risques auprès des toxicomanes. Une circulaire pénale territoriale pourrait aussi être prise. A charge aux ministères de l'Intérieur et de la Justice de prendre les actions nécessaires pour permettre l'expérimentation. Le but c'est que la police n'arrête pas les usagers de drogue qui se rendent à la salle et que la justice ne condamne pas le personnel de ces espaces pour complicité, précise la Chancellerie.

sj-at/ng/bg

SUD OUEST

Nom de la source

Sud Ouest

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Aquitaine, France

p. bordeaux
rive gauche-
c2_9

Vendredi 8 février 2013

Sud Ouest • Bordeaux Rive Gauche • p. Bordeaux Rive Gauche-C2_9 • 548 mots

SANTÉ L'annonce cette semaine de l'ouverture d'une première expérimentation de salle de shoot à Paris donne le coup d'arrêt du projet à Bordeaux

La salle de shoot attendra

ISABELLE CASTÉRA

A1-12572963.jpg

En tout cas, il semble reporté

A 1-12572963.jpg
Officiellement, depuis l'automne dernier, trois villes étaient positionnées pour héberger une salle de consommation de drogue surveillée, dite prosaïquement salle de shoot. Paris, Marseille et Bordeaux. Ici, deux opérateurs avaient déposé une candidature, le Ceid et La Case (1). Le maire de Bordeaux n'étant pas hostile à cette expérimentation, en dehors de l'ire des riverains, rien ne s'opposait à ce projet. Mais il fallait le feu vert du gouvernement.

Cette semaine, les opérateurs bordelais ont appris que ce feu vert avait été accordé... à l'expérimentation de Paris. Et seulement de Paris.

Jean-Michel Delile, psychiatre, directeur du Ceid, avoue sa surprise : « Marseille et Bordeaux ne seront pas des villes d'expérimentation. C'est dommage, il aurait été intéressant d'évaluer sur plusieurs sites, présentant des situations différentes. Et de comparer nos réponses. Je pense que le gouvernement a choisi la prudence, craignant l'emballement médiatico-politique sur ce sujet brûlant. »

« Purement politique »

Le Ceid rencontre et soigne 2 000 personnes chaque année à Bordeaux, des toxicomanes qui sont dans une démarche de soin. La Case est un centre d'accueil et d'accompagnement pour la réduction des risques, une émanation de Médecins du monde qui porte le projet parisien. La directrice, Véronique Latour, n'entend pas abandonner : « Si Marseille renonce, c'est parce que le maire s'oppose à cette expérimentation. Rien n'est décidé pour Bordeaux. Nous avons fait notre boulot d'opérateur, la décision n'est plus entre nos mains, elle est purement politique. Tout se joue entre Matignon et la mairie de Bordeaux. »

La directrice plaide pour une salle de shoot ancrée dans son établissement, rue Saint-James, au grand dam des voisins. « Ça me semble toujours le plus opportun. Maintenant, on n'est arc-bouté sur rien. On peut bouger », signale la directrice.

Une salle ou un camion ?

Jean-Michel Delile, malgré sa déception, défend toujours son projet d'antenne mobile : « Il correspond à nos besoins, dit-il. Il n'y a pas de scène ouverte bien identifiée où se droguent

© 2013 Sud Ouest. Tous droits réservés. Cet article a également été publié dans les éditions suivantes : Bordeaux Rive Droite, page C2_9
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130208-SO-080213ap9928374



les toxicomanes, à l'instar de Bilbao par exemple. Là, la création d'une salle de consommation était nécessaire, car elle protège les passants et permet aux drogués d'être en contact avec les équipes soignantes. À Bordeaux, il existe en revanche des petits spots, le parking Victor-Hugo par exemple, des squats. Le dispositif mobile était la réponse adaptée. »

Ces derniers jours, les controverses ont chauffé à blanc les réseaux sociaux et les médias en général, chacun y allant de sa petite phrase assassine. Paris essuie les plâtres. Selon Jean-Pierre Daulouède, psychiatre, pionnier de l'addictologie en France et président de La Case, « ce n'est qu'une question de temps. Une fois que les élections seront derrière, tout le monde ouvrira ses structures. C'est la suite logique du travail entamé aujourd'hui, d'une logique imprenable. »

Sur ce point, les deux opérateurs bordelais sont d'accord, la réalité de terrain l'exige. « La ville n'a pas la compétence pour évaluer les besoins en terme de santé publique, pas de ressource technique pour un avis posé. Nous oui », assure le directeur du Ceid.

La balle serait donc dans le camp de Matignon...

(1) Ceid : Comité étude information drogue. Case : Centre d'accueil santé échange.

À la mairie de Bordeaux, la prudence est de mise. Campagne électorale rime mal avec salle de shoot. Si Alain Juppé s'est toujours déclaré favorable à une expérimentation dans sa ville, il ne semble pas prêt à en découdre pour défendre à tout prix le projet. Alexandra Siarri, adjointe aux nouvelles précarités commente : « Nous n'avons pas bougé.

Notre conviction reste inchangée. Nous sommes opposés à l'installation d'une salle de shoot à La Case, mais partants pour une antenne mobile ou une prise en charge en milieu hospitalier. Cela dit, nous n'avons à ce jour jamais été contactés par le cabinet de Marisol Touraine, ni par Matignon. À aucun moment. D'ailleurs, je trouve ça vraiment étonnant. Nous avons appris l'annonce de l'ouverture de cette salle à Paris par les voies de presse, comme tout le monde. La mairie n'a pas vocation à imposer son souhait d'avoir une salle de consommation dans sa ville, car nous n'avons pas les outils pour évaluer les besoins réels. En revanche, nous avons suivi les dossiers de candidature des associations de près. »

I. C.

**Nom de la source**

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

Mercredi 6 février 2013

Charente Libre • Nord • p. 1 • 48 mots

Drogue

Une première salle de shoot à Paris

Une salle de consommation de drogue ouvrira à Paris avec l'autorisation du gouvernement. Page 37

Une salle de consommation de drogue ouvrira à Paris avec l'autorisation du gouvernement. Page 37

Une salle de consommation de drogue ouvrira à Paris avec l'autorisation du gouvernement. Page 37

p. 1



© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20130206-CHA-une*1premiere*1salle*1de*1shoot*1à*1paris(1532790)



LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 6 février 2013

Le Figaro • no. 21309 • p. 1 • 13 mots

DROGUE Ayrault autorise la première salle de shoot

Le site expérimental, installé à Paris, ouvrirait avant l'été.

p. 1



© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-LF-212x20x24194605932



Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 60_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 60_t_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGEs 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542427



Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 75_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGES 2 et 3

M atignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542509



**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 78_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 78_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGEs 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542603



Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 95_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 95_t_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGEs 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2543149



Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 7s_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 7S_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGEs 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542721



**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 93_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 93_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGES 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2543001



**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 94_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 94_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGES 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2543075




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 7n_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 7N_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGES 2 et 3

M atignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542639



Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 91_t_1



Mercredi 6 février 2013

Le Parisien • p. 91_T_1 • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGEs 2 et 3

Matignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PA-2542811




Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

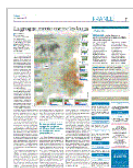
Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 11



© 2013 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-LC-assignment_296749

Mercredi 6 février 2013

La Croix • no. 39500 • p. 11 • 70 mots

TOXICOMANIE Une salle de shoot expérimentale va ouvrir à Paris

Matignon a donné son feu vert pour expérimenter une salle de consommation de drogue à Paris. C'est la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et toxicomanies qui est chargée de la mise en place de cette expérimentation, avec le ministère de la santé. Actuellement illégales en France, ces salles de consommation sont destinées aux toxicomanes de rue précarisés et en rupture. La ministre de la santé, Marisol Touraine, avait promis des expérimentations « dans le courant de l'année 2013 » et plusieurs villes, de gauche comme de droite, s'étaient portées volontaires.





Nom de la source

Charente Libre

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

L'Isle d'Espagnac, Poitou-Charentes, France

p. 37



Mercredi 6 février 2013

Charente Libre • Toutes • p. 37 • 370 mots

Salle de shoot: essai à petite dose

N Le gouvernement a donné hier son feu vert à l'expérimentation d'une salle de consommation de drogue n C'est une prudente avancée: l'essai portera sur une salle dans une ville, Paris

Matignon a donné hier son feu vert pour tenter l'expérience d'une salle de consommation de drogue à Paris, une première en France qui satisfait les associations accompagnant les usagers de drogue mais «inquiète» les riverains des quartiers où se concentrent les trafics. D'autres villes comme Marseille, Strasbourg ou Bordeaux étaient prêtes pour cette expérience. Mais, visiblement, le gouvernement veut avancer prudemment dans cette nouvelle réforme «sociétale».

«C'est un travail préparatoire qui va permettre de confirmer la faisabilité du projet dans ses dimensions sanitaires, sociales, économiques et en termes de sécurité publique», a expliqué Matignon qui n'a pas précisé quand et où dans Paris cette salle serait mise en place.

Le maire du Xe arrondissement de Paris, Rémi Féraud, volontaire pour qu'une salle de consommation ouvre près de la gare du Nord, où se rassemblent nombre de consommateurs, est satisfait car «cela fera progresser la santé publique et la sécurité publique». Il espère que la salle puisse être ouverte «avant l'été». La Ville travaille avec la SNCF pour trouver un local, a-t-il précisé.

Ces salles de consommation sont destinées aux toxicomanes de rue précarisés. Elles doivent leur permettre

Les salles de consommation de drogue existent déjà dans d'autres pays. Ici, à Berlin. Photo archives AFP

de consommer leurs propres produits dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé, et de réduire les troubles à l'ordre public.

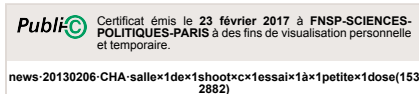
Paris accorde une subvention de 38.000 euros à l'association Gaïa Paris, pour lui permettre de préparer l'ouverture de la future salle de consommation. «C'est une très bonne nouvelle, on va se mettre au travail», salue pour sa part Thierry Brigaud, le président de Médecins du Monde (MDM) qui travaille sur le projet de Gaïa Paris.

Cette salle «va permettre de remettre dans le parcours de soins les usagers de drogue à hauts risques», juge M. Brigaud.

Le président de MDM n'a «aucun doute»: l'expérience va être concluante. «Une étude de l'Inserm montre que ces salles sont nécessaires, et en Espagne, à Bilbao, MDM a montré que c'était un dispositif intéressant pour les usagers et le voisinage», dit-il.

Jean-Pierre Couteron, président de Fédération addiction, qui regroupe des professionnels accompagnant les usagers de drogue, est partagé. «Satisfaction, parce que ça va se faire. Inquiétude que l'expérimentation ne

© 2013 Charente Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



porte que sur un lieu, ce qui fait peser une énorme pression sur ce lieu», dit-il.

Du côté des riverains de l'«Association Vivre Gares du Nord et Est», c'est l'inquiétude qui prédomine face aux risques de regroupement *«du trafic, des dealers»*. *«La salle de shoot va générer un appel d'air pour les drogués des autres quartiers»*, affirme Pierre Coulogner, son président.

Ce dernier a discuté avec Gaïa Paris pour évoquer les contours de leur projet. Il table sur une salle pouvant recevoir jusqu'à 200 personnes par jour. Et il pose ses conditions: la salle ne doit pas se situer *«à proximité d'un lieu d'habitation, d'une école ou d'une crèche»*.

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 9



Mercredi 6 février 2013

Le Figaro • no. 21309 • p. 9 • 578 mots

Le gouvernement veut ouvrir une salle de shoot à Paris

Un premier site expérimental pourrait être créé près de la gare du Nord.

Anne Jouan

SANTÉ PUBLIQUE La polémique s'annonce violente. Mardi, Matignon a donné son accord pour l'ouverture d'une salle de consommation de drogues à Paris, du moins d'un point de vue expérimental. Les réactions de l'opposition n'ont pas tardé. Camille Bedin, secrétaire générale adjointe de l'UMP, a estimé que « le gouvernement socialiste applique à la lettre la théorie du «mal par le mal» en essayant de guérir «l'héroïne par l'héroïne». Encore une fois, la gauche caviar et cannabis ne gouverne qu'au gré des lobbys. » Le député UMP Jacques Myard a dénoncé un gouvernement qui « vient, ni plus ni moins, de banaliser, d'encourager et de légaliser la consommation de drogues, ce malgré les expérimentations très peu concluantes faites à l'étranger. »

Mi-juillet 2010, Roselyne Bachelot alors ministre de la Santé, s'était prononcée en faveur d'une concertation sur l'opportunité d'expérimenter en France ce type de centres. Le but avancé était de lutter contre le sida et les hépatites favorisés par une consommation dans la rue. En 2012, la ministre de la Santé Marisol Touraine avait promis des expérimentations « dans le courant de l'année 2013 » et confié à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie

Denis Balibouse/Reuters

La salle Quai 9, créée au début des années 2000 près de Genève, accueille 50 à 70 toxicomanes par jour.

(Mildt) « une étude de faisabilité » des différents projets.

Avec cette décision, Pierre Chopard, porte-parole du réseau français de réduction des risques, estime qu'un « pas symbolique énorme vient d'être franchi même si une salle ne résoud pas le problème de l'injection dans l'espace public. C'est la première innovation en matière de réduction des risques depuis quinze ans ».

Le maire PS du Xe arrondissement de Paris, Rémi Féraud, est volontaire pour qu'une salle soit installée près de la gare du Nord et espère qu'elle pourra être ouverte avant l'été. « Cela ferait progresser la santé publique et la sécurité publique », avance-t-il. Pour le député PS Gérard Bapt, ces salles valent le coup « surtout si elles permettent d'aller vers le sevrage ».

L'exemple suisse

Ces lieux étaient jusqu'à présent interdits en France. Plusieurs pays les ont adoptés, comme la Suisse où l'on dénombre un local dans chaque grande ville. Zurich en compte même sept. Près

© 2013 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-LF-212x20x24261603317



de Genève, le cas de la salle Quai 9 (appelée ainsi car située en face du quai numéro 9 de la gare) est régulièrement cité en exemple par les défenseurs des salles de shoot. Créée au début des années 2000, elle accueille entre 50 et 70 toxicomanes par jour. *« Notre objectif était de permettre à tous ceux qui n'arrivent pas à arrêter, de limiter les conséquences négatives liées à la consommation de drogues »*, confiait la coresponsable de Quai 9, Martine Baudin, au Figaro (nos éditions du 22 juillet 2010). *« Nous voulions que les toxicomanes restent en meilleure santé possible, tant sur le plan physique que psychique. »*

Mais l'exemple suisse ne fait pas l'unanimité en France chez les médecins en charge d'addiction, de toxicologie ou de psychiatrie. Certains estiment que ce type de centres s'inscrit dans le cadre de la réduction des risques sanitaires, en limitant la propagation du VIH et de l'hépatite C. Faux, répondent d'autres médecins. *« Cela aurait été utile il y a une trentaine d'années, quand les seringues passaient de bras en bras, et que les shoots avaient lieu en public, sur le trottoir et près de l'eau des caniveaux »*, rétorque le Dr Xavier Laqueille, chef du service d'addictologie de l'hôpital Sainte-Anne à Paris. *Aujourd'hui, le débat est passé d'autant plus que les nouvelles contaminations pour les toxicomanes ne sont plus que de l'ordre de 2 %. Le plan de réduction des risques a montré son efficacité. »*

L'urgence en matière sanitaire, pour lui, n'est pas de créer ce type de lieux mais plutôt de créer des lits d'hospitalisation. *« Entre les hôpitaux psychiatriques et le milieu carcéral, nous n'arrivons pas à hospitaliser nos patients »*, déplore encore le Dr Laqueille.

Par ailleurs, les salles de shoot posent des questions en terme de droit. Des médecins s'interrogent sur la responsabilité du personnel encadrant les salles en cas de décès d'un toxicomane après un surdosage. *« Ça va être compliqué »*, pronostique l'un d'eux...

Autre question, comment justifier juridiquement la mise en place de structures autorisant la consommation d'un produit sur un lieu donné, alors que partout ailleurs, cette même substance est illicite ? L'ouverture de salles de shoot sous-entend que les forces de l'ordre ferment les yeux dans un périmètre bien défini aux alentours. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas se prononcer en faveur d'une légalisation ou d'une dépénalisation ? Les défenseurs des salles de shoot jurent qu'il n'y a aucun rapport entre prôner l'ouverture de tels endroits et la dépénalisation.

LE PROGRÈS

Nom de la source

Le Progrès (Lyon)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Lyon, Rhône-Alpes, France

p. ig6



Mercredi 6 février 2013

Le Progrès (Lyon) • JUR • p. IG6 • 200 mots

Une « salle de shoot » sera expérimentée à Paris

François VIGNOLA

Matignon a donné hier son feu vert : l'expérience d'une salle de consommation de drogue sera bien tentée à Paris ; une première en France qui satisfait les associations accompagnant les usagers de drogue mais « inquiète » les riverains des quartiers où se concentrent les trafics. Matignon a indiqué que la Mildt (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et toxicomanies) était chargée de la mise en place de cette expérimentation, avec le ministère de la Santé, sans préciser quand et où dans Paris cette salle serait mise en place.

Les salles de consommation sont destinées aux toxicomanes de rue précarisés. Elles doivent leur permettre de consommer leurs propres produits dans de bonnes conditions d'hygiène, sous supervision de personnels de santé.

L'annonce de cette expérimentation a suscité de nombreuses réactions politiques hier, notamment dans l'opposition. Le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, s'est « réjoui » de la décision. L'UMP-Paris considère, elle, que le gouvernement s'engage « dans une impasse » : « Comment concevoir la mise en place et le financement public de salles de consommation de drogues lorsque celles-ci sont interdites par la loi ? ». « Une salle de shoot c'est à mon avis quelque chose de dangereux. Ça pourrait favoriser la consommation.

L'expérience sera une première en France.
PQR-Nice Matin

Imaginez-vous quelqu'un qui consomme de la drogue à qui on dit : 'Venez dans la salle de shoot, ce sera sécurisé'. S'il voulait arrêter au départ parce qu'il savait que c'était dangereux de se piquer dans la rue, il va trouver que c'est beaucoup plus simple d'aller dans une salle de shoot », a considéré le député UMP de Paris Bernard Debré.

© 2013 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PR-271330689206



**Nom de la source**

Aujourd'hui en France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mercredi 6 février 2013

Aujourd'hui en France • 24 mots

Drogue

Feu vert pour une salle de shoot à Paris

PAGES 2 et 3

M atignon a tranché hier. La première salle de consommation de drogue ouvrira à titre expérimental à Paris, au printemps. Une nouvelle polémique s'annonce.

© 2013 Aujourd'hui en France. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-PJ-story_20130206_par_auj_cnat_1_2x20x2109168283
2x2xml



l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 6 février 2013

l'Humanité • 213 mots

Une salle de shoot bientôt à Paris

M. B.

Matignon aurait donné son feu vert pour tenter l'expérience d'une salle de consommation de drogue dans la capitale.

Une salle de consommation de drogue devrait ouvrir prochainement à Paris, d'après des informations révélées hier par France Culture et confirmées par le service de presse de Matignon. C'est la Mildt (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et toxicomanies) qui sera chargée de la mise en place de cette expérimentation, avec le ministère de la Santé. À la Mildt, on ne confirmait pas cette information hier, indiquant que les « budgets ne sont pas encore votés ». Quant à Matignon, il ne précise ni le calendrier de mise en oeuvre, ni le lieu d'implantation de cette salle. D'après le maire du 10^e arrondissement de Paris, Rémi Féraud, la Ville travaille avec la SNCF pour trouver un local. Volontaire pour qu'une salle de consommation ouvre près de la gare du Nord, l'élus s'est « réjoui » de cette décision : « Le quartier de la gare du Nord en a besoin. Cela fera progresser la santé publique et la sécurité publique. » Plusieurs villes, de gauche comme de droite, sont sur les rangs pour tenter cette expérimentation.

supervision de personnels de santé, mais aussi réduire les troubles à l'ordre public.

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, avait promis des expérimentations « dans le courant de l'année 2013 » et confié à la Mildt « une étude de faisabilité » des différents projets. Le 10 décembre, le Conseil de Paris avait même voté une subvention de 38 000 euros à l'association Gaïa Paris, pour lui permettre de préparer l'ouverture de cette future salle.

© 2013 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130206-HU-194383

Actuellement illégales en France, ces salles de consommation sont destinées aux toxicomanes de rue, précarisés et en rupture. Elles doivent leur permettre de consommer leurs propres produits dans de bonnes conditions d'hygiène, sous



**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 5 février 2013 • 17:37:02 GMT

AFP Infos Françaises • 462 mots

Nouvelles réactions politiques à l'expérimentation d'une salle de shoot à Paris

PARIS, 05 fév 2013 (AFP) - - Nouvelles réactions au feu vert de Matignon à l'expérimentation d'une salle de consommation de drogue à Paris:

- Christian Jacob, chef de file des députés UMP: "C'est une décision particulièrement choquante, car le rôle de l'Etat n'est pas d'organiser la consommation aux stupéfiants" (déclaration dans les couloirs de l'Assemblée nationale).

- Bruno Le Roux, chef de file des députés PS: "C'est une expérimentation qui, dans d'autres pays, a donné des résultats qu'il serait bien de pouvoir observer. Je suis très attentif aux initiatives qui sont prises, qui ne méritent aucune caricature et qui visent à résoudre aujourd'hui des problèmes qui se posent très concrètement dans notre pays, et que les remises en cause, les anathèmes, les caricatures n'ont jamais permis d'améliorer" (déclaration dans les couloirs de l'Assemblée nationale).

- Eric Ciotti, député UMP: "Installer des lieux publics où on va consommer de la drogue me paraît grave et s'inscrit dans la logique des socialistes, celle de la dépénalisation prônée par Vincent Peillon, voire de la légalisation, prônée par les Verts. On ouvre une porte qui risque de ne pas se refermer: installer des salles de shoot, c'est demain sans

doute aller vers la dépénalisation de l'usage des drogues dites douces, c'est peut-être aller vers la légalisation, et une fois qu'on aura dépénalisé ou légalisé les drogues douces, une fois qu'on aura installé des lieux où on peut se droguer librement, la dérive potentielle, voire probable, c'est qu'on aille vers la dépénalisation de drogues plus dures. Le seul message face à la consommation de drogue, c'est la fermeté. En même temps, bien sûr, il faut un traitement médical pour les toxicomanes, mais en milieu hospitalier fermé" (déclaration dans les couloirs de l'Assemblée nationale).

- Bernard Debré, député UMP de Paris, médecin: "Une salle de shoot c'est à mon avis quelque chose de dangereux. Ça pourrait favoriser la consommation. Imaginez-vous quelqu'un qui consomme de la drogue à qui on dit: +Venez dans la salle de shoot, ce sera sécurisé.+ S'il voulait arrêter au départ parce qu'il savait que c'était dangereux de se piquer dans la rue, il va trouver que c'est beaucoup plus simple d'aller dans une salle de shoot. (...) D'autre part il y a des problèmes juridiques majeurs. S'il y a un drogué qui fait une overdose dans une salle de shoot, qui est responsable, c'est l'Etat. Si un drogué qui sort de la salle de shoot commet un crime ou un délit, qui est responsable, c'est l'Etat (...). Il vaudrait mieux mettre cet argent dans la prévention qui n'existe pas assez. Nous sommes en train de voir apparaître de

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130205-AF-tx-par-ltx29



multiples drogues de plus en plus dangereuses, ce n'est pas le signal qu'il faut donner (...). Je préfère que les toxicomanes soient pris en charge pour qu'on puisse les sevrer" (sur Europe 1).

- Le groupe UMP au Conseil de Paris:
"En donnant, aujourd'hui, son feu vert à la création d'une salle de shoot à Paris, le gouvernement se trouve dans une impasse (...); Comment concevoir la mise en place et le financement public de salles de consommation de drogues alors que celles-ci sont interdites par la loi? Comment concevoir une telle prise en charge de la consommation de stupéfiants par les pouvoirs publics et le message contradictoire ainsi envoyés aux usagers cherchant à rompre avec leurs addictions, à leurs familles et à tous les acteurs de terrain qui accompagnent les malades? Jean-François Legaret, Philippe Goujon, Jean-François Lamour et les élus du groupe UMP au Conseil de Paris condamnent fermement la décision de Matignon et demandent aux acteurs concernés d'utiliser leurs moyens pour favoriser la prévention, les soins et l'accompagnement plutôt que d'offrir un cadre aux addictions" (communiqué).

vdr-sl/dec/kap/df

**Nom de la source**

Reuters général

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 5 février 2013 • 16:25:45 GMT

Reuters général • 322 mots

France-Une "salle de shoot" va être expérimentée à Paris

PARIS, 5 février (Reuters) - Le gouvernement a donné son feu vert à l'expérimentation à Paris d'une salle de consommation de drogue, dite "salle de shoot", un concept jusqu'à présent illégal en France mais existant dans plusieurs pays européens, dont la Suisse et l'Allemagne.

C'est la Mildt (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et toxicomanies) qui est chargée de mettre en place cette expérimentation, sous la houlette du ministère de la Santé, ont fait savoir mardi les services du Premier ministre, confirmant une information de France Culture.

"C'est un travail préparatoire qui va permettre de confirmer la faisabilité du projet dans ses dimensions sanitaire, scientifique, sociale, économique et en terme de sécurité publique", dit-on dans l'entourage de Jean-Marc Ayrault.

Aucun détail n'a toutefois été donné sur le calendrier de la mise en place de cette expérimentation.

La mairie de Paris avait bâti un "pré-projet" mais l'autorisation du gouvernement était nécessaire.

Selon l'association de prévention et de soin en toxicomanie Gaïa-Paris à l'origine avec Médecins du Monde du pré-projet, la salle serait ouverte dans le nord-est de Paris au printemps.

"On est prêt", a dit à Reuters le président de Gaïa-Paris, Jean-Pierre L'Homme. "A partir du moment où le feu vert est donné, il faut compter trois mois environ pour la mise en place de cette salle, en prenant en compte la formation des équipes et le travail de pédagogie auprès des riverains."

"LE MAL PAR LE MAL"

Le dispositif doit permettre de réduire la mortalité, les infections et le risque "d'injections sauvages" dans les rues en permettant aux toxicomanes de consommer leurs produits dans de meilleures conditions d'hygiène et sous la supervision de médecins, d'éducateurs et d'infirmières.

Entre 100 et 150 personnes pourraient être accueillies chaque jour dans cette salle ouverte sept jours sur sept.

La ministre de la Santé Marisol Touraine avait annoncé en novembre l'expérimentation des salles de consommation de drogue courant 2013, suscitant un vif débat avec l'UMP, qui estime que la prévention et la sanction sont les seuls moyens efficaces de lutter contre la toxicomanie.

"Le gouvernement socialiste applique donc à la lettre la théorie du 'mal par le mal' en essayant de guérir 'l'héroïne par l'héroïne'", dénonce Camille Bedin, secrétaire générale adjointe de l'UMP dans un communiqué publié mardi.

© 2013 Reuters général. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130205-RB-mthf18943_2013-02-05_16-25-45_15n0b5b5i



Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, rappelle que le Conseil de Paris s'était prononcé "en faveur d'une expérimentation dans la capitale dès le 19 octobre 2010".

"La décision de ce jour est un premier pas important pour permettre d'accompagner les personnes les plus vulnérables et de limiter les dangers sanitaires liés à la toxicomanie", estime-t-il dans un communiqué. (Elizabeth Pineau et Marine Pennetier, édité par Yves Clarisse)

**Nom de la source**

AFP Infos Françaises

Type de source

Presse • Fils de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 5 février 2013 • 16:32:06 GMT

AFP Infos Françaises • 406 mots

Réactions politiques à l'expérimentation d'une salle de shoot à Paris

PARIS, 05 fév 2013 (AFP) - - Voici des réactions politiques au feu vert de Matignon à l'expérimentation d'une salle de consommation de drogue à Paris

- Jean-Marie Le Guen, député PS de Paris: "La candidature de Paris pour accueillir ce type de structure s'inscrit au terme d'un long travail préparatoire et d'une réflexion aboutie. Nous sommes prêts. Depuis plus de 3 ans, la Ville de Paris mène une concertation avec les partenaires associatifs, institutionnels et la préfecture de police. L'accord du Premier ministre valide à la fois la solidité de notre démarche et, plus généralement, reconnaît notre engagement très fort dans le champ de la prévention des conduites à risques et l'expérimentation de dispositifs sanitaires et sociaux innovants. Les salles de consommation de drogue à moindres risques répondent à un besoin de santé publique et de tranquillité publique. Nous travaillerons de façon collective avec tous les acteurs de terrains et la Mildt pour nous assurer que le projet réponde à tous les objectifs que nous nous sommes fixés en termes sanitaire, social et de tranquillité publique" (communiqué).

- Jean-François Martins, conseiller MoDem de Paris: "Je tiens à rappeler que les toxicomanes, s'ils sont des délinquants, sont avant tout des personnes malades et dépendantes et à

ce titre il est de notre devoir de les prendre en charge afin d'assurer un accompagnement social et médical qui seul pourra garantir leur guérison et leur réinsertion. A ce titre, comme les expériences internationales nous l'ont montré, ces lieux sont à la fois des occasions de reprendre contact avec des citoyens parfois totalement marginalisés, de les réintégrer dans un parcours de soins et de réinsertion sociale, et d'éviter des morts par overdose. Ainsi si, comme cela a été annoncé, toutes les conditions de sécurité pour les riverains, et d'accompagnement médical et social sont réunies, il n'y a aucune raison de s'opposer à cette expérimentation" (communiqué).

- Camille Bedin, secrétaire générale adjointe de l'UMP: "Le gouvernement socialiste applique donc à la lettre la théorie du +mal par le mal+ en essayant de guérir +l'héroïne par l'héroïne+. Encore une fois, la gauche caviar et cannabis ne gouverne qu'au gré des lobbies. (...) La prévention et la sanction sont les meilleurs moyens de lutter contre les drogues, non leur consommation! Le gouvernement devrait s'efforcer d'un côté à mettre en place davantage de places en soins hospitaliers ou pré-hospitaliers pour venir en aide aux toxicomanes ; et d'un autre côté, de revenir à une véritable politique de lutte contre les trafiquants de drogues. Encore une fois, c'est un

© 2013 AFP. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20130205-AF-tx-par-ltq86



terrible message de laxisme qui est envoyé vis-à-vis des trafiquants et de lâcheté et d'irresponsabilité vis-à-vis des familles qui souffrent" (communiqué).

- Jacques Myard, député UMP: "Le gouvernement vient, ni plus ni moins, de banaliser, d'encourager et de légaliser la consommation de drogues, ce malgré les expérimentations très peu concluantes faites à l'étranger. Loin de tirer les leçons de ces échecs, le gouvernement est ainsi prêt, avec cette initiative, à voir augmenter le nombre de toxicomanes, à faciliter la prise de drogues parmi les plus dures, à attirer les +dealers+ aux portes des salles, finalement à renforcer l'état de dépendance des drogués au lieu de les en sortir. Ces expérimentations violent clairement toutes les conventions internationales sur les substances psychotropes signées par la France. Une fois de plus, les socialistes jouent aux apprentis sorciers!" (communiqué).

pr-npk/kap/df

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 4 décembre 2012

Le Figaro • no. 21256 • p. 13B • 356 mots

La Ville subventionne la future salle de shoot

L'hémicycle municipal doit faire voter lundi 38 000 euros d'aide à l'association Gaïa.

caroline Sallé

p. 13b



DROGUE Bientôt une salle de shoot à Paris ? La capitale s'y prépare activement, en tout cas. La preuve : au prochain conseil de Paris, la Ville déposera une délibération afin d'accorder une subvention de 38 000 euros à Gaïa-Paris, une association qui milite pour l'ouverture de salles d'injections supervisées. Outre cette contribution financière, la Mairie passera une convention avec l'association afin «

de participer à la phase de préfiguration d'au moins une structure médico-sociale innovante », précise le texte soumis au vote la semaine prochaine.

En clair, la municipalité appuiera le travail de sensibilisation et d'information à ce qu'elle appelle pudiquement des «

nouveaux outils sanitaires ». Des formations pour les futures équipes, «

en lien avec le dispositif genevois du Quai 9 ou de Bilbao », sont également prévues. «

Il s'agit bien de soutenir la phase de préparation en amont de l'installation à Paris d'une telle expérimentation sanitaire et sociale », affirme la délibération.

Au cabinet de Jean-Marie Le Guen, l'adjoint au maire de Paris en charge de la santé publique, on tempère toutefois : «

Nous en sommes seulement au stade de la préfiguration. Il s'agit pour l'heure de finaliser le cahier des charges et de lancer une concertation avec les élus locaux, les riverains et les forces de l'ordre. »

Manière de dire que Paris se tient prête et se met d'ores et déjà en phase avec le calendrier de la ministre de la Santé. Le 18 novembre dernier, Marisol Touraine avait en effet déclaré que des expérimentations de salles de consommation de drogue à moindres risques seraient mises en place début 2013.

« **Illégales** »

Problème : «

dans l'État actuel du droit en France, les salles de shoot sont illégales, pointe Jean-François Legaret, à la tête des élus UMP de Paris. « *La Ville passe un peu vite par-dessus cet obstacle*, renchérit le député UMP Philippe Goujon. *Nous voterons contre* », assure-t-il avant de faire remarquer que les retours d'expérience sur ce type de dispositif sont loin de faire l'unanimité au sein de

© 2012 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20121204-LF-202x20x23577180765



la communauté scientifique. Mieux vaudrait d'après lui, faire de la prévention en prison et envoyer des équipes mobiles dans les squats *« car les toxicos ne se shootent pas aux heures de bureau »*.

Quant au lieu où serait installée cette salle d'injections supervisées, *« rien n'est encore signé ni validé »*, insiste-t-on au cabinet de Jean-Marie Le Guen. De toute façon, *une seule salle ne pourra pas absorber à elle seule l'ensemble de la consommation métropolitaine*

», estime Sylvain Garel, coprésident du groupe des Verts au Conseil de Paris. Afin de prévenir tout risque d'engorgement, les Verts préconisent donc l'ouverture de plusieurs salles de shoot sur des sites métropolitains distincts. La région Ile-de-France se dit *« déjà prête à soutenir les salles de consommation à moindres risques »*, déclare Laure Lechatellier, vice-présidente du conseil régional Ile-de-France en charge notamment de l'Action sociale et de la santé.



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 4 décembre 2012

Le Figaro.fr • 360 mots

La Ville de Paris subventionne la future salle de shoot

Sallé, Caroline

L'hémicycle municipal doit faire voter lundi 38.000 euros d'aide à l'association Gaïa Paris.

Bientôt une salle de shoot à Paris? La capitale s'y prépare activement, en tout cas. La preuve: au prochain conseil de Paris, la Ville déposera une délibération afin d'accorder une subvention de 38.000 euros à Gaïa Paris, une association qui milite pour l'ouverture de salles d'injections supervisées. Outre cette contribution financière, la Mairie passera une convention avec l'association afin «de participer à la phase de préfiguration d'au moins une structure médico-sociale innovante», précise le texte soumis au vote la semaine prochaine.

En clair, la municipalité appuiera le travail de sensibilisation et d'information à ce qu'elle appelle pudiquement de «nouveaux outils sanitaires». Des formations pour les futures équipes, «en lien avec le dispositif genevois du Quai 9 ou de Bilbao», sont également prévues. «Il s'agit bien de soutenir la phase de préparation en amont de l'installation à Paris d'une telle expérimentation sanitaire et sociale», affirme la délibération.

Au cabinet de Jean-Marie Le Guen, l'adjoint au maire de Paris en charge de la santé publique, on tempère toutefois: «Nous en sommes seulement au stade

de la préfiguration. Il s'agit pour l'heure de finaliser le cahier des charges et de lancer une concertation avec les élus locaux, les riverains et les forces de l'ordre.»

Manière de dire que Paris se tient prête et se met d'ores et déjà en phase avec le calendrier de la ministre de la Santé. Le 18 novembre dernier, Marisol Touraine avait en effet déclaré que des expérimentations de salles de consommation de drogue à moindres risques seraient mises en place début 2013.

«Illégales»

Problème: «Dans l'État actuel du droit en France, les salles de shoot sont illégales», pointe Jean-François Legaret, à la tête des élus UMP de Paris. «La Ville passe un peu vite par-dessus cet obstacle, renchérit le député UMP Philippe Goujon. Nous voterons contre», assure-t-il avant de faire remarquer que les retours d'expérience sur ce type de dispositif sont loin de faire l'unanimité au sein de la communauté scientifique. Mieux vaudrait, d'après lui, faire de la prévention en prison et envoyer des équipes mobiles dans les squats «car les toxicos ne se shootent pas aux heures de bureau».

© 2012 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20121204-LFF-f50cfe70-3df4-11e2-b573-50b5e61e24c7



Quant au lieu où serait installée cette salle d'injections supervisées, «rien n'est encore signé ni validé», insiste-t-on au cabinet de Jean-Marie Le Guen. De toute façon, «une seule salle ne pourra pas absorber à elle seule l'ensemble de la consommation métropolitaine», estime Sylvain Garel, coprésident du groupe des Verts au Conseil de Paris. Afin de prévenir tout risque d'engorgement, les Verts préconisent donc l'ouverture de plusieurs salles de shoot sur des sites métropolitains distincts. La région Ile-de-France se dit «déjà prête à soutenir les salles de consommation à moindres risques», déclare Laure Lechatellier, vice-présidente du conseil régional Ile-de-France en charge notamment de l'Action sociale et de la santé.

LIRE AUSSI:

- » Salles de shoot: le bilan mondial incite à la prudence
- » Les «shooting rooms» divisent les psychiatres


Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_t_8



© 2012 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20121023-PA-2257289

Mardi 23 octobre 2012

Le Parisien • p. 75_T_8 • 68 mots

DROGUE**Bientôt une salle de shoot à Paris**

Au lendemain de la déclaration de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, qui souhaite lancer des salles de consommation de drogue avant la fin de l'année, le maire (PS) de Paris a précisé hier qu'un tel lieu pourrait ouvrir dans le Xe arrondissement, dans le quartier de la gare du Nord. Bertrand Delanoë avait déjà annoncé qu'il était favorable à cette expérimentation mais il n'avait pas encore indiqué quel quartier de la capitale serait choisi. La création de salles de shoot soulève l'indignation à droite, qui y voit une incitation à se droguer.



Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 2



© 2010 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20101021-LM-0q2110_253320_779543

Jeudi 21 octobre 2010

Le Monde • p. 2 • 82 mots

Les faits France

Le Conseil de Paris vote pour l'ouverture d'une " salle de shoot "

Le Conseil de Paris a voté, mardi 19 octobre, pour l'ouverture d'au moins un centre de consommation de drogue destiné aux toxicomanes les plus précaires. La capitale souhaite lancer une expérimentation validée par l'Etat et la préfecture. Les partis de gauche ont voté pour, le Nouveau Centre s'est abstenu, l'UMP a voté contre. Paris est la première ville à organiser un tel vote. En août, François Fillon avait jugé la mise en place d'une telle structure " *ni utile, ni souhaitable* " .

Sur Lemonde.fr : Paris se prononce pour l'ouverture d'une salle de consommation de drogue



LesEchos**Nom de la source**

Les Echos

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 20



Mercredi 20 octobre 2010

Les Echos • no. 20788 • p. 20 • 51 mots

La Ville de Paris va ouvrir une « salle de shoot »

LES ECHOS

Le Conseil de Paris a voté, hier, en faveur de l'ouverture d'au moins un centre de consommation à moindre risque pour usagers de drogues. « Cette initiative devra s'entendre comme une expérimentation validée par l'Etat et construite en collaboration étroite avec l'Agence régionale de santé, la préfecture de police, les associations, les riverains et les élus concernés », précise le texte.

© 2010 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20101020-EC-020873739099




Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_e_4



Mercredi 20 octobre 2010

Le Parisien • p. 75_E_4 • 152 mots

DROGUE

Le Conseil de Paris décide d'ouvrir une « salle de shoot »

Le Conseil de Paris a voté hier en faveur de l'ouverture d'« au moins » un centre de consommation de drogue dans la capitale, souhaitée par le maire PS, Bertrand Delanoë, et rejetée par l'UMP. « La réalité, c'est l'ampleur de plus en plus considérable de la consommation de drogue à ciel ouvert dans Paris. L'an dernier, plus de 10000 personnes ont été prises en charge dans la capitale par des dispositifs médico-sociaux spécialisés », a rappelé le maire de Paris au début du débat. Il a souligné que la Ville « agissait » déjà depuis neuf ans pour la prévention des toxicomanies, « mais, pour efficaces qu'elles soient, ces actions ne suffisent pas à traiter un phénomène d'une telle ampleur. Il faut innover, adopter de nouvelles méthodes ». Il veut donc, « en relayant une demande constante du monde associatif, l'ouverture à titre expérimental en collaboration avec l'Etat d'au moins un centre de consommation à moindres risques à Paris ». Véronique Dubarry, élue Verte, a « insisté » sur le fait que « plusieurs salles sont nécessaires à Paris », soulignant que la capitale compte plus de 2 millions d'habitants et la petite couronne 6 millions. Elle redoute qu'« une seule et unique salle ouverte à Paris soit vite submergée par l'afflux des demandes ».

© 2010 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20101020-PA-1115887



Nom de la source

News-Assurances (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mercredi 20 octobre 2010

News-Assurances (site web) • 255 mots

Santé / Consommation drogue : Le Conseil de Paris vote pour l'ouverture d'une salle de shoot

Publié par Florence Karel

Le Conseil de Paris a voté mardi en faveur de l'ouverture d'« au moins » un centre de consommation de drogue dans la capitale, souhaitée par le maire PS, Bertrand Delanoë, et rejetée par l'UMP dans la droite ligne de la politique du gouvernement sur le sujet.

« La réalité, c'est l'ampleur de plus en plus considérable de la consommation de drogue à ciel ouvert dans Paris. L'an dernier, plus de 10.000 personnes ont été prises en charge dans la capitale, par des dispositifs médico-sociaux spécialisés », avait rappelé le maire de Paris en début de débat.

Il a souligné que la ville « agissait » déjà depuis neuf ans pour la prévention des toxicomanies, « mais », « pour efficaces qu'elles soient, ces actions ne suffisent pas à traiter un phénomène d'une telle ampleur. Il faut innover, adopter de nouvelles méthodes ». Il veut donc « en relayant une demande constante du monde associatif, l'ouverture à titre expérimental en collaboration avec l'Etat, d'au moins un centre de consommation à moindres risques à Paris ».

Véronique Dubarry, élue Verte, a « insisté » sur le fait que « plusieurs salles sont nécessaires à Paris », soulignant que la capitale compte plus de 2 millions d'habitants et la petite

couronne 6 millions. Elle redoute qu'« une seule et unique salle ouverte à Paris soit vite submergée par l'afflux des demandes ».

Appelés « centres de consommation supervisés », « centres d'injection supervisés » ou encore « salles de consommation à moindre risque », voire « salles de shoot », ces lieux accueillent des usagers de drogues dures sous la supervision de personnels qualifiés.

L'ouverture éventuelle de tels lieux est en débat en France alors qu'il en existe déjà, parfois depuis une quinzaine d'années, dans plus de 45 villes de huit pays, essentiellement européens : Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Norvège, Suisse, Canada et Australie.

Cet été, le Premier ministre, François Fillon, avait affirmé que les salles de consommation de drogues, sous surveillance médicale, ne sont « ni utiles, ni souhaitables », alors que sa ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, avait souhaité une « concertation » sur le sujet.

Paris, 20 octobre 2010 (AFP)

© 2010 News-Assurances. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20101020-NAS-005





Nom de la source

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

p. 75_e_1



Mardi 19 octobre 2010

Le Parisien • p. 75_E_1 • 360 mots

PARIS

Drogue : les associations militent pour la salle de shoot

BENOIT HASSE

Le Conseil de Paris doit débattre aujourd'hui de la création d'une « salle de shoot ». Les organismes qui aident les toxicomanes plaident en sa faveur. Reportage à la Goutte-d'Or et près de la gare du Nord.

« Les salles de consommation de drogue augmentent la sécurité des toxicomanes. Mais aussi celle des riverains. Il y a moins de risques de contamination, moins de seringues abandonnées... » rappelle inlassablement le coprésident d'Act Up, Pierre Chappard. Le Conseil de Paris va se pencher aujourd'hui sur le très délicat sujet de la création d'une « salle de shoot » dans la capitale (lire en encadré). L'occasion pour l'ensemble des associations d'aides aux toxicomanes de rappeler l'intérêt sanitaire de ce type d'équipement.

Les organismes qui viennent en aide aux usagers de drogue en situation de grande précarité sont pour l'instant « bridés » en matière de prévention. Dans le local de l'association Espoir-Goutte-d'Or, rue Saint-Luc, au coeur du quartier sensible du XVIII^e, les « usagers » peuvent bénéficier d'un soutien social, d'un suivi médical ou venir retirer des jetons pour obtenir des kits d'injection stériles... mais évidemment pas y consommer de la drogue.

Plus de 3200 kits d'injection distribués chaque semaine

Hier après-midi, une dizaine « d'habités » patientent dans le petit



(Ip/B.H.)

local. Les mines sont fatiguées, l'ambiance pesante. Les usagers, SDF pour la plupart, viennent chercher une aide sociale, attendent une consultation ou prennent simplement un café. Quelques minutes de repos et c'est le retour dans la rue pour repartir à la recherche d'une dose qui sera consommée à l'extérieur, un parking ou un hall d'immeuble. « Sans les salles de shoot, on ne peut pas aller au bout de la prévention », déplore Stéphane Roy, coordinateur de l'association Safe qui gère 33 distributeurs automatiques de kits d'injection stériles disséminés dans

© 2010 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20101019-PA-1114808



toute la capitale. Il y a deux ans, ces machines (qui récupèrent les seringues usagées) distribuaient 2500 kits par semaine. « Maintenant, on dépasse fréquemment les 3200 kits hebdomadaires. Bien sûr, tous les usagers ne se shootent pas dans la rue. Mais les plus désocialisés n'ont pas d'autre solution », note le militant associatif.

Illustration hier après-midi autour de la gare du Nord, rendez-vous des accros au crack et de nombreux toxicomanes « injecteurs ». Rue de Maubeuge (Xe), les abords des escaliers du parking souterrain sont jonchés de kits d'injection usagés. Il reste des fioles de liquide stérile, des cuillères métalliques mais heureusement pas de seringue. Un peu plus loin, de l'argent et un caillou de crack passent de main en main dans un groupe de marginaux qui s'éparpillent au passage de policiers à VTT.

« Il faut quand même savoir ce que c'est que de se shooter à l'arrache dans la rue », insiste Stéphane Roy. « Ils vont vite, ne respectent pas les conditions sanitaires minimales, au besoin abandonnent leur matos sur la voie publique... C'est dangereux pour tout le monde. La salle de shoot permettra de limiter cette toxicomanie de rue », conclut le militant associatif.

Le Parisien**Nom de la source**

Le Parisien

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Lundi 1 février 2010

Le Parisien • 101 mots

VIVRE DANS PARIS

L'UMP ne veut pas de « salle de shoot »

DROGUES

XVIIIe . Les élus UMP vont présenter un vœu ce soir au conseil d'arrondissement pour demander au maire, Daniel Vaillant, de s'engager à ne pas accueillir de « salle de shoot » dans le XVIIIe. Au dernier Conseil de Paris, en décembre, les élus de la majorité avaient voté une subvention pour lancer une étude sur ces salles où les toxicomanes peuvent consommer des drogues sous surveillance médicale. Différentes expérimentations de salle de shoot ont déjà été menées dans plusieurs grandes villes européennes. Jean-Marie Le Guen, l'adjoint au maire (PS) chargé de la santé, est partisan de tester ce système à Paris. « Le Mouvement populaire y est opposé », rappelle le groupe UMP du XVIIIe, dont l'un des membres (Roxanne Decorte) a pourtant voté pour le lancement de l'étude en décembre.

© 2010 Le Parisien. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 février 2017 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20100201-PA-799002

